



Évaluation des risques et des vulnérabilités pays

SÉNÉGAL

OCTOBRE 2017

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE





AVERTISSEMENT :

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du Gouvernement des États-Unis.

Table des matières

Sigles et abréviations.....	5
Message du président de la Commission de la CEDEAO	7
Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO	8
Préface.....	9
Résumé analytique	10
Introduction.....	12
Processus de recherche.....	12
Terminologie et définitions conceptuelles.....	14
Revue de la littérature.....	15
Questions de recherche	17
Description de l'échantillon.....	18
Analyse des données.....	20
Portée et limites de l'étude	20
Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau national.....	24
État de droit (pilier le plus vulnérable).....	28
Population et démographie (deuxième pilier le plus vulnérable).....	30
Économie et ressources (troisième pilier le plus vulnérable)	33
Sécurité (quatrième pilier le plus vulnérable).....	37
Politiques et gouvernance (pilier le moins vulnérable).....	40
Facteurs externes	42
Considérations liées au genre	43
Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau infranational : observations par région.....	46
Région de Dakar	46
Région de Diourbel	51
Région de Kaolack.....	56
Régions de Kolda, Sédhiou, Kédougou et Tambacounda.....	62
Région de Saint-Louis	70
Région de Ziguinchor.....	77
Conclusion et recommandations.....	86
Annexe A : Échantillon de données.....	89
Annexe B : Indice de vulnérabilité.....	94
Annexe C : Références additionnelles	96

Annexe D : Matrice des vulnérabilités, risques, facteurs de résilience et recommandations par pilier de la sécurité humaine 97

Sigles et abréviations

ACLED	Projet de localisation des événements des conflits armés
AEMO	Action éducative en milieu ouvert
ALPC	Armes légères et de petit calibre
AVEC	Association villageoise d'épargne et de crédit
BAD	Banque africaine de développement
CAURIE-MF	Coopérative autonome pour le renforcement des initiatives économiques par la microfinance
CAVE	Cellules d'alerte contre les violences
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
COPI	Construire la Paix
COSPAC	Coordination sous-régionale des organisations de la société civile pour la paix en Casamance
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales
DEA	Diplôme d'études approfondies
DIC	Département des enquêtes criminelles
DPA	Direction chargée des affaires politiques de la CEDEAO
DPKRS	Direction chargée du maintien de la paix et de la sécurité régionale de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EIC	Entretien avec les informateurs clés
ENDA	Environnement et développement du tiers monde
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERVP	Évaluation des risques et des vulnérabilités pays
EWD	Direction de l'Alerte précoce de la CEDEAO
FAP	Futur au Présent
GD	Groupe de discussion
GIABA	Groupe d'action intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent
GIE	Groupement d'intérêt économique
IDE	Investissement direct étranger
IFI	Institutions financières internationales
ITIE	Initiative pour la transparence dans les industries extractives
MFDC	Mouvement des forces démocratiques de la Casamance
MGF/E	Mutilation génitale féminine/excision
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFNAC/CENTIF	Office national de lutte contre la fraude et la corruption
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PUDC	Programme d'urgence de développement communautaire
PUMA	Programme d'urgence de modernisation des axes et territoires frontaliers
RADI	Réseau africain pour le développement intégré

REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
SIG	Système d'information géographique
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNA	Analyse des réseaux des parties prenantes
UA	Union africaine
USAID	Agence américaine pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre

Message du président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère dans le monde, avec une population d'environ 366 millions d'habitants et une riche diversité humaine et topographique. De la côte aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Niger, la CEDEAO abrite diverses familles, communautés et nations.

Au cours de la dernière décennie, la région a considérablement amélioré le niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre la richesse des ressources naturelles, le capital humain et les grandes opportunités, il faut également faire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces sécuritaires causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les évolutions et les changements mondiaux tels que les avancées technologiques, la migration humaine et le changement climatique ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité, posant de nouveaux défis pour la planification stratégique et la préparation à l'avenir.

C'est en cela que l'alerte précoce joue un rôle essentiel en aidant la CEDEAO à comprendre les mutations afin de renforcer la prise de décision et apporter une réponse rapide aux niveaux régional et national. Les Evaluations des Risques et de la Vulnérabilité des Pays (ERVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et pour servir de référence pour une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États Membres et pour nos partenaires de la région.

J'invite donc les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour consolider la paix et le progrès au profit des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou
Président de la Commission de la CEDEAO

Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière d'avoir finalisé le présent rapport d'Évaluation des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, cette initiative constitue un exploit remarquable dans le cadre du renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO imprimant le rythme pour l'élaboration d'un ensemble de données africaines qui peut être exploité pour améliorer les analyses et prévisions précises sur la sécurité humaine, afin d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes qui se posent dans la région. Ces informations peuvent servir de base de référence à la CEDEAO ainsi qu'à ses partenaires pour documenter les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier dans le contexte actuel où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est en cours de déploiement au niveau national.

Les travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP se fondent sur les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) – collectées par des observateurs sur le terrain – en vue d'élaborer une base de référence nationale pour la surveillance des modèles et tendances de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte rapide de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les constatations qui en découlent sont plus représentatives en termes de géographie, de temps et de thème pour chaque pays et doivent être mises à jour sur une base périodique.

La CEDEAO consolidera cet acquis en appliquant les connaissances et compétences consignées dans le Manuel d'ERVP. Ma conviction en la matière émane du fait que la formation de l'ensemble des membres du personnel de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD) impliqués dans la mise au point de l'Indice d'ERVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et des compétences du personnel technique du projet *Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa (REWARD)* de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au bénéfice de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de conduire en toute indépendance ses futures ERVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour la conduite d'une Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision conjointe de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de mobiliser les communautés dans des processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États Membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y inscriront les initiatives de développement et de paix pour faire face aux risques et vulnérabilités au sein de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse au bénéfice des pays de la CEDEAO, la Commission se tient prête à accompagner chaque État Membre dans la mise en œuvre des recommandations réalisables que renferme le rapport de l'ERVP.

Finda Koroma
Vice-Président, Commission de la CEDEAO

Préface

La Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a accompli d'énormes progrès dans la pratique de l'alerte précoce guidée par les données, à travers l'analyse qualitative et quantitative des incidents et situations de sources multiples, et en tirant avantage des données initiales générées grâce au système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe du Centre le placent dans une position privilégiée pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région CEDEAO, et ce, à travers les domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle crucial dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine qui pèsent sur toute la région, notamment les systèmes de conflit sahélo-saharien, du fleuve Mano, du golfe de Guinée, du lac Tchad et en Sénégal dans le but d'améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l'escalade des conflits.

Au-delà de l'étroite focalisation sur le conflit violent uniquement, et conformément à son mandat de promotion de l'intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une perspective de sécurité humaine en vue d'améliorer le bien-être de la population conformément à la Vision 2020 de la CEDEAO. Le présent rapport met donc en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience à travers cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d'ERVP constitue une kyrielle de points de vue et d'expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n'en citer que quelques-unes. De ce fait, le rapport d'ERVP se veut un document stratégique qui fournit une vue d'ensemble des défis en matière de sécurité humaine dans chaque État Membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent aider à relever ces défis.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique dans le cadre de la résolution des problèmes de sécurité humaine et qu'il fournira des éclaircissements à une multitude de parties prenantes, notamment les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé en vue d'un engagement dans la région qui tient compte des conflits.

Dr Abdou Lat Gueye
Directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO

Résumé analytique

De 2016 à 2019, la CEDEAO a recueilli des données quantitatives et qualitatives au Sénégal pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles qui peuvent exister, et comment ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en septembre 2017 au Sénégal afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et étoffer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

Au Sénégal, des niveaux de vulnérabilité modérés ont été constatés dans le domaine de l'État de droit, tandis que des niveaux de vulnérabilité moindres ont été constatés dans les domaines de l'économie/des ressources, de la politique/de la gouvernance, de la population/démographie et de la sécurité.

Certains défis potentiels ont été notés concernant les protestations électorales et l'accalmie relative aux activités du mouvement séparatiste qui existe depuis des décennies dans la région de la Casamance, en particulier l'incertitude concernant la transition politique en Gambie voisine (étant donné la relation entre l'ancien président gambien Yahya Jammeh et le Mouvement des forces démocratiques de Casamance - MFDC). La gestion des ressources naturelles et le régime foncier ont également été soulignés comme des facteurs importants, notamment en ce qui concerne les industries minières et du bois, qui ont un lien avec la contrebande et les tensions transfrontalières. Enfin, l'inégalité en matière de développement économique, d'infrastructures et de prestation de services a été soulignée comme une préoccupation majeure.

Toutefois, il existe également de solides facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour une résolution efficace des conflits et la consolidation de la paix au Sénégal. Il existe une longue histoire de coexistence ethnique et religieuse dans le pays, en partie en raison du rôle de médiateur joué par des leaders communautaires influents, notamment des chefs religieux, ainsi que par des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organisations de la société civile, et par des comités transfrontaliers dirigés par des acteurs locaux qui travaillent sur diverses questions. Les initiatives de microfinancement et de tontine sont également efficaces pour promouvoir la résilience économique des femmes dans le pays.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et

nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté ainsi que des capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable au Sénégal.

Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps.

Introduction

Processus de recherche

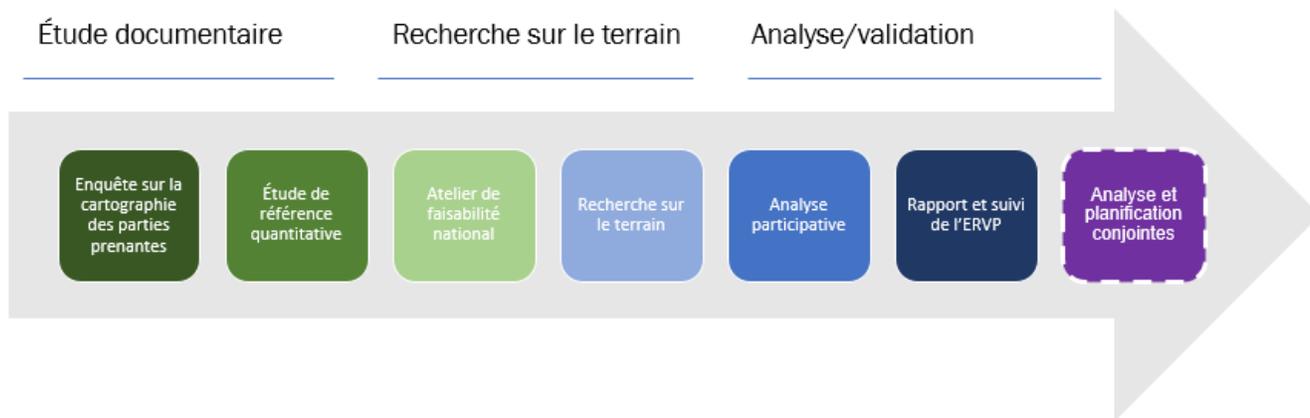
L'ERVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle selon cinq piliers de la sécurité humaine tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document d'orientation datant de 2016.¹ Ces piliers se déclinent comme ci-après : 1) économie et ressources ; 2) politique et gouvernance ; 3) population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) sécurité. Les constatations consignées dans le présent rapport décrivent la manière dont les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte du Sénégal, tant au sein des cinq piliers qu'entre eux. En reconnaissance du fait que les conflits violents ont des facteurs sociaux, économiques, politiques et de sécurité sous-jacents, mais s'expriment différemment en fonction du contexte, nous avons eu recours à un cadre holistique de sécurité

humaine dans le cadre de la présente évaluation, qui sera utilisé pour les ERVP dans tous les États membres de la CEDEAO. En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations de genre et les facteurs externes en tant que questions transversales que l'on doit comprendre pour assurer une alerte précoce et une réponse efficace².

Comme l'illustre le graphique ci-dessous, la recherche a été menée en trois phases principales, à savoir : l'étude documentaire, la recherche sur le terrain, ainsi que l'analyse et la validation.

Phase 1 : Étude documentaire

L'étude documentaire comportait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques induits par les événements et des facteurs de résilience sociale et institutionnelle.



¹ Le Document de cadrage de la Direction de l'Alerte précoce (EDW) a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus d'ERVP et comporte les piliers de la sécurité humaine identifiés sur la base d'approches fondées sur les meilleures pratiques telles que les directives de l'ECOWARN et le cadre de l'Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZAID).

² Le Document de cadrage de la CEDEAO sur « L'évaluation des risques dans cinq pays pilotes de la CEDEAO, à savoir : la Côte d'Ivoire, le Mali, le Libéria, la Guinée-Bissau et le Burkina Faso »

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est appuyée sur des données provenant de douzaines de sources, y compris les Rapports de situation d'ECOWARN (SitReps). Sur la base de ces ensembles de données préexistants³, un indice d'ERVVP a été créé et a servi à mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine au Sénégal.

Pour l'évaluation des risques induits par les événements, les données sur les événements, y compris celles tirées des rapports d'incident d'ECOWARN (IncReps), ont fait l'objet de triangulation avec les données du Projet de localisation des événements de conflits armés (ACLEDA) afin de déterminer les lieux et le type de problèmes conflictuels au niveau infranational de façon diachronique. Le recours à des sources multiples a permis de procéder à la validation croisée, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et des sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale et institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir davantage sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui s'emploient à gérer et à réduire les risques et les vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (y compris des représentants d'institutions religieuses, d'acteurs du secteur public, de la société civile, de groupes de jeunes et d'acteurs du développement, entre autres) ont également été invitées à indiquer les organisations avec lesquelles elles ont travaillé en partenariat au cours des deux dernières années sur les questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une Carte du réseau des parties prenantes en vue d'une analyse quantitative et pour identifier les

points d'appui, les sphères d'influence et le capital social. Sur la base de cette analyse, des experts techniques clés ont été identifiés et contactés pour la phase suivante de la recherche.

Phase 2 : Recherche sur le terrain

La recherche sur le terrain a débuté par un atelier de cadrage à Dakar. En s'appuyant sur la Carte du réseau des parties prenantes, des experts techniques ayant un réseau très dense ont été réunis dans le cadre d'un atelier visant à valider les constatations initiales de l'étude documentaire et à suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'Atelier de cadrage a également servi à adapter et à mieux faire connaître les questions de recherche plus générales ainsi que les instruments et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'Atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les acteurs clés et les parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés lors des EIC et des GD au cours des deux semaines suivantes. Ainsi la phase de l'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui nécessitaient une contextualisation et une validation plus poussées sur le terrain, ainsi que l'échantillon des personnes à interroger et à impliquer (ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite mené une évaluation dans le pays entre le 11 et le 22 septembre 2017 avec des participants des régions de Dakar, Diourbel, Kédougou, Kolda, Kaolack, Saint-Louis, Sédhiou, Tambacounda et Ziguinchor. L'équipe s'est rendue dans les divers points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de l'atelier de cadrage

³ Les sources de données utilisées dans l'élaboration de l'indice d'ERVVP sont notamment Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation et les événements des conflits armés, la Banque

mondiale, le Centre d'études de la sécurité ETH Zurich, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations unies et l'Institut pour l'économie et la paix .

pour interroger les parties prenantes clés qui ont été touchés par la violence, qui connaissent le contexte local et qui disposent de capacités. Cette équipe comprenait des représentants des Directions de l'Alerte Précoce (EWD) et des Affaires Politiques (DPA) de la CEDEAO, ainsi que des participants de l'USAID et des experts affiliés. Les EIC et les GD menés au cours de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données qualitatives et des informations concernant diverses perspectives sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque liés aux événements et les facteurs de résilience sociale et institutionnelle liés aux différents problèmes de conflit dans le pays. Ces transcriptions ont été compilées et rationalisées pour réduire les doublons et les imprécisions, et classées par rubriques pour l'analyse et la priorisation au cours de la phase 3.

Phase 3 : Analyse et validation

Après la validation et la contextualisation sur le terrain des données quantitatives, du SIG et d'enquête, la collecte, la structuration et la synthèse des données qualitatives, le présent rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Il servira de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification en vue d'une prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine au Sénégal ainsi que des systèmes de conflits associés de façon plus générale.

Terminologie et définitions conceptuelles

Dans la présente ERVP :

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il

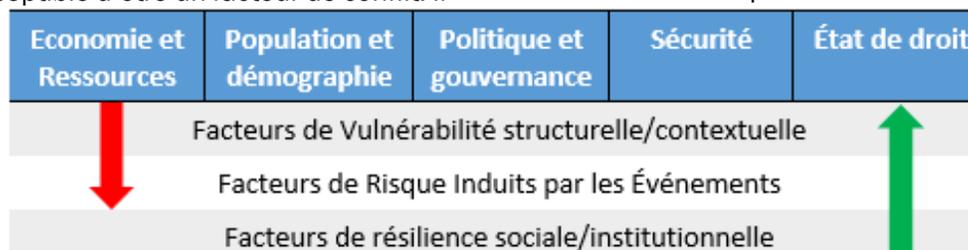
peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, les inégalités, le climat, le favoritisme, les facteurs démographiques, etc.

« **Risque** » est défini comme tout facteur induit par tout événement qui pourrait être un déclencheur de conflit. Au nombre des facteurs de risque, l'on peut citer les controverses particulières ou des événements tels les élections ou les catastrophes qui peuvent se produire.

« **Résilience** » est entendue au sens de tout facteur social ou institutionnel qui peut aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il s'agit notamment des responsables politiques, culturels et communautaires jouissant d'un important capital social pour influencer de manière constructive sur la dynamique des conflits. L'on peut citer à cet effet le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure les institutions qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée conformément au cadre décrit dans la figure ci-dessous, selon lequel les facteurs de risque induits par les événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge pointant vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et vulnérabilités (selon la flèche verte pointant vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est utile en ce sens qu'il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui est un outil stratégique visant à renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les éléments clés



du CPCC sont les catégories de la « **Prévention opérationnelle** », c'est-à-dire les mesures applicables en cas de crise ; et, de la « **Prévention structurelle** », c'est-à-dire les mesures qui permettent de faire en sorte que les crises ne surviennent pas ou ne se reproduisent pas. Le cadre de l'ERVP est aligné sur le CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par les mesures de prévention structurelle et les facteurs de risque par les mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour la pertinence et l'applicabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

Revue de la littérature

Une approche d'alerte précoce centrée sur l'humain

Dans la littérature universitaire, le prisme de la sécurité humaine en ce qui concerne l'alerte précoce des conflits est en mutation par rapport aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue dans les années 80 et 90. En effet, par le passé, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, marquée par une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce a porté principalement sur l'identification des facteurs et des impacts des conflits civils sur les États. À cette époque, l'analyse était axée sur une terminologie telle que « l'effondrement » et « la faillite » de l'État, mettant ainsi l'accent sur les impacts pour les pays voisins ou régions voisines et perpétuant dans le même temps un paradigme comparatif de pauvreté et de faible croissance économique ainsi que de conflit, par opposition aux pays plus développés⁴.

Toutefois, à mesure qu'une approche plus interdépendante de la sécurité humaine et mondiale se faisait jour dans les années 2000, les

conceptions de la fragilité de l'État et de l'analyse des conflits ont évolué en approches tant d'aide au développement que de politiques. Comme l'indique le Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRGDS), « De manière générale, la fragilité résulte d'une interaction dynamique entre des facteurs internes (notamment les conflits violents, la pauvreté, la conjoncture économique et structurelle, la défaillance des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale)⁵. Sans faire abstraction du rôle de l'État en tant que principal instrument de gestion et de prévention des conflits, l'approche centrée sur l'humain se penche d'abord et avant tout sur l'impact des facteurs de conflit à caractère démographique, économique, politique et sécuritaire sur les individus et les communautés, ainsi que sur le rôle qu'un large éventail de facteurs sociaux et institutionnels joue dans la prévention des conflits. Ainsi le cadre de la sécurité humaine fournit-il une approche holistique pour comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine définit une approche de la sécurité centrée sur l'humain se déclinant en cinq principes : 1) *mesures centrées sur l'individu*, mettant l'accent sur la protection des libertés fondamentales de l'être humain ; 2) *mesures multisectorielles*, englobant une large compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *mesures globales*, prenant en compte les différents types de sécurité de l'individu, allant de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *mesures spécifiques au contexte*, soulignant la nécessité d'analyser les contextes spécifiques des conflits et les causes

⁴ « Définir et mesurer la fragilité des États : une nouvelle proposition », Ferreira, I., Conférence annuelle de la Banque sur l'Afrique, juin 2015

⁵ « Guide thématique sur les États fragiles », Mcloughlin, C., Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (GSDRC), août 2009

profondes de l'insécurité ; et 5) *mesures préventives*, mettant l'accent sur des mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au contexte local par le biais de mécanismes d'alerte précoce⁶. Cette focalisation sur les questions transversales ainsi que l'analyse et la réponse spécifiques aux situations sont au cœur du processus d'ERVP et des objectifs plus généraux d'alerte précoce et de réponse intégrée en cas de conflit de la part de la CEDEAO et de ses partenaires. Pour les ERVP, il s'agit d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été développés pour mesurer la résilience et la fragilité. Ils vont de l'*Indice des États fragiles*⁷ établi par la Banque africaine de développement (BAD) à l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)⁸ de la Banque mondiale jusqu'à l'*Indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim*⁹. Actuellement, des acteurs de premier plan du développement international et des organismes multilatéraux tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui visent à s'attaquer aux facteurs de fragilité. La BAD, par exemple, dispose d'une *Stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour la période 2014-2019*, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de ses États membres et sur les « situations de fragilité plutôt que sur les États fragiles exclusivement¹⁰.

Comme le souligne toutefois la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution universelle ni de « boîte à outils » prédéfinie pour s'attaquer à la fragilité »¹¹. Les conceptions universitaires et politiques plus anciennes de la « faillite de l'État » reposaient sur une analyse axée sur les « conceptions traditionnelles de la sécurité centrées sur l'État qui mettaient principalement l'accent sur la sécurité des États face à l'agression militaire », comme énoncé dans un document publié en 2009 par l'Unité de sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus large de la sécurité humaine, « en réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces à la sécurité tant qu'anciennes que nouvelles – allant de la pauvreté chronique et persistante aux crises économiques et financières soudaines, en passant par la violence ethnique, la traite des êtres humains, le changement climatique, les pandémies et le terrorisme international. Ces menaces ont tendance à prendre des dimensions transnationales et à aller au-delà des conceptions traditionnelles de sécurité qui mettent exclusivement l'accent sur les agressions militaires extérieures »¹².

Par conséquent, une approche centrée sur l'humain, par opposition à une approche centrée sur l'État, est importante pour analyser les risques et les vulnérabilités de la société en vue de mettre en place des mécanismes robustes d'alerte précoce. La sécurité humaine fournit une approche holistique permettant de comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP visent à tirer parti des aspects les plus dynamiques et interdépendants

⁶ « La sécurité humaine en théorie et en pratique », Unité de la sécurité humaine, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Nations Unies, janvier 2009

⁷ Indice des États fragiles, Le Fonds pour la paix

⁸ Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA), Banque mondiale et Banque africaine de développement (BAD)

⁹ Indice Ibrahim de la gouvernance africaine, Fondation Mo Ibrahim

¹⁰ « Faire face à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014 – 2019 », BAD

¹¹ Ibid.

¹² « La sécurité humaine en théorie et en pratique », Unité sur la sécurité humaine, OCHA, Nations Unies, janvier 2009

des risques et des vulnérabilités, qui examinent les capacités et les pressions au sein d'une société donnée en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau des principaux piliers de la sécurité humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine a pour objet d'aider les États membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier »¹³. Cette approche s'inscrit également en droite ligne dans la Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion dans toute la région¹⁴ et met notamment l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine au sein des États membres.

Questions de recherche

Sur la base des constatations initiales tirées de l'étude documentaire, l'équipe a élaboré une série de questions d'orientation réparties selon les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions n'ont pas été explicitement posées sur le terrain, mais ont plutôt sous-tendu la conception des instruments d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD). Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes visant à susciter une discussion au cours de laquelle les personnes interrogées pourraient exprimer leurs opinions, partager leurs expériences et perceptions sur la façon dont elles ont été affectées par les facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au Sénégal.

État de droit : Dans quelle mesure le pouvoir judiciaire est-il indépendant vis-à-vis de l'exécutif ? Quel rôle le pouvoir judiciaire joue-t-il en ce qui concerne les questions de justice et d'impunité ? Les services juridiques et judiciaires sont-ils accessibles dans tout le pays ? S'appuie-t-on sur des mécanismes de règlement

extrajudiciaire/traditionnel des litiges ? Dans quelle mesure les collectivités comptent-elles sur la police et les forces de sécurité pour assurer la justice ? Dans quelle mesure les droits des femmes sont-ils protégés dans la pratique ?

Population et démographie : Quel rôle jouent les jeunes dans la vie sociale, économique et politique ? Une population disproportionnellement nombreuse de jeunes privés de leurs droits met-elle à rude épreuve les ressources urbaines ou les services publics ? Dans quelle mesure les conditions climatiques défavorables affectent-elles la sécurité alimentaire et la sécurité en général ? Quel rôle jouent les femmes dans la vie sociale, économique et politique ? Quelle est l'efficacité de la planification familiale en termes d'accès et de politique ? Quel rôle la migration a-t-elle joué dans la vie sociale et économique ?

Économie et ressources : Dans quelle mesure la volatilité des prix des produits de base a-t-elle eu un impact négatif sur les groupes les plus vulnérables ? Cela a-t-il été un facteur d'insécurité alimentaire ou de conflit ? Existe-t-il des disparités entre les zones urbaines et rurales en termes de prestation de services ? Quels ont été les impacts économiques de l'insécurité en Casamance ? Quel rôle l'exploration pétrolière pourrait-elle jouer dans l'économie sénégalaise, et y a-t-il des problèmes potentiels qui pourraient survenir du fait de l'exploration pétrolière, notamment en termes de conflits transfrontaliers et de gestion des ressources ? Quel est le rôle de la gestion des ressources naturelles et du régime foncier dans la cohésion sociale ? Quel rôle les activités économiques illicites jouent-elles dans l'économie locale et nationale ? Quel rôle les industries extractives jouent-elles dans l'économie ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans l'économie ?

Sécurité : Quel rôle les forces de sécurité jouent-elles dans la gestion ou l'aggravation des troubles politiques et de la criminalité ? Sont-ils légitimes,

¹³ Résolution n°66/290 de l'Assemblée générale, octobre 2012

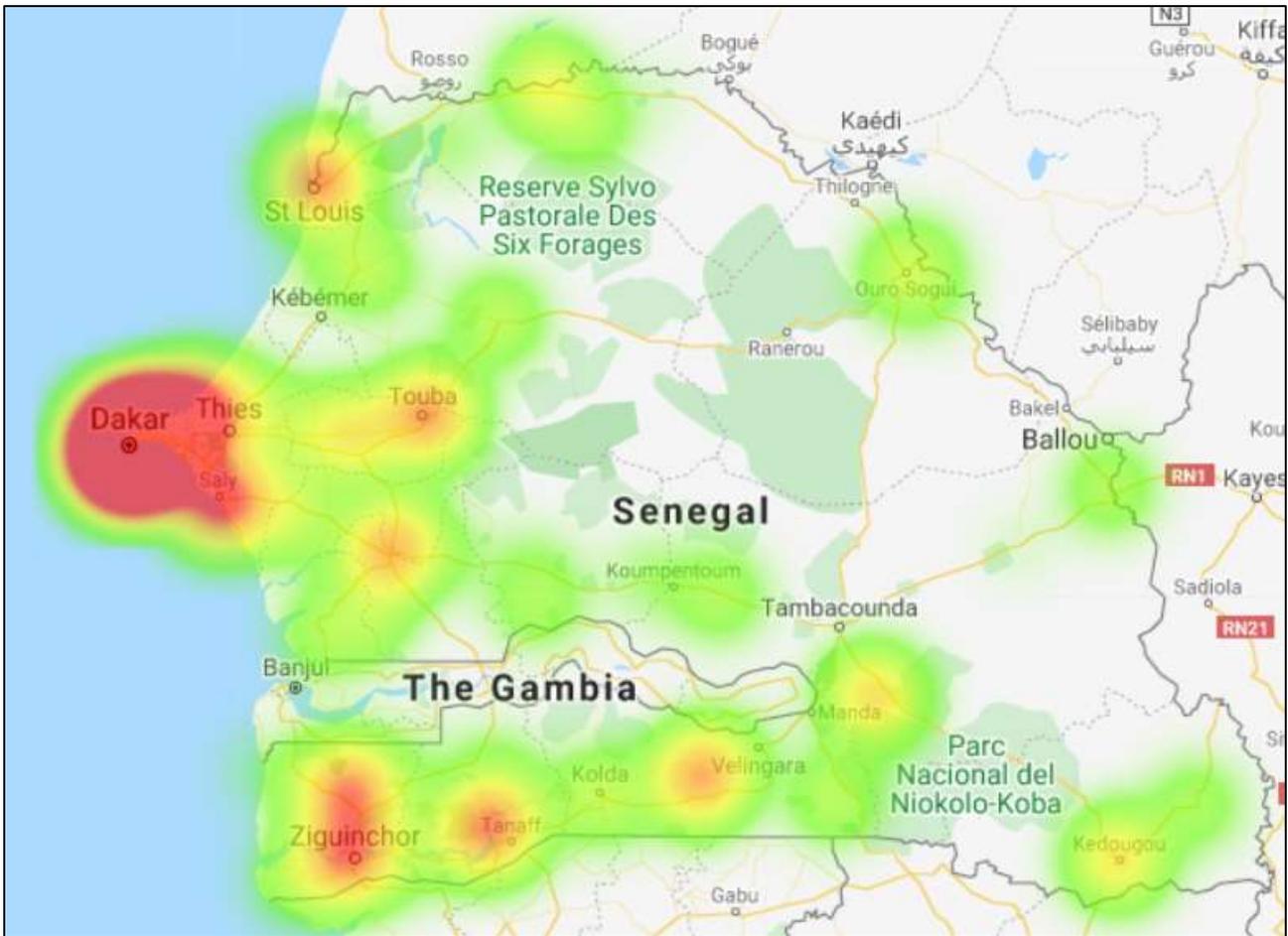
¹⁴ Vision 2020 de la CEDEAO : Vers une communauté démocratique et prospère, CEDEAO, juin 2010

représentatifs et professionnels ? Existe-t-il d'autres facteurs de conflit tels que les conflits fonciers ou la concurrence pour le contrôle des ressources ? Existe-t-il des menaces transfrontalières, maritimes ou transnationales ? Quels ont été les impacts sociaux, politiques et économiques de l'insécurité historique et actuelle dans la région de la Casamance ? Existe-t-il des tensions politiques ou sectaires qui pourraient constituer une menace pour la sécurité ? Dans quelle mesure les marchés illicites (p. ex., le trafic de drogue) ont-ils contribué aux problèmes de criminalité et de violence ?

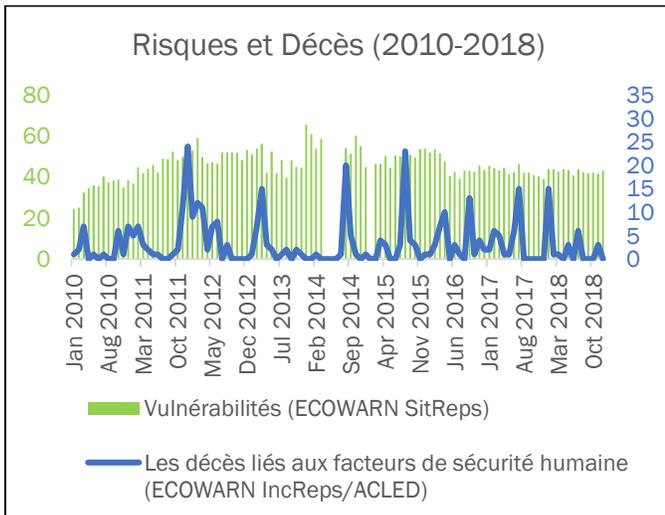
Politique et gouvernance : Dans quelle mesure les perceptions de la corruption et du népotisme au sein du gouvernement érodent-elles la légitimité des institutions étatiques et du processus électoral ? Quel rôle jouent les acteurs non étatiques (par exemple les confréries musulmanes) dans la politique sénégalaise ? Quelles sont les perspectives de paix, de cohésion nationale et d'intégration régionale compte tenu du processus de paix en cours dans la région de la Casamance ? Quel rôle les femmes jouent-elles en politique et dans la prise de décision ? Quel rôle la société civile et les mouvements sociaux jouent-ils en politique ?

Description de l'échantillon

Les données recueillies et analysées aux fins du présent travail de recherche comprenaient des centaines de rapports de situation et des rapports d'incidents d'ECOWARN, ainsi que des données sur les événements du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLED), une enquête d'orientation, des transcriptions et des notes des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec les informateurs clés (EIC) sur le terrain. Au nombre des autres sources, intégrées pour créer un indice de vulnérabilité (Indice d'ERVVP), on peut citer Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données de l'ACLED, la Banque mondiale, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le Niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix. Une liste complète figure à l'Annexe A.



La carte des foyers de tension ci-dessus montre les points névralgiques qui ont enregistré des incidents liés à la sécurité humaine entre 2015 et 2018.



Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe vertical à gauche (0-80) montre le niveau de vulnérabilité avec un score plus de 60, reflétant des niveaux de vulnérabilité plus élevés. L'axe vertical sur la droite (0 à 35) indique le nombre de décès par mois liés aux incidents de la sécurité humaine.

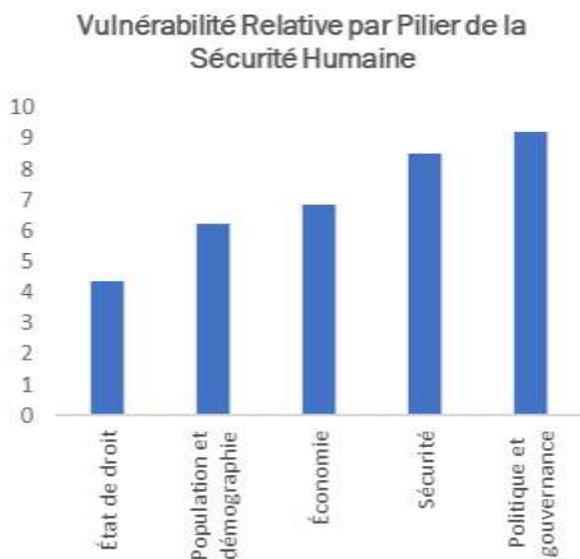


La carte ci-dessus montre les localités où la recherche sur le terrain a été effectuée en septembre 2017.

Analyse des données

Les données d'ECOWARN montrent que la vulnérabilité au Sénégal est restée relativement stable, telle que mesurée en prenant une moyenne mensuelle du score global des SitReps de 2010 à 2017. À la fin de l'année 2011, une légère escalade de la violence a été enregistrée, entraînant l'enlèvement de plusieurs soldats et environ 24 pertes en vie humaine dans la région de Casamance.

L'indice d'ERVP, ci-dessous, indique qu'au Sénégal, le pilier de la sécurité humaine qui présente les niveaux de vulnérabilité les plus élevés est l'État de droit, qui a également été considéré comme un défi prioritaire par les personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain. Toutefois, en général, la résilience structurelle est assez forte, en particulier dans les domaines de la sécurité, de la politique et de la gouvernance. Dans le graphique ci-dessous, plus le score sur l'axe des ordonnées (y) est bas (0 à 10), plus le pilier de la sécurité humaine est vulnérable.



Au cours des deux dernières années, les données sur les événements/du SIG montrent les foyers de tension, les modèles et les tendances au niveau infranational, y compris les incidents impliquant la contrebande, la criminalité et les séparatistes dans

la région de la Casamance (régions de Ziguinchor, Kolda et Sédhiou), les manifestations, la criminalité et le trafic de drogue à Touba (région de Diourbel) et divers incidents autour de Dakar et à la frontière mauritanienne au Nord.

Une recherche sur le terrain a été entreprise pour nuancer ces résultats et les situer dans leurs contextes au moyen d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD).

Portée et limites de l'étude

Le présent rapport vise à superposer, trianguler et juxtaposer des données quantitatives, des données de SIG et des données qualitatives de façon précise, significative et représentative. Toutefois, au nombre des limites de cette analyse figurent un intervalle de deux ans pour les données sur les événements/du SIG et celui de sept ans pour les rapports de situation d'ECOWARN. S'il y a des cycles de conflit qui n'entrent pas dans le champ de ces paramètres, la capacité d'analyser ces tendances sera limitée dans le présent rapport. Par ailleurs, le présent travail de recherche visait à assurer la représentativité dans l'échantillon de parties prenantes impliquées au travers des EIC (37 personnes de premier plan) et des GD (21 groupes de discussion). Dans la mesure où ces parties prenantes étaient représentatives, elles ont apporté une contextualisation et une validation importantes à la recherche documentaire.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et au but de l'étude. Le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) porte principalement sur deux domaines. Les rapports d'ERVP sous-tendent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Ils identifient, en particulier, les vulnérabilités dans l'ensemble des piliers de la sécurité humaine dans le but de guider la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, cette dernière recouvre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en

faveur de la culture de la paix ». Certes, le présent rapport peut également servir à éclairer la prévention opérationnelle, qui comprend « l’alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs, tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », mais il vise principalement à identifier les domaines clés de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational aux fins de la planification stratégique par la CEDEAO et d’autres partenaires intervenant dans les domaines de la paix et de la sécurité. Toutefois, dès lors que la prévention opérationnelle peut s’appuyer sur les schémas et les tendances des facteurs de risques induits par les événements mis en exergue dans le présent rapport, l’ERVP devrait servir d’analyse de référence des dynamiques qui font l’objet d’une surveillance diachronique étroite. Ainsi, en plus d’éclairer la planification stratégique se rapportant aux questions de vulnérabilité structurelle, l’ERVP sous-tendra également les produits d’alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui informent les analystes et les personnes interrogées potentielles sur l’aggravation du risque de conflit à l’aune d’un ou de plusieurs indicateurs, et proposera des recommandations par rapport à la réponse à apporter. Les rapports d’ERVP peuvent également servir de base à des études de cas plus détaillées sur les risques, les vulnérabilités et les résiliences identifiés pour un pays d’intérêt ou faisant l’objet de préoccupation.

S’il est vrai que de nombreux rapports qui s’attellent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement sur le niveau national, la CEDEAO entend soutenir une infrastructure d’alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l’ensemble de la région. À ce titre, les rapports d’ERVP tiennent également compte de la dynamique au niveau infranational.

Ces facteurs infranationaux sont essentiels à prendre en compte car ils permettent aux analystes et aux intervenants potentiels de comprendre le contexte dans lequel des événements précis (risques) se produisent, ce qui peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, des vulnérabilités et des résiliences au niveau infranational peut également contribuer à sous-tendre les stratégies de collaboration au niveau local en vue de la prévention structurelle, en particulier, tel que défini par le CPCC, en prenant « des mesures visant à s’assurer que les crises ne surviennent pas, le cas échéant, qu’elles n’éclatent pas à nouveau ».

Enfin, comme l’a également relevé le CPCC, les conflits en Afrique de l’Ouest tendent à entretenir des liens très étroits, ce qui donne souvent lieu à des cycles de violence qui outrepassent les frontières et peuvent maintenir les pays empêtrés dans des situations de conflit pendant des décennies. Les rapports d’ERVP, qui couvrent l’ensemble des quinze États membres de la CEDEAO, sont également utiles pour aider à éclairer et à comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui se produisent à l’échelle du fleuve Mano et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont influencés et intimement liés les uns aux autres non seulement aux plans historique et culturel, mais aussi en termes de vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et donnent lieu au bout du compte à l’éclatement de la violence, décennie après décennie. Ainsi les rapports d’ERVP offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques qui conduisent à une vulnérabilité structurelle et à l’aggravation du risque, mais aident aussi à mettre en relief la nature des systèmes de conflits régionaux et la nécessité d’une perspective holistique et systémique tant dans l’analyse que dans la réponse.

Contexte du pays

Depuis son accession à l'indépendance vis-à-vis de la France en 1958, le Sénégal est souvent considéré comme étant un modèle de transition démocratique rapide et de stabilité, et ce, contrairement à bon nombre de ses voisins régionaux qui ont connu des dictatures, des coups d'État et des périodes d'instabilité pendant la période postcoloniale.¹⁵ Le pays a connu quatre transitions politiques pacifiques depuis son indépendance et tiendra les prochaines élections présidentielles en 2019.¹⁶ Le Sénégal a toutefois surmonté une insurrection de longue date dans la région sud en Casamance et continue de faire à des défis structurels en matière de gouvernance, de transparence et de pauvreté.

Le premier président du pays, Léopold Sédar Senghor, arrive au pouvoir en 1960. Suite à des tensions avec le premier ministre Mamadou Dia, le président Senghor consolide son pouvoir en constituant de facto un État à parti unique en 1966. Toutefois, le président Senghor rétabli finalement la structure du gouvernement sous la forme d'un système multipartite en 1973 ; et en 1980 il démissionne pour permettre à son successeur, Abdou Diouf, de devenir président.¹⁷ La libéralisation du jeu politique a été progressive au cours des années 80, bien que Diouf n'ait pas étendu les libertés politiques pour l'opposition et la population après son accession à la présidence en 1981. Sous Diouf, l'insatisfaction populaire s'accroît en raison du déclin de l'économie et des mesures d'ajustement structurel.¹⁸ Le Parti socialiste (PS) au pouvoir domine, de manière constante, toutes les élections jusqu'en 2000, date à laquelle plusieurs allégations de fraude sont

formulées de la part de l'opposition et de violents affrontements politiques éclatent entre les partisans des deux partis – le PS et le Parti démocratique sénégalais (PDS)¹⁹. En particulier, les élections de 1988 provoquent une flambée de violence dans les zones urbaines et aboutissent finalement à la déclaration de l'état d'urgence.²⁰

Les années 90 enregistrent la réalisation d'un certain nombre de réformes, telles que le Code de décentralisation de 1996, qui transfère certains pouvoirs de l'État aux collectivités locales.²¹ Au cours de cette décennie, l'on enregistre également un accroissement du rôle et du pouvoir des médias ainsi que des organisations de la société civile, telles que les syndicats et les organisations de producteurs ruraux.²² Élu président en 2000, Abdoulaye Wade, leader de l'opposition de longue date, met l'accent sur le renforcement des pouvoirs de l'exécutif et investit massivement dans les infrastructures urbaines. En dépit des grandes attentes des électeurs concernant les promesses de l'administration Wade – à savoir : améliorer la gouvernance et renforcer la transparence – les enquêtes sur la perception des ménages et les recherches menées par la communauté internationale révèlent que la corruption demeure un problème très répandu dans le pays.²³ L'administration Wade fait également l'objet de critiques au plan national pour son inaction présumée suite du naufrage du ferry dénommé le « Joola » en 2002, qui a causé la mort de plus de 1500 personnes.²⁴

En 2011, Abdoulaye Wade introduit plusieurs amendements constitutionnels et annonce qu'il se

¹⁵ « Sénégal : Évaluer les risques pour la stabilité », Villalón, L., Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS), juin 2011

¹⁶ "Sénégal : Vue d'ensemble" Banque mondiale, avril 2017

¹⁷ « Sénégal : Évaluer les risques pour la stabilité », Villalón, L., CSIS, juin 2011

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

²⁰ « L'état d'urgence déclaré pour réprimer les manifestations électorales au Sénégal », Gaye, S., United Press International, mars 1988.

²¹ « Évaluation de la corruption : Sénégal », USAID, août 2007

²² Ibid.

²³ Ibid.

²⁴ « Le Titanic en version africaine : obtenir justice dix ans après le Joola », Jullien, M., BBC, septembre 2012

présenterait pour un troisième mandat, ce qui a déclenché de violentes protestations dirigées, en partie, par les mouvements de jeunesse « Y'en a Marre » et « M23 ».²⁵ Bien que, la Cour constitutionnelle ait finalement approuvé la candidature de Wade pour un troisième mandat, il est battu au second tour des élections présidentielles de 2012 par le leader de l'opposition, Macky Sall, et cède le pouvoir.

Aujourd'hui, outre la lutte contre la corruption, le Sénégal continue de faire face à des défis en matière de lutte contre la pauvreté, d'amélioration de l'accès à la justice, de réduction des disparités entre les populations urbaines et rurales et de création d'emplois pour une population jeune sans cesse croissante.²⁶ La croissance économique est également demeurée irrégulière ces dernières années, en raison de facteurs tels que les pressions climatiques qui ont affecté la production agricole.²⁷

Le pays est également confronté à un conflit persistant dans le sud en Casamance, où des séparatistes (le Mouvement des forces démocratiques de Casamance – MFDC) mènent depuis longtemps une lutte sécessionniste. Isolée géographiquement du reste du Sénégal, avec la Gambie au nord et la Guinée-Bissau au sud, la Casamance – qui englobe les régions administratives de Ziguinchor, Sédhiou et Kolda – est riche en ressources naturelles et terres

arables. La région abrite également une population appartenant à l'ethnie majoritaire Djola (qui ne représente que quatre pour cent de la composition ethnique globale au Sénégal), ce qui contribue à une identité régionale distincte.²⁸ Pendant une grande partie de la période coloniale, la Casamance a également été administrée de manière distincte par rapport au reste du Sénégal par le gouverneur de l'Afrique occidentale française et n'a été intégrée qu'en 1939.²⁹ Cette décentralisation historique, ainsi que l'isolement physique, l'absence d'investissement dans l'aménagement et les services après l'indépendance et la discrimination en termes d'éducation et de politiques foncières par le gouvernement postcolonial, ont servi de levain au conflit qui a éclaté dans les années 80.³⁰ Les principaux facteurs déclencheurs interviennent en décembre 1982 et 1983 lorsque les autorités sénégalaises lancent des opérations de répression contre des manifestations pacifiques, conduisant à des actes de violence et des représailles.³¹ Après plus de trois décennies de conflit entre le MFDC et l'armée sénégalaise et l'échec d'un certain nombre de traités de cessez-le-feu, un cessez-le-feu a été signé en 2014 par l'une des factions du MFDC. En dépit d'une baisse des actes de violence constatée depuis 2014, des efforts de médiation sont en cours et l'on note une persistance des flux illicites et de la criminalité transfrontalière dans la région.³²

²⁵ « Trop c'est trop, déclarent les rappers sénégalais », Quist-Arcton, O., NPR, février 2012

²⁶ « Sénégal : vue d'ensemble », Banque mondiale, avril 2017

²⁷ « Document de stratégie pays du Groupe de la Banque au Sénégal, 2016-2020 », Banque africaine de développement, juillet 2016.

²⁸ « Pris entre deux feux – en quête d'une paix durable dans la région de Casamance : Une analyse des causes, des acteurs et des conséquences », Gehrold, S., Neu, I., KAS International, octobre 2010

²⁹ « Comprendre le conflit en Casamance : Le contexte », Fall, A., Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC), décembre 2010

³⁰ « Le Sénégal et le Mali », Humphreys, M., Mohamed, H., Columbia University, 2005

³¹ « Pris entre deux feux – en quête d'une paix durable dans la région de Casamance : Une analyse des causes, des acteurs et des conséquences », Gehrold, S., Neu, I., KAS International, octobre 2010

³² « Casamance : ni guerre, ni paix », Serna, T., Peace Direct, décembre 2015

Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau national

Sur la base d'une recherche documentaire menée en utilisant les ensembles de données de l'ECOWARN et de l'ACLED, d'enquêtes des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés du Sénégal, de recherche sur le terrain incluant des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussions (GD), ainsi que d'analyses participatives menées par l'équipe de recherche sur le terrain de l'ERVVP, les risques, vulnérabilités et facteurs de résilience au niveau national suivants ont été identifiés :

Vulnérabilités structurelles

État de droit

- Allégations de corruption et d'impunité dans le système judiciaire
- Méconnaissance par les populations de leurs droits légaux et des instruments juridiques existants
- Allégation de manque d'indépendance du système judiciaire
- Accès insuffisant ou limité des femmes au système judiciaire en raison d'obstacles culturels
- Retards dans le processus judiciaire

Population et démographie

- Taux élevé de chômage des jeunes
- Faible taux de planification familiale
- Disparités entre les zones rurales et urbaines en termes de services sociaux et d'infrastructures
- Accès limité aux services sociaux, en particulier aux soins de santé
- Émigration des jeunes vers l'Europe
- Immigration au Sénégal en provenance des pays voisins
- Phénomène de *enfants talibés* et faible application des mesures de protection des enfants
- Dégradation de l'environnement
- Concurrence pour le contrôle des terres
- Changement climatique

Économie et ressources

- Volatilité des prix des denrées alimentaires de base
- Insécurité alimentaire
- Pauvreté
- Taux élevés du chômage des jeunes
- Possibilités limitées de formation professionnelle
- Inégalités entre les zones rurales et urbaines
- Activités économiques illicites, en particulier le trafic de drogue

- Obstacles à l'accès des femmes au crédit et à la terre
- Dégradation de l'environnement
- Surpêche et pêche illégale
- Absence perçue de transparence dans les secteurs minier et extractif
- Infrastructures de transport insuffisantes
- Accès limité à l'infrastructure de conservation et de transformation des aliments
- Impacts économiques du conflit en Casamance (y compris le déclin du tourisme et de l'agriculture, la fermeture d'entreprises)

Sécurité

- Forces de sécurité en sous-effectif et dotées de ressources insuffisantes
- Perception de corruption dans les rangs des forces de sécurité
- Réseaux de trafic de drogue, de contrebande et de prostitution
- Porosité des frontières
- Griefs historiques et de perceptions de marginalisation au sein des communautés locales dans la région de la Casamance

Politiques et gouvernance

- Perceptions de corruption au sein du système politique
- Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques
- Fourniture limitée ou insuffisante de services de santé, d'éducation et sociaux
- Absence perçue de transparence dans les secteurs minier et extractif

Risques induits par les évènements

État de droit

- Protestations violentes contre le système judiciaire
- Politisation des affaires fortement médiatisées
- Sous déclaration des crimes violents basés sur le genre
- Cas de corruption au sein du système judiciaire

Population et démographie

- Epidémies
- Malnutrition et insécurité alimentaire
- Tensions au sujet des ressources naturelles
- Érosion côtière
- Inondations et sécheresses

Économie et ressources

- Tensions vis-à-vis le démarrage des opérations d'extraction de zircon par Astron
- Trafic de drogue

- Exploitation forestière illégale
- Accaparement des terres ; Conflits liés à la terre et aux ressources
- Baisse des ressources halieutiques
- Blanchiment de capitaux

Sécurité

- Criminalité, notamment le banditisme armé
- Tensions transfrontalières et maritimes et conflits entre les communautés de pêcheurs
- Échec de la médiation ou retrait des négociations de la faction du MFDC dirigée par Sadio
- Reprise des hostilités par les factions du MFDC
- Incidents de vol de bétail
- Contrebande d'armes légères et de petit calibre (ALPC)
- Terrorisme et radicalisation
- Culture et trafic de drogue

Politiques et gouvernance

- Protestations politiques
- Violence électorale
- Politisation des chefs religieux

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

État de droit

- Mécanismes alternatifs de résolution des conflits
- Chefs religieux, traditionnels et coutumiers
- « Maisons de Justice » fournissant des conseils juridiques gratuits
- Existence du Médiateur de la République
- Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC/CENTIF)

Population et démographie

- Cohésion entre les groupes ethniques et religieux
- Contribution des immigrants et de la diaspora à l'économie locale (envois de fonds)
- Existence d'un filet de sécurité sociale et de mesures de sécurité sociale telles que la gratuité des soins de santé pour les personnes âgées et les nourrissons
- Rôles des « Badienou Gokh » dans le soutien aux femmes en état de grossesse
- Campagne visant à réduire les MGF et le mariage précoce

Économie et ressources

- Mise en place du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC)

- Poursuite de la construction de routes de desserte pour faciliter l'accès aux marchés
- Mise en œuvre de l'ITIE
- Présence du Bureau régional du GIABA pour la lutte contre le crime organisé et le financement du terrorisme

Sécurité

- Professionnalisme des forces de sécurité et de défense
- Police de proximité
- Police communautaire
- Existence d'une idéologie religieuse non-violente (confrérie de mouride et de tidianiyya)
- Héritage des pays d'Afrique de l'Ouest qui n'ont pas connu de coup d'État militaire
- Participation des forces de sécurité et de défense aux opérations de maintien de la paix dans les pays voisins
- Existence de plateformes de femmes intervenant en Casamance
- Programmes de reconstruction par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux et de parties prenantes internationales

Politiques et gouvernance

- Groupes dynamiques de la société civile, notamment les ONG, les groupes de femmes et de jeunes
- Existence de la loi de 2010 instituant la parité homme-femme
- Dynamisme des médias
- Leaders religieux très influents dans le maintien de la cohésion sociale
- Dialogue/tolérance interreligieux/interreligieuse de longue date
- Disponibilité de lois progressistes en matière de genre, intégrant l'égalité en matière d'autorité parentale

État de droit (pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Allégations de corruption et d'impunité dans le système judiciaire• Méconnaissance par les populations de leurs droits légaux et des instruments juridiques existants• Allégation de manque d'indépendance du système judiciaire• Accès insuffisant ou limité des femmes au système judiciaire en raison d'obstacles culturels• Retards dans le processus judiciaire
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Protestations violentes contre le système judiciaire• Politisation d'affaires fortement médiatisées• Sous déclaration des crimes violents basés sur le genre• Incidents de corruption au sein du système judiciaire

Vulnérabilités et risques

Selon l'indice d'ERVD, l'État de droit est le plus vulnérable des cinq piliers de la sécurité humaine examinés au Sénégal. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les perceptions de corruption, de népotisme et d'inefficacité au sein du système judiciaire formel constituent des vulnérabilités clés. En outre, une méconnaissance par les populations de leurs droits légaux et la méfiance ont été notés comme constituant une préoccupation répandue au Sénégal. L'accès à la justice a été cité dans les discussions par les participants à la recherche sur le terrain comme étant une vulnérabilité clé. Les personnes interrogées ont indiqué que le système judiciaire fait preuve de partialité en faveur des riches et que le coût élevé de la sollicitation des services d'un avocat constitue un obstacle pour de nombreux citoyens.

Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont noté les perceptions généralisées de corruption et de partialité au sein du système judiciaire. Les personnes interrogées ont indiqué que si les prisonniers ont des relations influentes,

alors ils sont libérés. L'allongement des délais de détention et les retards accusés dans la saisine des tribunaux ont également été cités parmi les préoccupations clés dans tout le pays. Ces vulnérabilités ont contribué au sentiment de méfiance prévalant au sein de la population sénégalaise. Si des sanctions pénales sont prévues pour les cas de corruption, celles-ci ne sont toutefois pas suffisamment appliquées.³³ Le pouvoir judiciaire n'est pas totalement indépendant ; les abus signalés par certains agents de l'État ne sont souvent pas suivis d'enquêtes et sont rarement assortis de sanctions.³⁴ En outre, il a été fait état d'impunité et de corruption au sein de la police et de la gendarmerie. Bien qu'il existe une Direction des enquêtes criminelles (DEC) chargée d'enquêter sur les abus de la police, celle-ci ne s'attaque pas de manière effective à l'impunité ou à la corruption.³⁵ L'on note également une perception de corruption au sein de l'Assemblée nationale et parmi les responsables des collectivités locales.³⁶

En outre, les femmes sont victimes de discrimination dans le système judiciaire. La loi interdit le viol et les agressions, mais elle n'est pas

³³ « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

³⁴ « Rapport sur le Sénégal », Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, 2016

³⁵ « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

³⁶ « Rapport pays du Sénégal », World Justice Project, mars 2015

effectivement appliquée.³⁷ La loi ne s'attaque pas au viol conjugal ; il n'existe pas non plus de loi sur la protection contre le viol et la police n'intervient que rarement dans les conflits familiaux.³⁸ De même, l'application des lois contre les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E) n'est pas effective.³⁹ Bien que la loi prévoie l'égalité de statut et de droits entre les deux sexes, les hommes continuent d'être considérés comme les chefs de famille, ce qui signifie que les femmes ne jouissent pas souvent de droits successoraux, d'accès légal à la terre ou d'un emploi sur une base équitable et égale. Par ailleurs, les femmes sont victimes de discrimination en vertu de la loi coutumière, en particulier dans les zones rurales. Bien que l'État ait formellement aboli les lois coutumières au Sénégal, les règles demeurent une référence prédominante ; particulièrement pour les populations qui ne connaissent pas les lois de l'État ou qui s'en méfient. Cette situation est due en partie à la méfiance à l'égard des institutions de l'État et à la méconnaissance de la langue officielle (le français).⁴⁰

Par ailleurs, les femmes se heurtent à des obstacles pour accéder à la justice et au système judiciaire. Selon le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, de nombreuses femmes sénégalaises se méfient des tribunaux, de la police et de la gendarmerie, par crainte de stigmatisation, en raison du coût élevé du traitement des plaintes, du manque d'accès en milieu rural et de la mauvaise formation du personnel.⁴¹ Par conséquent, les

ressources juridiques sont sous-utilisées par de nombreux Sénégalais, en particulier les femmes. Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné des préoccupations concernant la séparation des pouvoirs entre le pouvoir judiciaire et l'exécutif. Le pouvoir judiciaire, qui devrait être indépendant au plan constitutionnel, est cependant vulnérable aux ingérences extérieures du fait de la corruption qui y prévaut et de l'insuffisance des salaires et des ressources.⁴² Plusieurs controverses fortement médiatisées au cours de ces dernières années, notamment celle de l'affaire de « Corruption des chantiers de Thiès » dans les années 2000⁴³ et la grâce accordée à Karim Wade en 2016⁴⁴, ont suscité des préoccupations sur le rôle de l'exécutif en termes d'octroi de grâce et d'influence sur les décisions judiciaires. Également, l'instance qui nomme les candidats à la Cour suprême est présidée par le président de la République, qui en plus nomme directement la majorité des juges siégeant au Conseil constitutionnel.⁴⁵

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont fait remarquer que les chefs traditionnels et religieux locaux constituaient un facteur de résilience, citant leur rôle dans le règlement des litiges et les mécanismes alternatifs de résolution des conflits. Les mécanismes de justice traditionnelle ont également été cités au rang des facteurs de résilience au Sénégal.

³⁷ « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ « Les trois caractéristiques les plus importantes du système judiciaire sénégalais que les autres devraient comprendre », Camara, F., Université de Dakar, 2007

⁴¹ « Rapport du Groupe de travail chargé de la question de la discrimination à l'égard des femmes en droit et en pratique

sur sa mission au Sénégal », Conseil des droits de l'homme, Assemblée générale des Nations Unies, avril 2016

⁴² « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

⁴³ « Tout sur l'affaire des chantiers de Thiès : Les dérives », Skyrock

⁴⁴ « Sénégal : Libéré par Macky Sall, Karim Wade s'envole pour le Qatar », BBC, juin 2016

⁴⁵ « The World Factbook: Sénégal », CIA, 2017

Population et démographie (deuxième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités

- Taux élevé de chômage des jeunes
- Faible taux de planification familiale
- Disparités entre les zones rurales et urbaines en termes de services sociaux et d'infrastructures
- Accès limité aux services sociaux, en particulier aux soins de santé
- Émigration des jeunes vers l'Europe
- Immigration au Sénégal en provenance des pays voisins
- Phénomène des enfants talibés et mauvaise application des mesures de protection des enfants
- Dégradation de l'environnement
- Concurrence pour le contrôle des terres

Risques

- Epidémies
- Malnutrition et insécurité alimentaire
- Tensions au sujet des ressources naturelles
- Érosion côtière
- Inondations et sécheresses

Vulnérabilités et risques

Le Sénégal est un pays diversifié sur le plan ethnique, et ce, sans qu'un seul groupe n'y soit majoritaire. Les groupes ethniques les plus nombreux au Sénégal sont les Wolof (38,7 %), les Pular (26,5 %) et les Sérères (15 %).⁴⁶ Environ 4 % de la population est mandingue, 2,3 % est soninké et les 9,3 % restants sont composés d'autres groupes ethniques minoritaires.⁴⁷ Il existe une fracture essentiellement géographique et ethnique entre la région de la Casamance au sud et le nord du Sénégal. Certes, le groupe ethnique Djola est minoritaire dans l'ensemble de la population sénégalaise (4 %), mais il est majoritaire dans la région de la Casamance au sud du pays.⁴⁸ Sur la base des estimations de 2010/2011, environ 95 % de la population sénégalaise est musulmane,

4,2 % s'identifient comme étant chrétiens et 0,4 % sont animistes.⁴⁹

Le Sénégal a une population de plus de 15 millions d'habitants, qui croît à un taux de 2,42 % par an.⁵⁰ Au cours de ces dernières décennies, la population urbaine du Sénégal s'est également accrue de manière régulière, avec 44 % de la population vivant en milieu urbain en 2016.⁵¹ Selon la Banque mondiale, cette urbanisation rapide a accentué la pression sur l'infrastructure urbaine et la prestation de services.⁵²

Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont indiqué que l'accès limité aux services sociaux de base, en particulier dans les zones rurales, le chômage élevé des jeunes, les mauvaises infrastructures et le travail des enfants constituaient les principales vulnérabilités démographiques au Sénégal. Les personnes

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ « Comprendre le conflit en Casamance : Le contexte », Fall, A., Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIPTC), décembre 2010

⁴⁹ « The World Factbook : Sénégal », CIA, 2017

⁵⁰ « Sénégal », Banque mondiale, 2017

⁵¹ « Sénégal : Population urbaine (% de la population totale) », Banque mondiale, 2017

⁵² « Des villes pour un Sénégal émergent », Rouhana, S., Ranarifidy, D., Banque mondiale, juin 2016

interrogées ont également souligné que la hausse des migrations, qu'il s'agisse de l'émigration du Sénégal vers l'Europe ou de l'immigration de travailleurs étrangers au Sénégal, demeure une préoccupation majeure.

Les personnes interrogées ont souligné plusieurs problèmes créés par les mouvements migratoires. La migration interne aurait contribué aux pressions démographiques telles que la hausse des coûts du logement, l'augmentation de la criminalité en milieu urbain et les effets négatifs sur l'environnement. Les participants à la recherche sur le terrain ont également relevé les effets négatifs de l'émigration des jeunes vers l'Europe, y compris la « fuite des cerveaux » et la perte de travailleurs valides.

À l'instar de nombreux pays de la région, le Sénégal a une forte population jeune ; environ 42 % de la population a entre 0 et 14 ans, tandis qu'environ 7 % a 55 ans et plus.⁵³ La population croissante de jeunes souffre d'un faible niveau de scolarisation et de formation professionnelle, ce qui signifie que plusieurs d'entre eux ont peu ou pas de qualifications pour exercer des emplois mieux rémunérés.⁵⁴ Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont indiqué que le chômage des jeunes a entraîné une tendance à la hausse de la migration des jeunes vers l'Europe. Les personnes interrogées ont également fait état de préoccupations concernant la vulnérabilité des jeunes à la radicalisation ou au recrutement par des groupes terroristes ou criminels. Une étude réalisée en 2013 sur les Sénégalais vivant en milieu urbain a révélé qu'une faible minorité de la population soutenait la prise de pouvoir par les djihadistes dans le nord du Mali, principalement des jeunes et des personnes vivant dans des zones périurbaines à faible revenu.⁵⁵ En outre, il a été

signalé que des ressortissants sénégalais ont rejoint l'État islamique.⁵⁶

La pauvreté et le travail des enfants ont été les vulnérabilités clés mises en évidence lors de la recherche sur le terrain. Les personnes interrogées ont indiqué que le phénomène des enfants talibés⁵⁷ se poursuit dans de nombreuses régions du Sénégal, en raison du fait que les mesures de protection des enfants ne sont pas correctement mises en œuvre ou sont faiblement appliquées. Les participants à la recherche sur le terrain ont fait remarquer que le phénomène des enfants talibés est souvent la résultante de la pauvreté.

« Les enfants sont victimes d'abus et d'exploitation. Une stratégie nationale pour la protection des enfants a été adoptée depuis 2013. Et pourtant, nous constatons depuis lors que les enfants continuent d'être soumis à des travaux dangereux, à des abus et à l'exploitation sexuelle. Ces phénomènes peuvent s'expliquer par des conditions de vulnérabilités vécues par leurs familles, mais également par les pratiques ou comportements néfastes liés à la religion ou à la tradition. »

- Représentante du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE)

Enfin, la violence basée sur le genre (VBG), les mutilations génitales féminines (MGF) et les mariages précoces sont des problèmes majeurs auxquels sont confrontées les femmes au Sénégal, en particulier dans les zones rurales. Les personnes interrogées font état de ce que les cas de viol et de violence conjugale sont fréquents et que la stigmatisation culturelle autour ces questions demeure forte. En outre, le Sénégal continue d'avoir des taux élevés de mariages

⁵³ « The World Factbook : Sénégal », CIA, 2017

⁵⁴ « Le chaînon manquant – s'attaquer au chômage des jeunes », IRIN, mars 2009

⁵⁵ « Enquête : Une faible minorité de sénégalais soutient les djihadistes maliens », VOA, mai 2013

⁵⁶ « Du Sénégal à la Libye : un étudiant africain rejoint l'État islamique », Farge, E., Reuters, mars 2016

⁵⁷ Les enfants talibés sont des enfants qui étudient dans des écoles coraniques traditionnelles, appelées « daaras ». Certains sont obligés de mendier dans la rue.

précoces et de mariages d'enfants (bien que ces taux aient commencé à baisser avec le temps). Près du tiers (31,4 %) des femmes âgées de 18 à 22 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans, et l'âge moyen du mariage était de 16,4 ans en 2014.⁵⁸

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les groupes de la société civile et les ONG sont une source de résilience dans le pays, en

particulier en ce qui concerne la sensibilisation relative aux questions de MGF, de planification familiale et de mariage précoce. Les organismes gouvernementaux et les initiatives gouvernementales visant à améliorer l'infrastructure et les services sociaux ont également été cités comme constituant des facteurs de résilience. De plus, les groupes de femmes ont joué un rôle important dans les activités de sensibilisation aux questions sociales. Les personnes interrogées ont également fait état de niveaux élevés de cohésion sociale entre les groupes ethniques et religieux dans tout le pays.

⁵⁸ « Profil de base du mariage précoce au Sénégal », Malé, C., Wodon, Q., Banque mondiale, mars 2016.

Économie et ressources (troisième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités

- Volatilité des prix des denrées alimentaires de base
- Insécurité alimentaire
- Pauvreté
- Taux élevés du chômage des jeunes
- Possibilités limitées de formation professionnelle
- Inégalités entre les zones rurales et urbaines
- Activités économiques illicites, en particulier le trafic de drogue
- Obstacles à l'accès des femmes au crédit et à la terre
- Dégradation de l'environnement
- Concurrence croissante pour le contrôle des terres
- Conditions climatiques défavorables, y compris la sécheresse et les effets du changement climatique
- Surpêche et pêche illégale
- Manque perçue de transparence dans les secteurs minier et extractif
- Infrastructures de transport limitées
- Accès limité à l'infrastructure de conservation et de transformation des aliments
- Impacts économiques du conflit en Casamance (y compris le déclin du tourisme et de l'agriculture, la fermeture d'entreprises)

Risques

- Démarrage des opérations d'extraction de zircon par Astron
- Trafic de drogue
- Exploitation forestière illégale
- Accaparement des terres
- Baisse des ressources halieutiques
- Conflits liés à la terre et aux ressources
- Blanchiment de capitaux

Vulnérabilités et risques

L'économie sénégalaise est en grande partie agricole, avec 60 % de la main-d'œuvre engagée dans l'agriculture ou la pêche, bien que l'industrie (par exemple les industries extractives, alimentaires et chimiques) et le secteur des services stimulent la croissance économique dans le pays.⁵⁹ L'économie sénégalaise a connu une croissance à un taux de 6,6 % en 2016, ce qui en

fait la deuxième économie à la croissance la plus rapide en Afrique de l'Ouest après la Côte d'Ivoire.⁶⁰ La forme la plus répandue de l'agriculture au Sénégal est celle de subsistance à petite échelle ; il s'agit couramment des cultures de base comme le mil, le sorgho, le riz, ainsi que certaines cultures commerciales comme l'arachide et le coton.⁶¹ Les exportations clés sont le pétrole, les fruits de mer, l'arachide et l'huile d'arachide, le ciment et les produits horticoles.⁶² La pêche au

⁵⁹ « Sénégal : vue d'ensemble », Banque mondiale, avril 2017

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ « Sénégal : Fiche technique pays sur les tendances des politiques alimentaires et agricoles », FAO, septembre 2015

⁶² « Sénégal : Stratégie de coopération pour le développement des pays, avril 2012 – octobre 2017 » USAID, juin 2015

Sénégal, au large de ses 2 684 kilomètres de côtes, emploie environ 600 000 personnes.⁶³ Pour l'essentiel, la pêche est pratiquée à petite échelle, mais l'on note la présence de flottilles commerciales à grande échelle.

Au cours des entretiens réalisés sur le terrain, les participants ont identifié parmi les vulnérabilités clés, la hausse des prix des denrées alimentaires, l'insécurité alimentaire, le chômage des jeunes, les disparités entre les zones rurales et urbaines, les conflits liés aux ressources, la dégradation de l'environnement ainsi que les pressions climatiques.

La hausse des prix des denrées alimentaires de base, en particulier pendant les occasions festives comme la tabaski (Eïd al-Adha), a été jugée préoccupante dans toutes les régions du pays et, en 2013, une enquête nationale a révélé que 245 000 ménages (18,8 % des ménages ou approximativement 2,2 millions de personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire.⁶⁴ Certains participants à la recherche sur le terrain ont attribué la volatilité des prix à l'absence de contrôles gouvernementaux, tandis que les

« Même à Dakar, on trouve des gens qui ne peuvent manger qu'une fois par jour, soit à midi. Les prix sont trop élevés. Cette situation peut conduire à l'insécurité alimentaire, dans la mesure où les populations ne sont pas en mesure de se nourrir. Pourtant, cela ne mènera pas à des révoltes. Si vous avez faim, vous ne pouvez pas vous révolter. Mais lorsque vous avez faim, vous pouvez devenir violent. »

- Discussion de groupe de jeunes, ville de Dakar

personnes interrogées dans la région de la

⁶³ « Évaluation des menaces et opportunités environnementales (ETOA) de l'USAID/Sénégal », USAID, novembre 2015

⁶⁴ « Sénégal : Évaluation des risques dans le secteur agricole », D'Alessandro, S., Fall, A., Grey, G., Simpkin, S., Wane, A., Banque mondiale, août 2015.

Casamance (régions de Kolda, Sédhiou et Ziguinchor) ont indiqué que la mauvaise qualité des infrastructures de la région et son isolement du reste du pays entraînaient une hausse des prix des produits.

Le chômage des jeunes était également l'une des principales préoccupations des participants à la recherche sur le terrain, et les personnes interrogées ont établi un lien entre le manque d'opportunités d'emploi et l'accroissement de l'émigration des jeunes vers Europe, ainsi que la prévalence de la criminalité et des activités économiques illicites. La population jeune en pleine croissance souffre d'un faible niveau de scolarisation et de formation professionnelle, ce qui signifie que bon nombre d'entre eux ont peu ou pas de qualifications pour exercer des emplois mieux rémunérés.⁶⁵ Les participants à la recherche sur le terrain ont fait savoir que de nombreux jeunes exercent maintenant comme chauffeurs de motos-taxis Jakarta ou dans le petit commerce. Dans les régions minières, comme Tambacounda et Kédougou, les jeunes sont de plus en plus engagés dans l'exploitation aurifère artisanale.

Les personnes interrogées ont souligné le rôle économique crucial joué par les femmes au Sénégal, lesquelles sont souvent les soutiens financiers de leur ménage. Au Sénégal, les femmes constituent la majorité de la main-d'œuvre informelle (par exemple dans la production agricole et animale dans les zones rurales ou dans le petit commerce indépendant), en partie en raison de leur plus faible niveau de formation et d'alphabétisation. Toutefois, les pratiques coutumières limitent la capacité des femmes à posséder la terre et elles se heurtent à des obstacles en termes d'accès au crédit et à d'autres services financiers.⁶⁶ Pour combler ces lacunes, les participants à la recherche sur le terrain ont

⁶⁵ « Le chaînon manquant » - s'attaquer au chômage des jeunes", IRIN, mars 2009

⁶⁶ « Sénégal », Indice des institutions sociales et du genre, OCDE, 2017

noté l'importance des microfinances, des groupements d'intérêt économique (GIE) et des initiatives de tontines (dans lesquelles un groupe de femmes cotise une somme globale qui est reversée à tour de rôle, ce qui permet aux femmes de faire des investissements plus importants et à plus long terme) afin de promouvoir l'autonomisation économique des femmes.

Une forte fracture est également perceptible entre les zones rurales et urbaines au Sénégal. En 2010, 46,7 % de la population vivait en dessous du seuil national de pauvreté⁶⁷ mais dans les zones rurales, environ deux habitants sur trois sont considérés comme étant pauvres, alors que, dans les zones urbaines, cette proportion est d'un sur quatre.⁶⁸ Les participants à la recherche sur le terrain dans tout le pays ont également indiqué que les zones rurales manquent souvent d'infrastructures de base, notamment l'eau potable, l'électricité et les routes, et ont un accès limité aux services tels que la santé et l'éducation.

« Ici sera implantée la future opération d'extraction de zircon de Niafarang, ce qui pourrait poser un problème car la population s'y oppose, invoquant des risques sanitaires. Et pourtant, l'État est en train de sécuriser les lieux avec une forte présence militaire. On parle aussi de la découverte de pétrole à la frontière avec la Guinée, ce qui risque de créer un conflit entre les deux États ».

- Groupe de discussion des femmes, Ziguinchor

La concurrence pour le contrôle des terres et les conflits liés aux ressources naturelles constituent une préoccupation croissante, selon les participants à la recherche sur le terrain. Les tensions et conflits entre éleveurs et agriculteurs sont fréquents, et sont souvent basées sur l'accès

⁶⁷ « Sénégal : Indice numérique de la pauvreté au niveau des seuils de pauvreté nationaux (en % de la population totale) », Banque mondiale, 2011

à l'eau et aux pâturages. Les personnes interrogées ont fait état de cas d'expropriation de terres par le gouvernement, de vente de terres à des personnes multiples et de conflits intracommunautaires en rapport avec le patrimoine foncier. Il existe des préoccupations sur le fait que la croissance démographique, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement n'entraînent les migrations et n'accroissent le risque de conflits par une intensification de la concurrence pour le contrôle des terres.

En outre, la croissance de l'industrie extractive au Sénégal a contribué aux vulnérabilités dans certaines régions. La découverte de réserves de gaz au large des côtes de la région de Saint-Louis a été, dans l'ensemble, perçue positivement comme un facteur potentiel de stimulation du développement futur des infrastructures et de la croissance économique, toutefois, les participants ont averti que l'extraction présentait des risques pour la région, notamment l'expropriation des terres, la dégradation de l'environnement et les tensions entre les entreprises et les communautés locales. Les personnes interrogées dans la région de Kaolack ont également fait état de faibles tensions entre les communautés et les sociétés de production de sel et d'exploitation minière au sujet des pratiques de recrutement et du manque d'investissement dans les entreprises locales. Dans la région de la Casamance, le site proposé pour l'opération d'extraction de zircon à Niafarang par la société australienne Astron suscite des critiques de la part des communautés locales et des contestations contre le gouvernement par certaines factions du groupe rebelle MFDC. L'on note que si cette crise n'est pas gérée comme il se doit, un risque d'escalade en un conflit plus vaste se posera.

Les opérations d'exploitation minière et forestière, ainsi que la production agricole, auraient

⁶⁸ « Sénégal : vue d'ensemble », Banque mondiale, avril 2017

également contribué à la dégradation de l'environnement dans tout le Sénégal, notamment la déforestation, la salinisation des sols, la pollution de l'eau et la surpêche. Ces préoccupations sont accentuées par les pressions exercées par les changements climatiques, notamment l'élévation du niveau de la mer, les changements des régimes pluviométriques, la sécheresse et les inondations.

Enfin, les activités économiques illicites, notamment la contrebande et le trafic de bois et de drogue, sont identifiées comme étant des facteurs de risque majeurs au Sénégal. À Saint-Louis, les personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain ont mentionné la présence de réseaux de contrebande le long de la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie et de l'afflux de marchandises mauritaniennes bon marché qui sont passées en contrebande dans l'économie locale. Des régions comme Kaolack serviraient de points de transit aux réseaux régionaux de trafic de cocaïne et d'héroïne, tandis que la production de cannabis serait, quant à elle, concentrée dans la région de la Casamance au sud.⁶⁹ Les participants à la

recherche sur le terrain ont également révélé la prévalence de l'exploitation forestière illégale dans les régions de Ziguinchor et de Kolda et la contrebande de bois du Sénégal vers la Gambie.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Comme indiqué plus haut, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les initiatives de microfinance et de tontine sont une source clé de résilience sous la forme de l'octroi d'opportunités économiques aux femmes. Dans le domaine de la protection et de la restauration de l'environnement, les personnes interrogées à Ziguinchor, Kolda et Sédhiou ont identifié plusieurs initiatives à base communautaire visant à lutter contre la déforestation, notamment la mise en place de comités transfrontaliers de surveillance des forêts et la création d'un festival des forêts pour assurer la sensibilisation à la déforestation. Enfin, les conseils de quartier et les chefs locaux et religieux joueraient un rôle dans le règlement des conflits fonciers, notamment entre agriculteurs et éleveurs.

⁶⁹ « L'impact du crime organisé sur la gouvernance en Afrique de l'Ouest », Alemika, E., Gueye, A., Ikoh, M., Koroma, A., Diallo, B., Friedrich-Ebert-Stiftung, août 2013

Sécurité (quatrième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Forces de sécurité en sous-effectif et dotées de ressources insuffisantes• Perception de corruption dans les rangs des forces de sécurité• Criminalité, notamment le banditisme armé• Réseaux de trafic de drogue, de contrebande et de prostitution• Porosité des frontières• Tensions transfrontalières et maritimes• Mauvaise communication entre les forces de sécurité et les communautés locales• Griefs historiques et de perceptions de marginalisation au sein des communautés locales dans la région de la Casamance
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Criminalité, notamment le banditisme armé• Tensions transfrontalières et maritimes et conflits entre communautés de pêcheurs• Échec de la médiation ou retrait des négociations de la faction du MFDC dirigée par Sadio• Reprise des hostilités par les factions du MFDC• Cas de vol de bétail• Contrebande d'armes légères et de petit calibre (ALPC)• Terrorisme et radicalisation• Culture et trafic de drogue

Vulnérabilités et risques

Dans la recherche sur le terrain, la criminalité et le banditisme armé, ainsi que le trafic de drogue et les conflits fonciers ont été identifiés comme des préoccupations sécuritaires clés parmi les populations locales. Les participants à la recherche sur le terrain ont attribué la prévalence de la criminalité et du banditisme armé à un certain nombre de facteurs, parmi lesquels figurent la pauvreté et les taux élevés du chômage chez les jeunes. Plusieurs personnes interrogées ont fait remarquer que les conducteurs de motos-taxis Jakarta sont souvent impliqués dans la criminalité et le trafic.

En outre, si les participants à la recherche sur le terrain ont fait état de la présence des forces de sécurité dans tout le pays, ces dernières manquent souvent d'équipement, de personnel et de la formation nécessaires pour assurer la protection

adéquate de la population. À titre d'exemple, dans la région de Kaolack, une personne interrogée a expliqué que le numéro d'appel d'urgence gratuit est rarement utilisé, en raison du fait que les agents de police qui y répondent demandent aux appelants de leur acheter du carburant afin de faire face à la situation. La perception de corruption au sein des forces de sécurité a également été soulignée comme constituant une vulnérabilité, certaines personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain ont indiqué que les forces de sécurité sont complices des opérations d'exploitation illicite de bois et de trafic de drogue.

Bien que le Sénégal soit situé dans une région qui a connu de multiples incidents terroristes ces dernières années, selon les participants à la recherche sur le terrain, la menace du terrorisme à l'intérieur des frontières du pays est relativement faible. À Dakar, plusieurs personnes interrogées se sont dites préoccupées par le risque de

radicalisation chez les jeunes des milieux urbains défavorisés ; en revanche, dans le reste du pays, ces craintes sont minimales. Dans l'ensemble du pays, les participants à la recherche sur le terrain ont souligné que les antécédents de coexistence interreligieuse du Sénégal, le rôle des leaders religieux dans la promotion de la tolérance et la forme modérée de l'islam soufi pratiquée par de nombreuses confréries musulmanes constituent des facteurs de résilience clés pour freiner la radicalisation.

Le Sénégal a des antécédents de violence politique. À l'approche des élections de 2012, les protestations de l'opposition ont pris un tournant violent à Dakar, conduisant le gouvernement à déployer l'armée pour mettre fin aux émeutes.⁷⁰ Ces dernières années, les forces de sécurité ont réprimé les protestations et manifestations organisées, à telle enseigne que les organisations de défense des droits humains ont affirmé que les forces de sécurité exercent une force excessive, interdisent les manifestations et arrêtent des manifestants pacifiques.⁷¹ Les participants à la recherche sur le terrain dans la région de Dakar ont confirmé cet état de fait, faisant remarquer que les forces de sécurité ne disposent souvent pas des compétences et connaissances nécessaires pour faire face aux situations par des moyens pacifiques. Les participants d'autres régions ont fait état d'incidents passés de violence à motivation politique, en particulier chez les jeunes partisans. Toutefois, la violence politique n'est pas perçue comme une menace majeure pour la sécurité au Sénégal.

Bien que le Sénégal n'ait pas connu de conflit violent à grande échelle au cours de ces dernières années, le pays continue d'être confronté à un conflit de faible intensité dans la région de la Casamance au sud (la zone du Sénégal se situant entre la Gambie et la Guinée-Bissau, qui englobe les régions administratives de Ziguinchor, Kolda et

Sédhiou). Comme indiqué ci-dessus, le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) lutte pour l'indépendance de la région de Casamance depuis le début des années 80.⁷² Bien que le niveau de violence en Casamance ait baissé depuis qu'une faction du MFDC a déclaré un cessez-le-feu en 2014 suite à la médiation de la Communauté Sant'Egidio⁷³, les participants à la recherche sur le terrain à Ziguinchor, Kolda et Sédhiou ont largement exprimé le sentiment que la paix dans la région n'était pas encore consolidée. Les personnes interrogées ont décrit une situation de « paix armée » dans laquelle le niveau de violence a certes baissé, mais les militaires sénégalais et les combattants du MFDC demeurent armés et actifs. Plusieurs participants se sont dits préoccupés par la possibilité que le conflit reprenne, que ce soit en raison de l'échec ou de l'inachèvement des négociations de paix ou d'autres facteurs déclencheurs tels que de nouveaux projets miniers dans la région (notamment l'opération d'extraction proposée de zircon à Niafarang). Les combattants du MFDC – surtout ceux des factions ne participant pas aux négociations de paix – seraient également impliqués dans la criminalité, l'exploitation forestière illégale, la production de cannabis et le trafic de drogue.

Finalement, les litiges transfrontaliers et maritimes avec la Mauritanie, la Gambie et la Guinée-Bissau constituent un risque sécuritaire persistant. Les participants à la recherche sur le terrain dans la région de Saint-Louis ont fait état de tensions entre des pêcheurs sénégalais et mauritaniens, ainsi que de conflits transfrontaliers liés à la terre. De même, dans la région de Ziguinchor, les personnes interrogées ont cité des exemples de conflits fonciers dans les zones frontalières, souvent causés par une délimitation contestée des frontières. Dans la région de Kolda, la contrebande de bois du Sénégal vers la Gambie aurait contribué

⁷⁰ « Le Sénégal déploie son armée pour mettre fin aux émeutes anti-gouvernementales », Ba, D., Reuters, juin 2011

⁷¹ « Sénégal : Les forces de sécurité doivent faire preuve de retenue lors des manifestations », Amnesty International, octobre 2016

⁷² « Comprendre le conflit en Casamance : Le contexte », Fall, A., Centre international Kofi Annan de formation au maintien de la paix (KAIFPC), décembre 2010

⁷³ « Sénégal : Cessez-le-feu en Casamance », EIU, mai 2014

aux tensions entre les deux pays, suite à l'arrestation de gardes forestiers sénégalais qui ont franchi le territoire gambien. Avec la découverte de réserves pétrolières et gazières au large des côtes et les pressions croissantes sur la terre dans toute la région, il est à craindre que les litiges transfrontaliers et maritimes ne dégénèrent, surtout s'ils ne sont pas gérés en temps opportun.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Malgré ces vulnérabilités et risques, il existe un certain nombre de facteurs de résilience qui ont été identifiés par les participants à la recherche sur le terrain dans le domaine de la sécurité. Comme sus-indiqué, les antécédents de coexistence ethnique et religieuse au Sénégal, ainsi que le rôle des leaders religieux et des confréries musulmanes dans la promotion de la cohésion sociale et de la tolérance, ont été identifiés par de nombreuses personnes interrogées comme étant une source principale de résilience. Les participants à la recherche sur le terrain ont également souligné le rôle des groupes de la société civile et des chefs locaux et traditionnels

« Il existe une très bonne cohabitation entre les musulmans et les chrétiens. Dans le département de Kébémér (à majorité musulmane), des terres ont été attribuées aux chrétiens pour y construire leur église. Les chefs religieux sont des régulateurs de la société ici au Sénégal. Ce sont des mécanismes de désamorçage des crises dans le pays. »

- Représentant du Parti démocratique Sénégalais (PDS)

dans le règlement des litiges. Principalement dans la région de la Casamance, les coalitions de la société civile telles que la Coordination des organisations sous-régionales pour la paix en Casamance (COSPAC) ont été impliquées dans la médiation et la consolidation de la paix. Dans le sud du Sénégal, plusieurs personnes interrogées ont également décrit la création de comités transfrontaliers, impliquant les communautés sénégalaises et gambiennes, dans le but de faire face aux problèmes de la déforestation et de prévenir l'exploitation forestière illégale des deux côtés de la frontière.

Politiques et gouvernance (pilier le moins vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Perceptions de corruption au sein du système politique• Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques• Fourniture insuffisante ou limitée de services de santé, d'éducation et de services sociaux
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Protestations politiques• Violence électorale• Politisation des chefs religieux

Vulnérabilités et risques

Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont identifié les perceptions de corruption et de népotisme et l'absence de transparence comme constituant des vulnérabilités clés au Sénégal. Les personnes interrogées ont également relevé des cas pots de vins et d'achat de voix lors des élections. Par ailleurs, les participants à la recherche sur le terrain ont souligné des incidents présumés de népotisme, indiquant que les emplois sont souvent attribués en fonction des relations personnelles plutôt que des compétences ou qualifications. Dans certaines régions, les participants ont indiqué que les dirigeants politiques s'en remettaient implicitement aux marabouts et aux chefs religieux pour certaines décisions clés.

« S'agissant de la transparence, il se pose des défis de taille à relever malgré le fait que l'État ait mis en place des mécanismes de contrôle, de vérification et de responsabilisation, en particulier dans les processus de passations des marchés. »

- Représentant du Parti socialiste (PS)

Historiquement, le transfert du pouvoir au Sénégal s'est généralement déroulé de manière pacifique, bien que la colère à l'égard de l'administration Wade ait contribué à de violentes protestations à l'approche des élections présidentielles de 2012.⁷⁴ Lors des élections présidentielles de 2012, le taux de participation était de 57,12 %, contre 70,62 % en 2007. Le taux de participation aux élections législatives en 2012 a été plus faible, se situant à 36,67 %.⁷⁵ Les élections législatives se sont tenues en juillet 2017 et des sources officielles ont indiqué que le taux de participation était de 54 %.⁷⁶ L'on a noté des retards importants et des rapports faisant état d'omission de certains électeurs sur la liste électorale lors des élections législatives de juillet 2017⁷⁷. La prochaine élection présidentielle devrait se tenir en 2019.⁷⁸ Les participants à la recherche sur le terrain dans plusieurs régions, y compris Dakar, ont relevé des cas antérieurs de violence à motivation politique chez les jeunes ; malgré cela, ces incidents n'ont pas été perçus comme une menace grave pour la sécurité ou la gouvernance.

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les femmes sont encore sous-représentées dans l'arène politique, bien que leur influence n'ait cessé de s'accroître. En 2010, le Sénégal a adopté la loi instituant la parité homme-

⁷⁴ « Le Sénégal déploie son armée pour mettre fin aux émeutes anti-gouvernementales », Ba, D., Reuters, juin 2011

⁷⁵ « Sénégal » IDEA, 2017

⁷⁶ « Le Sénégal vote dans le cadre d'élections sous haute tension », DW, juillet 2017

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ « Le Sénégal consolide sa démocratie constitutionnelle », Pham, J., Atlantic Council, mars 2016

femme sur les listes électorales, qui s'est avérée efficace au niveau national afin d'accroître la représentation des femmes à l'Assemblée nationale. Au Sénégal, la proportion des femmes au parlement est l'une des plus élevées au monde avec, avec un taux de 43,4 %. Il s'agit d'une hausse par rapport au taux de 22 % enregistrés avant les élections législatives de 2012⁷⁹. Lors de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées ont toutefois fait remarquer que la loi n'a pas été dûment appliquée ou ne l'a pas du tout été dans certaines régions du Sénégal. À titre d'exemple, la ville de Touba (siège de la confrérie des Mourides) n'a pas appliqué le quota de femmes parce que le chef des Mourides n'approuve pas cette loi⁸⁰.

Si le Sénégal est officiellement un pays laïque, les chefs religieux et organisations religieuses – en particulier les confréries soufies, dont les plus importantes sont les Mourides et les Tijanniyya – jouent un rôle central dans le jeu politique sénégalais.⁸¹ En 2012, 92 % des Sénégalais interrogés par le Pew Research Center ont déclaré appartenir à une confrérie.⁸² Comme on l'a vu plus haut, les dirigeants des confréries peuvent influencer sur l'application des lois et la présence de l'autorité

de l'État, même s'ils se sont abstenus ces dernières années de soutenir ouvertement des candidats à des postes politiques.⁸³ Plus particulièrement dans des régions comme Diourbel, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les chefs religieux exercent une forte influence sur la scène politique, le règlement de conflits et d'autres aspects de la vie quotidienne.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont soutenu que les organisations de la société civile constituent un facteur de résilience, en citant le rôle qu'elles ont joué dans la mise en œuvre des initiatives de transparence au Sénégal. L'on considère également que les femmes sont un facteur de résilience au plan politique et dans le domaine de la gouvernance. Les participantes à la recherche sur le terrain ont indiqué que les femmes ont été impliquées dans des activités de plaidoyer et de sensibilisation par l'intermédiaire des OSC.

⁷⁹ « Quotas par sexe et représentation au Sénégal », Université de Floride, août 2017

⁸⁰ « BTI 2016 : Rapport pays sur le Sénégal », BTI, 2016

⁸¹ Ibid.

⁸² « Les musulmans du monde : Unité et diversité », Pew Research Center, 2012

⁸³ « BTI 2016 : Rapport pays sur le Sénégal », BTI, 2016

Facteurs externes

Le Sénégal est activement engagé dans un certain nombre d'organisations régionales, dont la CEDEAO, la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et l'UA, et appartient également à d'organisations internationales telles que l'ONU, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce.

Dans le domaine économique, le Sénégal est touché par la variation des cours des produits de base sur le marché mondial et les activités des institutions financières internationales (IFI). La Banque mondiale a financé un certain nombre de projets dans le pays, tels qu'une initiative visant à améliorer l'infrastructure de fourniture d'accès à l'eau et à l'assainissement, et un projet de soutien aux négociations liées à l'investissement dans le secteur du gaz. En 2016, un champ gazier sous-marin situé dans les eaux sénégal-mauritaniennes a été exploré et l'on a découvert qu'il possède d'importantes ressources, ce qui a le potentiel d'accroître l'investissement direct étranger (IDE) dans les années à venir.

Si les incidents de terrorisme et l'extrémisme violent demeurent de faible intensité à l'intérieur des frontières du pays, il importe toutefois de noter que le Sénégal se situe dans une région qui a connu de multiples incidents terroristes au cours de ces dernières années, ce qui suscite des

préoccupations au sujet des répercussions. Les litiges transfrontaliers et maritimes avec la Mauritanie, la Gambie et la Guinée-Bissau posent également un risque sécuritaire persistant. De même, la découverte de pétrole et de gaz au large des côtes pourrait constituer à l'avenir un facteur d'aggravation des tensions transfrontalières. Le trafic de drogue, la traite des êtres humains et le commerce des armes légères et de petit calibre (ALPC) dans le cadre de réseaux régionaux plus vastes posent également des problèmes de sécurité au Sénégal.

En outre, les mouvements migratoires régionaux affectent le Sénégal, dans la mesure où les travailleurs issus de pays voisins, tels que la Mauritanie et la Guinée, sont attirés vers le Sénégal. En revanche, certains Sénégalais, en particulier les jeunes, ont émigré vers l'Europe à la recherche de meilleures opportunités économiques.

Finalement, le Sénégal est confronté aux pressions du changement climatique et à la dégradation de l'environnement. Le pays est sujet à des catastrophes naturelles, principalement les inondations et les sécheresses récurrentes.⁸⁴ Le Sénégal est également vulnérable aux effets du changement climatique, notamment aux changements de régimes pluviométriques, aux cycles de sécheresse et d'inondations, à l'érosion côtière et à l'élévation du niveau de la mer.⁸⁵

⁸⁴ « Profil des risques et des catastrophes au Sénégal », Prevention Web, 2014

⁸⁵ « Sénégal », Programme d'adaptation pour l'Afrique, PNUD, 2017

Considérations liées au genre

Les femmes et les filles au Sénégal continuent d'être confrontées à des défis dans les sphères social, économique et politique, en dépit du fait que le Sénégal enregistre de bons résultats dans bien des indicateurs liés au genre par rapport aux autres pays de la région.

Les femmes et les filles au Sénégal continuent d'être victimes de la violence basée sur le genre (VBG), des mutilations génitales féminines/de l'excision (MGF/E) et du mariage précoce. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la violence basée sur le genre, notamment la violence familiale, les agressions sexuelles et le viol, sont répandus, et ce, en dépit du fait que la loi sénégalaise criminalise le viol et les agressions.⁸⁶ Les personnes interrogées ont noté que les femmes ignorent souvent leurs droits légaux dans ces cas et que la stigmatisation sociale empêche de nombreuses femmes et filles de dénoncer la VBG et de demander justice. En outre, le recours au droit traditionnel ou coutumier dans tout le Sénégal signifie que les femmes peuvent être victimes de discrimination dans le cadre de ces systèmes, en particulier dans des domaines tels que la violence familiale. Une personne interrogée a noté que les familles sont souvent complices du maintien de la culture du silence sur la violence basée sur le genre, notamment en encourageant le mariage précoce en cas d'agression. Près d'un tiers (31,4 %) des sénégalaises âgées de 18 à 22 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans et l'âge moyen du mariage était de 16,4 ans en 2014.⁸⁷ Les mariages d'enfants sont plus fréquents en milieu rural, les taux les plus élevés ont été observés dans

les régions de Kédougou et de Kaffrine et chez les populations à plus faible revenu.⁸⁸

D'autre part, les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E) sont pratiquées au Sénégal. Selon un rapport publié en 2015 par l'organisation caritative 28 Too Many, la prévalence estimative des MGF au Sénégal est de 25,7 % chez les femmes âgées de 15 à 49 ans.⁸⁹ Ce pourcentage est considéré comme relativement faible par rapport à d'autres pays de la région comme la Mauritanie (69 %), la Gambie (76 %), le Burkina Faso (76 %), la Sierra Leone (88 %), le Mali (89 %) et la Guinée (96 %). La prévalence des MGF au Sénégal est légèrement plus élevée en milieu rural et les taux sont plus élevés dans les régions de Matam (55 %), Sédhiou (53 %), de Tambacounda (48 %) et de Kolda (44 %)⁹⁰. Une personne interrogée originaire de Kolda a révélé que les familles qui souhaitaient s'adonner à cette pratique constituaient des caravanes et se rendaient en Guinée, où la pratique des MGF est presque universelle. Toutefois, les participants à la recherche sur le terrain ont fait remarquer que les ONG et le gouvernement sénégalais mènent activement des campagnes de sensibilisation visant à réduire la pratique des MGF et que, dans l'ensemble, cette pratique est en déclin.

L'accès aux soins de santé et aux services de planification familiale a également été évoqué au cours des entretiens lors de la recherche sur le terrain. La mortalité maternelle au Sénégal est de 315 décès pour 100 000 naissances, chiffre bien en deçà de la moyenne de 551 pour l'Afrique subsaharienne⁹¹. L'indice synthétique de fécondité a également baissé au fil du temps, passant d'une moyenne de 6,6 enfants par femme en 1990 à 5,2 enfants en 2015.⁹² Le recours à la planification familiale est en légère hausse au Sénégal ; 21,2 %

⁸⁶ « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

⁸⁷ « Profil de base du mariage précoce au Sénégal », Malé, C., Wodon, Q., Banque mondiale, mars 2016

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ « Profil du pays : Les MGF au Sénégal », 28 Too Many, juin 2015

⁹⁰ « Sénégal : Enquête Continue Quatrième Phase 2016 », Enquêtes démographiques et sanitaires, 2016

⁹¹ « Rapport sur le développement humain de 2016 », PNUD, 2016

⁹² « Sénégal », Institut Bill et Melinda Gates pour la population et la santé reproductive, 2016

des femmes ont déclaré utiliser une méthode contraceptive moderne en 2015.⁹³ Toutefois, il existe des variations régionales considérables des taux de fécondité et de l'acceptation de la planification familiale.⁹⁴ À titre d'exemple, dans la région de Diourbel, les personnes interrogées ont indiqué que les femmes qui souhaitent bénéficier des services de planification familiale doivent souvent le faire à l'insu de leur mari, en raison des normes socioculturelles et religieuses. Dans la région voisine de Kaolack, les participants ont indiqué que les informations sur la planification familiale sont largement disponibles dans les centres de santé, bien que, là encore, les normes sociales entraînent une sous-utilisation de ces services. Les membres de l'initiative Badiénu Gokh – des femmes âgées volontaires choisies pour conseiller les femmes enceintes et allaitantes dans leurs communautés dans le but de réduire la mortalité maternelle et néonatale – mènent également des activités de sensibilisation sur la planification familiale.

Les participants à la recherche sur le terrain dans tout le pays ont souligné le rôle économique crucial joué par les femmes au Sénégal. Les femmes sont souvent les soutiens financiers de leur ménage et sont le plus souvent impliquées dans la production agricole, le travail domestique et le commerce informel. Bien que les hommes et les femmes jouissent d'une égalité de droits lorsqu'ils postulent pour un emploi, les femmes réalisent 90 % du travail domestique et 85 % du travail agricole au Sénégal.⁹⁵ Cette disparité est en partie due au fossé en matière d'éducation (les femmes et les filles ont des taux d'alphabétisation et de scolarisation plus faibles, en particulier au niveau secondaire et supérieur) ainsi qu'aux normes sociales et culturelles qui dictent les rôles de genre.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ « Sénégal : Enquête Continue Quatrième Phase 2016 », Enquêtes démographiques et sanitaires, 2016

⁹⁵ « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

⁹⁶ Ibid.

En dépit du fait que les femmes constituent le moteur de l'économie sénégalaise, elles se heurtent toujours à des obstacles au financement et à la propriété foncière, ce qui limite leur autonomie. En vertu du droit coutumier, les femmes ne peuvent accéder à la terre que par le truchement de leur époux, dans la mesure où les pratiques traditionnelles et les lois qui régissent le régime foncier coutumier rendent difficile l'achat de biens par les femmes dans ces zones.⁹⁶ Par ailleurs, la Loi sur le domaine national repose sur le régime foncier coutumier, dans lequel les conseils ruraux sont composés de propriétaires fonciers coutumiers.⁹⁷ En raison du fait qu'elles sont moins susceptibles de posséder des terres, les femmes ne sont pas représentées dans ces conseils ruraux par lesquels la plupart des terres sont attribuées.⁹⁸ Afin de promouvoir l'autonomisation économique des femmes, les participantes à la recherche sur le terrain ont signalé que de nombreuses femmes se sont tournées vers le microfinance et les tontines (un système dans lequel un groupe de femmes cotise une somme globale, chaque femme recevant la totalité de cette somme selon une base de rotation déterminée, afin de faire des investissements plus importants et de longue durée).

En 2010, le Sénégal a adopté la Loi instituant la parité homme-femme sur les listes électorales, qui s'est avérée efficace au niveau national en ce qui concerne l'accroissement de la représentation des femmes à l'Assemblée nationale. Se situant à 43,4 %, la proportion de femmes à l'Assemblée nationale du Sénégal est l'une des plus élevées au monde. Il s'agit d'une hausse, comparativement aux 22 % enregistrés avant les élections législatives de 2012.⁹⁹ En outre, le Sénégal a eu deux femmes au poste de premier ministre, la dernière en date, de 2013 à 2014, étant Aminata

⁹⁷ « Examen des rapports présentés par les États parties conformément à l'article 18 de la Convention », HCDH, juillet 2013

⁹⁸ « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

⁹⁹ « Quotas par sexe et représentation au Sénégal », Université de Floride, août 2017

Touré¹⁰⁰ Toutefois, les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que, bien que la loi sur la parité commence à améliorer la représentation des femmes, celle-ci n'est pas effectivement appliquée ou ne l'est pas du tout dans certaines régions du Sénégal.¹⁰¹ À titre d'exemple, la ville de Touba (siège de la confrérie des Mourides) n'a pas mis en œuvre le quota de femmes parce que le chef des Mourides n'approuve pas cette loi.¹⁰² Les personnes interrogées ont souligné l'implication des femmes dans la sensibilisation et la mobilisation des électeurs en faveur des partis politiques, indiquant toutefois qu'une disparité importante entre les hommes et les femmes persiste aux postes électifs au niveau local. En outre, certaines personnes interrogées ont fait remarquer que la parité dans le jeu politique est entravée par le niveau inférieur d'éducation et de formation des femmes, ainsi que par les normes sociales qui entravent la participation des femmes en politique.

Finalement, les participants à la recherche sur le terrain dans la région de Casamance ont discuté de l'importance des femmes dans le règlement des conflits et la consolidation de la paix. À titre d'exemple, une personne interrogée a indiqué que

les groupes de femmes ont joué un rôle clé dans l'apaisement des tensions transfrontalières lors d'un conflit foncier entre la ville sénégalaise de Touba Tranquille et la ville gambienne de Dar Salam. Les jeunes de Ziguinchor ont également souligné l'implication formelle et informelle des femmes dans la médiation du conflit en Casamance. Une personne interrogée a attribué à l'ancien ministre conseiller, Amsatou Sow Sidibé, la création d'un forum de dialogue qui a réussi à réunir de multiples factions du MFDC à la table de négociation. Des groupes de femmes de la région ont également constitué un groupe de coalition appelé Plateforme des femmes pour la paix en Casamance (PFPC) qui mène un dialogue, réalise des activités de plaidoyer et fournit des services aux victimes du conflit.¹⁰³ Comme l'a décrit une jeune participante : « Elles se disent mères et disent qu'elles n'ont pas le droit de garder le silence. Elles se rendent jusque dans les zones frontalières pour rencontrer les acteurs de la crise. Et aujourd'hui, si vous n'entendez plus de coups de feu, c'est grâce aux femmes. Nous assistons désormais à une accalmie depuis 2012. Elles ont contribué à changer la configuration de la dynamique du conflit, et la façon de percevoir le conflit. »

¹⁰⁰ « Une militante sénégalaise des droits humains nommée ministre de la Justice », Reuters, septembre 2013

¹⁰¹ « Rapport sur les droits de l'homme au Sénégal en 2016 », Département d'État des États-Unis, 2016

¹⁰² « BTI 2016 : Rapport pays sur le Sénégal », BTI, 2016

¹⁰³ « Les femmes en Casamance s'unissent pour la paix », HCDH, décembre 2012

Vulnérabilités, risques et facteurs de résilience au niveau infranational : observations par région

Région de Dakar

La région de Dakar est à la fois la plus petite et la plus peuplée du Sénégal. Elle comprend la Capitale Dakar et sa banlieue sur la péninsule du Cap-Vert. L'Agence nationale de la statistique et de la démographie estime la population de Dakar en 2017 à 3 529 300 habitants, soit environ 23 % de la population totale du pays¹⁰⁴. Du fait que la région intègre la Capitale du pays, Dakar abrite la plupart des emplois, des services de l'administration, de l'industrie, du commerce et des services financiers et génère 55 % du PIB du Sénégal¹⁰⁵. En raison de l'importante migration interne dans la région, Dakar abrite un mélange de tous les groupes ethniques et religieux du pays.



Vulnérabilités structurelles

- Perceptions de corruption et d'impunité dans le système judiciaire
- Accès insuffisant et limité au système judiciaire
- Méconnaissance du système juridique par la population
- Fourniture limitée de services publics, en particulier des soins de santé
- Chômage, en particulier chez les jeunes
- Inflation
- Volatilité des prix
- Mauvaises infrastructures
- Application inadéquate des mécanismes de protection des enfants
- Pressions dues aux migrations internes
- Activités économiques illicites, en particulier le trafic de drogue
- Forces de sécurité en sous-effectif et dotées de ressources insuffisantes
- Perceptions de corruption et de népotisme parmi les fonctionnaires du gouvernement

Risques induits par les événements

- Conflits liés à la terre
- Émeutes/protestations à motivation politique

¹⁰⁴ « Sénégal », Agence nationale de la statistique et de la démographie, 2017

¹⁰⁵ « Perspectives urbaines : Villes émergentes pour un Sénégal émergent », Banque mondiale, 2015

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

- Chefs religieux et traditionnels
- Systèmes alternatifs de résolution de conflits
- Société civile, ONG, partenaires au développement
- Cohésion entre les groupes ethniques et religieux

État de droit

Selon les participants à la recherche sur le terrain, les perceptions de corruption, de népotisme et d'inefficacité au sein du système judiciaire formel constituent des vulnérabilités clés. L'accès limité au système judiciaire et le retard accusé dans les délibérations sur les affaires ont certes également été soulignés comme des préoccupations clés, mais le coût du dépôt des plaintes (tel que la sollicitation des services d'un avocat) a, lui aussi, été jugé prohibitif pour les populations vulnérables. De plus, les personnes interrogées ont indiqué que les décisions judiciaires ne sont pas uniformes, ce qui a mis à mal la confiance placée dans le système judiciaire officiel. Les personnes interrogées ont également souligné une absence d'indépendance de la justice, indiquant que l'exécutif a le pouvoir d'influencer les décisions des tribunaux.

En raison de ces vulnérabilités, les populations dans la région de Dakar préfèrent souvent avoir recours aux systèmes alternatifs et traditionnels de résolution des conflits avant de se tourner vers le système de justice formelle. Toutefois, un participant au groupe de discussion des hommes a

« Il existe des personnes qui utilisent les enfants pour se faire de l'argent. Cette situation pose un problème. Avec le temps, ces enfants se mettent à ramasser de la ferraille et à voler. Ils opèrent par groupes de quatre ou cinq enfants. Ils se mettent par exemple à chercher des métaux et vont les vendre. »

- Groupe de discussion des jeunes, Ville de Dakar

indiqué que les femmes sont souvent traitées de manière injuste et que les cas de viol ont été ignorés dans ces systèmes traditionnels. D'autres personnes interrogées ont déclaré que la protection des droits des femmes s'est accrue au fil du temps, en particulier à mesure que les femmes sont devenues plus actives dans le système judiciaire.

Population et démographie

Au cours de la recherche sur le terrain, l'accès limité aux services sociaux de base, en particulier dans les zones rurales, et l'émigration croissante depuis le Sénégal ont été cités comme des vulnérabilités clés. Les sujets interrogés ont particulièrement mis l'accent sur l'accès limité aux soins de santé, en citant le coût élevé de la couverture médicale et des médicaments.

Les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé des opinions partagées sur l'incidence de la migration au Sénégal. Un participant a indiqué que si la diaspora sénégalaise envoie des fonds au pays, cet argent est rarement destiné au développement. Les personnes interrogées ont également indiqué que la migration de la Guinée et du Mali vers le Sénégal a eu des incidences négatives, telles que l'augmentation du coût de la vie et la hausse du prix des logements.

Lors de la recherche sur le terrain, les jeunes ont été identifiés comme un segment vulnérable de la population. Ils seraient vulnérables à la manipulation et à l'exploitation par la classe politique. En outre, les participantes au groupe de discussion des femmes ont indiqué que des jeunes émigrent de manière illégale hors du Sénégal à la recherche de meilleures opportunités

économiques. Plusieurs personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain se sont dites préoccupées par la radicalisation potentielle de la jeunesse. Par ailleurs, les personnes interrogées ont indiqué que les lois sur la protection des enfants ne suffisent pas et que des cas de violence à l'égard des enfants persistent dans la région. Dans le groupe de discussion des femmes, une participante a fait observer que les enfants talibés continuent de souffrir au Sénégal et ne sont pas suffisamment protégés. Au cours d'un entretien avec les informateurs clés (EIC), un représentant de la société civile a déclaré qu'en raison de l'aspect religieux des enfants talibés, on note peu de volonté politique pour régler le problème.

Les participants à la recherche sur le terrain ont aussi rapporté que la planification familiale est souvent considérée comme étant un tabou culturel et religieux au Sénégal. Toutefois, certains participants ont noté un effort visant à renforcer la formation à la planification familiale par le biais de campagnes de sensibilisation et d'éveil de conscience.

Finalement, les personnes interrogées ont discuté des préoccupations concernant les effets négatifs du changement climatique, en citant les saisons des pluies plus courtes, la hausse des températures et l'insécurité alimentaire. Lors d'un entretien avec les informateurs clés (EIC), un représentant de la société civile a indiqué que les inondations sont devenues une préoccupation croissante à Dakar. En outre, le changement climatique a entraîné une intensification de l'exode rural, qui exerce une pression accrue sur les

« Il se pose un problème avec la gestion transparente des ressources naturelles. Nous avons découvert du pétrole au Sénégal, mais nous craignons que les problèmes survenus dans d'autres pays ne se produisent ici. »

- Groupe de discussion des jeunes, Ville de Dakar

infrastructures et les services urbains. Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné plusieurs problèmes créés par la migration interne, tels que la hausse des coûts des logements, la croissance de la criminalité dans les villes et les effets environnementaux négatifs.

Économie et ressources

La volatilité des prix, l'accès aux denrées alimentaires, l'exploitation des ressources naturelles et l'inégalité entre les zones rurales et urbaines ont été cités comme des vulnérabilités économiques clés au cours du travail sur le terrain à Dakar. Les personnes interrogées ont noté que le coût de la vie est particulièrement élevé dans la ville de Dakar. Le fossé entre les zones urbaines et rurales a été souligné lors de la recherche sur le terrain, notamment l'accès limité aux services sociaux de base et la mauvaise qualité des infrastructures dans les zones rurales. L'insécurité alimentaire a également été l'une des préoccupations clés évoquée lors de la recherche sur le terrain, et les personnes interrogées ont noté que de nombreux produits sont importés. Les groupes vulnérables n'ont pas accès à des aliments sains et même les produits de première nécessité sont onéreux.

L'accès à la terre et la gestion des ressources étaient également des préoccupations clés pour les participants à la recherche sur le terrain. Les participantes au groupe de discussion des femmes ont déclaré que les femmes n'ont pas accès à la terre, dans la mesure où selon le droit coutumier, la propriété foncière est dévolue aux hommes. Les personnes interrogées ont également mentionné l'accaparement des terres par les citoyens plus nantis comme étant un sujet de préoccupation, en particulier dans les régions où l'on a découvert du pétrole. Par ailleurs, l'absence de transparence et la mauvaise gestion des ressources naturelles ont fait l'objet de discussion tout au long de la recherche sur le terrain, en particulier dans le secteur pétrolier. Les questions frontalières liées à la pêche ont également été signalées comme étant

une préoccupation clé lors de la recherche sur le terrain. À titre d'exemple, un participant a évoqué les conflits entre pêcheurs mauritaniens et sénégalais. Si la Mauritanie dispose de règlement de pêche plus stricte et observe des périodes où la pêche est interdite, ce n'est, en revanche, pas le cas au Sénégal, ce qui entraîne une surpêche. Des pêcheurs sénégalais auraient été emprisonnés en Mauritanie pour avoir enfreint à la réglementation et pêché dans les eaux mauritaniennes.

Le chômage, en particulier le chômage des jeunes, a également été désigné comme l'une des vulnérabilités économiques clés de la région. Selon les participants à la recherche sur le terrain, il existe des opportunités d'emploi dans les secteurs de la construction et de l'agriculture, mais les populations locales manquent souvent de compétences fonctionnelles adéquates pour pourvoir ces postes. Les personnes interrogées ont fait remarquer que les femmes sont actives dans l'économie locale grâce au commerce informel. Selon un participant au groupe de discussion des hommes, les femmes ont créé des structures locales de microcrédit et en font partie intégrante.

Sécurité

Les conflits liés à la terre, l'activité économique illicite et la formation inadéquate des forces de sécurité ont été les principales vulnérabilités identifiées au cours de la recherche sur le terrain. Plusieurs participants ont déclaré que les forces de police sont en nombre insuffisant pour servir la population de Dakar. En outre, les personnes interrogées ont fait état de ce que les forces de sécurité sont mal gérées et manquent de connaissances nécessaires pour désamorcer les situations de manière pacifique. Les préoccupations au sujet de l'usage excessif de la force par les forces de sécurité lors des manifestations ont été une préoccupation clé mise en évidence lors de la recherche sur le terrain.

L'activité économique illicite, en particulier la prévalence du trafic de drogue, a fait l'objet de

discussion par les participants lors de la recherche sur le terrain. Dans le groupe de discussion des femmes, une participante a signalé que le trafic de drogue avait provoqué une hausse des agressions et des meurtres à Dakar. Outre le trafic de drogue, les personnes interrogées ont déclaré que les flux illicites d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et la traite des êtres humains sont répandus et compromettent la sécurité dans la région.

Les conflits au sujet de l'accès à la terre ont été identifiés dans les discussions comme une vulnérabilité à Dakar. Les participants à la recherche sur le terrain ont relevé des cas où le gouvernement a réinstallé des populations locales de sorte que les terres puissent être utilisées à des fins commerciales, ce qui a contribué à des protestations. Dans le groupe de discussion des femmes, une participante a déclaré qu'il y a eu des incidents où des propriétaires fonciers ont vendu des terres à plus d'une personne, ce qui a entraîné un conflit.

Contrairement à d'autres régions du Sénégal, les personnes interrogées à Dakar ont mis l'accent sur les préoccupations au sujet du risque de radicalisation, en déclarant que les jeunes y sont particulièrement vulnérables. Dans le groupe de discussion des jeunes, les participants ont décrit les perceptions selon lesquelles il existait des divisions croissantes entre les musulmans et les chrétiens dans la région.

Politique et gouvernance

Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont identifié les perceptions de corruption, de népotisme et l'absence de transparence comme des vulnérabilités politiques clés dans la région. Les personnes interrogées ont également discuté des préoccupations relatives à la corruption lors des élections. À titre d'exemple, dans le groupe de discussion des hommes, un participant a indiqué que les leaders religieux recevraient d'importantes sommes d'argent afin de voter pour un candidat particulier. Dans le

groupe de discussion des jeunes, un participant a indiqué que la religion est devenue une question politique. Les chefs religieux auraient noué des liens étroits avec des chefs de parti et utiliseraient leur position pour faire valoir leurs intérêts personnels. La mauvaise gestion des fonds publics a également été citée comme une préoccupation majeure au cours de la recherche sur le terrain.

Le manque d'éducation civique et de sensibilisation au civisme a également été désigné comme une vulnérabilité par les participants à la recherche sur le terrain. Lors d'un entretien avec les informateurs clés (EIC), un participant a discuté de la nécessité de campagnes d'éducation et de sensibilisation poussées, en particulier en ciblant les jeunes. En outre, les personnes interrogées ont indiqué que les communautés rurales sont plus déconnectées des activités politiques que les communautés urbaines dans la région de Dakar.

Finalement, les personnes interrogées ont déclaré que si les femmes sont encore sous-représentées dans la sphère politique, leur influence s'est toutefois accrue. Dans le groupe de discussion des

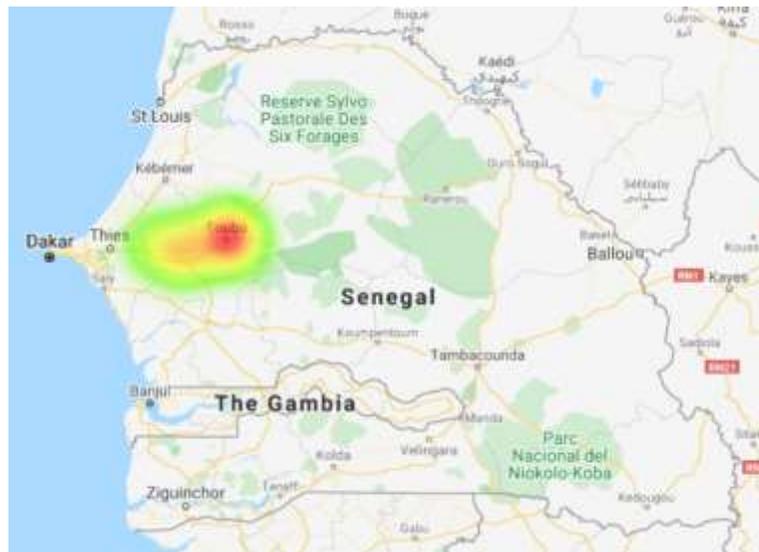
jeunes, les participants ont fait souligner la nécessité de renforcer les capacités des femmes pour améliorer leurs compétences, afin qu'elles puissent jouer des rôles de premier plan en politique.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

En dépit des vulnérabilités et des risques listés ci-dessus, la région de Dakar a un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui l'aident à atténuer ces risques. Les participants à la recherche sur le terrain ont discuté du rôle des chefs traditionnels, des chefs religieux, des chefs de quartier et des Badiénou Gokhs (tantes de quartier) dans les mécanismes alternatifs de résolution des conflits. Les personnes interrogées ont également noté que les organisations de la société civile, telles que l'Association des femmes juristes, ont joué un rôle dans la protection des femmes dans le système judiciaire. Les confréries (confréries religieuses) ont également été citées comme étant un facteur de résilience contribuant à la paix et à la sécurité dans la région.

Région de Diourbel

La région de Diourbel est située au centre-ouest du Sénégal. Elle fait frontière avec Thiès à l'ouest, Fatick au sud et Louga au nord-est. Diourbel est la troisième région la plus peuplée, avec une population estimée à 1 692 967 habitants en 2017 selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie.¹⁰⁶ Diourbel est essentiellement une zone rurale, avec une population urbaine de seulement 16,1 %¹⁰⁷. Les principales activités économiques de Diourbel sont l'agriculture, l'élevage et le commerce. Les principaux groupes ethniques de Diourbel sont les Wolof et les Sérères, avec des populations plus petites de Poular, Mandingues et Djola.¹⁰⁸ Diourbel abrite également la ville de Touba, qui est le siège de la confrérie des Mourides.



Vulnérabilités structurelles

- Méconnaissance par les populations de leurs droits légaux
- Influence des chefs religieux dans les processus judiciaires
- Perceptions de corruption et de partialité au sein du système judiciaire
- Pauvreté
- Infrastructures de mauvaise qualité ou en nombre insuffisant, notamment les services d'éducation et de santé
- Niveau élevé du chômage chez les jeunes
- Manque de formation professionnelle
- Obstacles à l'accès des femmes au crédit et à la terre
- Manque de ressources naturelles
- Prévalence du phénomène des enfants talibés et faible application des mécanismes de protection des enfants
- Violence basée sur le genre
- Criminalité, notamment le banditisme armé et le trafic de drogue
- Perception de corruption au sein des forces de sécurité
- Influence des chefs religieux lors des élections
- Perceptions de corruption, de népotisme et de partialité dans le jeu politique

Risques induits par les événements

- Protestations politiques
- Cas de banditisme et de criminalité
- Inondations

¹⁰⁶ « Sénégal », Agence nationale de la statistique et de la démographie, 2017

¹⁰⁷ « Taux d'urbanisation au Sénégal » Agence nationale de la statistique et de la démographie

¹⁰⁸ « Populations », Conseil régional de Diourbel, 2012

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

- Chefs traditionnels et religieux
- Associations de jeunes
- Coexistence entre les différentes religions et cadres de dialogue interreligieux

État de droit

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué qu'il existait en général un manque de connaissance par les populations de leurs des droits légaux dans la région de Diourbel, et que le système judiciaire est largement contrôlé par les marabouts et les autorités religieuses. Les personnes interrogées ont indiqué que les petits litiges sont souvent réglés par la médiation par les chefs traditionnels ou la confrérie des Mourides, au lieu de passer par le système judiciaire. Les personnes interrogées ont également noté que l'influence des marabouts dans la région de Diourbel s'étend à la sphère politique, dans la mesure où les politiciens sollicitent souvent les conseils et suivent les instructions des marabouts. Un participant a noté que la population est consciente des complicités tacites entre certains marabouts et les politiciens. Si les autorités religieuses ont été largement considérées de manière positive comme une source de cohésion sociale et de résilience, leur influence sur la scène politique et dans le système judiciaire est bel et bien de nature à remettre en cause l'indépendance des institutions chargées de la défense de l'État de droit.

De plus, de nombreux participants à la recherche sur le terrain ont souligné que la perception de

« Les marabouts sont les symboles de la résilience au Sénégal. Ils réglementent la vie sociale et aident à renforcer la cohésion sociale. D'autre part, les marabouts sont la plus grande menace au respect de l'État de droit. »

- Groupe de discussion des hommes, Touba

corruption et de partialité au sein du système judiciaire était préoccupante. Les personnes interrogées ont indiqué que les prisonniers sont souvent relâchés par anticipation s'ils ont un marabout influent, et que les marabouts eux-mêmes ne sont pas poursuivis même s'ils commettent un crime. La détention prolongée pose également un problème, dans la mesure où un participant a relevé que les détenus peuvent passer plus d'une année en prison sans procès.

Population et démographie

Les participants à la recherche sur le terrain dans la région de Diourbel ont souligné que la pauvreté, l'infrastructure de mauvaise qualité, le manque d'éducation et de formation pour les femmes et les jeunes ainsi que le taux de chômage élevé des jeunes constituaient des problèmes clés auxquels la population était confrontée. Les personnes interrogées ont indiqué que les communautés sont confrontées à un accès limité à l'eau potable, particulièrement dans les quartiers périphériques de Touba, et que le coût des aliments et des soins est prohibitif. Les participants ont également noté le nombre insuffisant de centres de santé et de médecins dans la région. Étant donné qu'il n'existe pas d'hôpital à Mbacké, les patients doivent se déplacer vers l'un des hôpitaux de Touba, ce qui est souvent onéreux.

Les participants ont noté un nombre insuffisant d'écoles dans la région, mentionnant que les enfants de Touba sont souvent envoyés à Mbacké pour y fréquenter parce qu'il n'y a pas d'école française ou occidentale à Touba. Le mariage précoce est également courant dans la région de Diourbel, ce qui (conjugué avec la pauvreté et les pressions économiques) contribue à un taux

« Les autorités religieuses à Touba ont rejeté l'idée de l'installation d'une école à Touba qui enseigne le français, affirmant que la seule instruction dispensée est le Coran. »

- Professeur, Touba

d'abandon scolaire plus élevé chez les filles. Une femme leader a déclaré : « Plusieurs filles ont abandonné l'école parce que leurs parents les ont données en mariage à un homme. Qu'elle le veuille ou non, elle est obligée de rejoindre son ménage. Ce qui est décevant, ce sont les hommes cinquantenaires qui épousent des mineures qui ambitionnaient d'avoir une carrière d'avocate ou de médecin. »

Les jeunes de la région connaissent des taux de chômage élevés, et certains participants ont mentionné que la pauvreté et le manque d'opportunités économiques sont les moteurs de la migration vers Dakar, vers les pays voisins ou l'Europe. Parmi les jeunes qui restent dans la région, bon nombre travaillent comme charretiers, chauffeurs de motos-taxis Jakarta dans les milieux urbains ou dans le commerce. Un participant a également noté un manque d'activités parascolaires pour les jeunes à Touba. Une femme leader a déclaré que : « les jeunes à Touba manquent d'infrastructures socio-économiques. Le football est interdit et les jeunes ne disposent pas de terrain de jeu. »

Les personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain ont également rapporté que le phénomène des enfants talibés est présent dans la région de Diourbel. Certaines personnes ont noté que la pauvreté a aggravé le problème, dans la mesure où un nombre plus important d'enfants sont envoyés chez des marabouts qui n'ont pas suffisamment de moyens pour subvenir à leurs besoins.

Enfin, les répondants ont noté que, si la connaissance des méthodes de planification

familiale est largement répandue, les femmes de la région de Diourbel continuent de se heurter à des obstacles socioculturels et religieux en matière de planification familiale. Une participante a indiqué que les femmes qui souhaitent bénéficier des services de planification familiale le font souvent à l'insu de leur époux. Les participants ont également signalé que la violence conjugale et la prostitution affectent les femmes dans la région.

Économie et ressources

Dans le domaine de l'économie, les personnes interrogées ont souligné que la région manque de ressources naturelles et que les possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes sont peu nombreuses. Une grande partie de l'économie de la région de Diourbel repose sur les échanges commerciaux, ainsi que l'agriculture et l'élevage de bétail. Un participant a également noté la présence de la SONACOS, une entreprise agricole basée au Maroc, dans la région, mais a fait observer que l'entreprise emploie principalement des travailleurs étrangers plutôt que des locaux.

Les participants ont également souligné le manque général d'opportunités d'emploi pour les femmes et les jeunes, ce qui a contribué aux flux migratoires en provenance de la région. Tel qu'indiqué ci-dessus, de nombreux jeunes travaillent comme chauffeurs de motos-taxis, charretiers ou dans le commerce, tandis que les femmes sont engagées dans le commerce ou la production agricole. Le manque d'infrastructures d'éducation et de formation professionnelle dans la région a également été évoqué comme une vulnérabilité. L'autonomisation économique des femmes est également entravée par les obstacles à l'accès au crédit et à la terre.

Sécurité

Les principaux problèmes de sécurité soulevés par les participants dans la région de Diourbel étaient le crime et le banditisme armé, la hausse du trafic de drogue et les tensions lors des manifestations

politiques. Les participants ont attribué la hausse de la criminalité et du banditisme à de multiples facteurs, notamment la prévalence du phénomène des enfants talibés et des enfants sans abri, le chômage des jeunes et la croissance démographique dans la région. Toutefois, les participants au groupe de discussion des hommes ont noté que l'adoption d'une loi criminalisant le vol de bétail a fait baisser la prévalence ces incidents dans la région.

Les personnes interrogées ont rapporté que la prostitution, ainsi que les crimes liés à la drogue et à l'alcool, étaient en hausse dans la région de Diourbel. Certains participants ont noté que les chauffeurs de motos-taxis Jakarta sont souvent considérés comme contribuant à l'insécurité ; selon un participant, ces chauffeurs sont souvent impliqués dans des réseaux de trafic de drogue et de prostitution. Même si, les forces de sécurité effectuent des patrouilles dans les zones urbaines, certains participants sont d'avis que les agents de la police et de la gendarmerie se laissent soudoyer pour ne pas tenir compte de ces activités. Plusieurs personnes interrogées ont également indiqué que les autorités religieuses de la région, y compris le calife, n'avait pas suffisamment réagi face aux menaces que représentent le trafic de drogue, la prostitution et la criminalité.

Les participants ont également relevé des cas de violence au cours de manifestations politiques. Un participant a cité l'exemple d'une manifestation d'un parti d'opposition en septembre 2017 qui a été réprimée par des forces de sécurité qui ne disposaient pas de formation suffisante. Toutefois, une femme leader à Touba a noté que le recours aux plateformes des médias sociaux a permis aux jeunes de constituer des associations et de promouvoir la communication entre les partisans des différents partis politiques, ce qui peut prévenir la violence politique.

La radicalisation et l'extrémisme religieux n'étaient pas une préoccupation pour les participants à la recherche sur le terrain. De nombreuses personnes interrogées ont évoqué le rôle des

autorités religieuses dans la promotion de la cohésion sociale et de la tolérance religieuse. Comme l'a dit un leader de la jeunesse : « Je n'ai pas peur de l'arrivée du terrorisme à Touba parce que, connaissant le caractère religieux de la ville sainte de Touba, il serait impensable qu'on vienne y commettre des actes terroristes. De plus, les gens sont enclins à signaler tout comportement suspect. »

Politique et gouvernance

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la politique dans la région de Diourbel est largement contrôlée par les marabouts et les autorités religieuses, décrits par un participant comme la « main invisible » dans la région. Une personne interrogée a noté que lors des élections locales à Touba, les autorités religieuses ont publié deux listes de candidats – dont une est approuvée par le conseil du calife et ne respecte pas la loi nationale sur la parité des sexes. On s'attend en grande partie à ce que les résidents votent pour la liste des candidats approuvés et pour le parti au pouvoir. Les participants ont également noté que

« Avant le jour de l'élection, la communauté de Touba sait déjà qui sera le maire car le choix est opéré par les conseillers du calife et validé par les leaders religieux. »

- Professeur, Touba

les marabouts sont impliqués dans la délivrance des titres fonciers dans la région.

Les participants se sont également inquiétés de la prévalence du népotisme, de la corruption et des préjugés politiques parmi les politiciens et les administrateurs dans la région. Les personnes interrogées dans un groupe de discussion ont exprimé leur frustration par rapport au fait que les emplois sont souvent accordés en fonction des relations personnelles plutôt que des compétences ou qualifications. D'autres ont rapporté que le

gouvernement distribue des fonds selon des lignes politiques, disant que le président n'envoie pas de fonds à Mbacké parce qu'ils ne votent pas pour lui. Plusieurs participants ont indiqué que les politiciens se préoccupent de leurs propres intérêts plutôt que de servir la population, comme en témoignent les promesses électorales non tenues. Au cours d'un EIC, une dirigeante de Touba a rapporté qu'une fois élus, les responsables locaux disparaissent et ne règlent pas les problèmes urgents, tels l'insécurité, le manque d'électricité, les mauvaises conditions sanitaires et les inondations.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

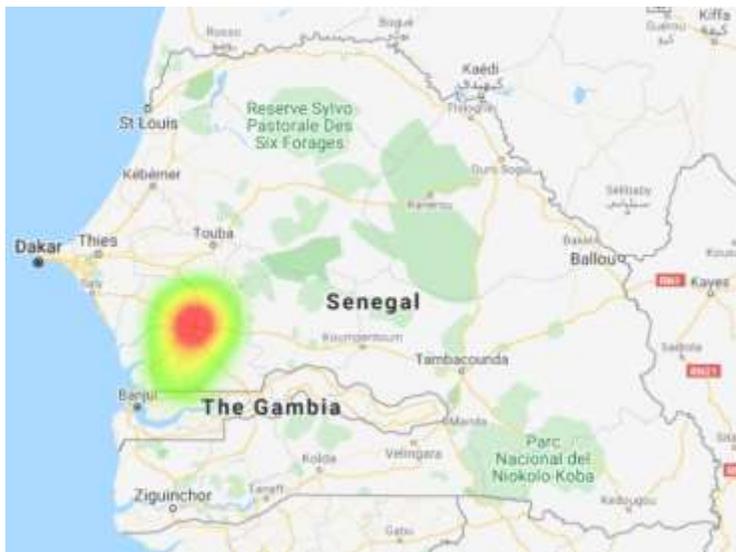
Au cours des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des GD, les participants ont mentionné de nombreux facteurs de résilience au sein de la population de la région de Diourbel. Un groupe de discussion a noté que même si les actions des marabouts sont parfois perçues comme contraires

à l'État de droit, ces chefs religieux renforcent également la cohésion sociale. De nombreux participants ont mentionné la coexistence pacifique entre les religions dans la région comme facteur de résilience, notant qu'il existe un dialogue permanent entre chrétiens et musulmans et que les personnes de religions différentes interagissent et se marient souvent entre elles.

Divers types d'associations de jeunes et de programmes axés sur les jeunes ont également été soulignés comme facteurs de résilience sociale dans la région de Diourbel. Les participants ont attribué aux réseaux de jeunes existants la diminution des conflits entre les groupes politiques de jeunes. Les jeunes de la région ont également créé un programme appelé « Une maison, une lampe » pour lutter contre le manque d'éclairage et accroître la sécurité. Il existe également des associations de jeunes qui se concentrent sur la sensibilisation au mariage précoce et la nécessité de scolariser les filles.

Région de Kaolack

La région de Kaolack est située dans le centre-ouest du Sénégal. La région est limitée au nord et à l'ouest par la région de Fatick et à l'est par la région de Kaffrine. Au sud, la région a une frontière internationale commune avec la Gambie et constitue un lien commercial entre Dakar et Banjul, la Capitale de la Gambie, ainsi que la région de la Casamance au sud et le Mali, la Guinée et la Guinée Bissau. Kaolack a une population estimée à 1 086 464 habitants en 2017 selon l'Agence nationale de la statistique et de la démographie.¹⁰⁹ À part le commerce, la principale activité de la région est l'agriculture, qui emploie 65 % de la population.¹¹⁰ Le groupe ethnique le plus important de la région de Kaolack est le Wolof, suivi des Halpulaar et des Sérères.¹¹¹



Vulnérabilités structurelles

- Perceptions de corruption, d'impunité et de partialité au sein des systèmes judiciaire et politique
- Pauvreté
- Taux élevés du chômage des jeunes
- Exode rural et émigration des jeunes vers l'Europe
- Disparités entre les zones rurales et urbaines en termes de services sociaux et d'infrastructures (accès à l'eau/électricité, distance pour se rendre dans les écoles, etc.)
- Phénomène des enfants talibés et faible application des mesures de protection des enfants
- Volatilité des cours des denrées alimentaires de base
- Insécurité alimentaire
- Déforestation
- Obstacles à l'accès des femmes à la propriété foncière et au financement
- Conflits liés à la terre
- Criminalité et banditisme armé
- Réseaux de trafic de drogue, de contrebande et de prostitution
- Absence de ressources et de formation pour les forces de sécurité
- Perceptions de corruption au sein des forces de sécurité
- Sous-représentation des jeunes et des femmes dans les processus décisionnels

¹⁰⁹ « Sénégal », Agence nationale de la statistique et de la démographie, 2017

¹¹⁰ « Rapport régional définitif : Région de Kaolack », Agence nationale de la statistique et de la démographie, avril 2017

¹¹¹ Ibid.

Risque induit par les évènements

- Conflits liés à la terre

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

- Chefs locaux, traditionnels et religieux
- Cohésion religieuse et ethnique
- Organisations de la société civile et ONG
- Université El Hadji Ibrahima Niass et programmes de formation professionnelle
- Groupes de femmes pour la promotion de l'autonomisation économique

État de droit

Les niveaux de confiance dans le système judiciaire seraient faibles dans la région de Kaolack, en raison des perceptions de corruption, d'impunité et de partialité envers les citoyens riches et ayant des relations politiques. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le pouvoir judiciaire ne jouit pas d'une indépendance vis-à-vis de l'État et qu'il est souvent influencé par les diktats des marabouts. En outre, le système judiciaire serait entravé par des détentions prolongées, la faible exécution des peines et méconnaissance du rôle du système judiciaire par les populations. En conséquence, de nombreuses communautés dans la région de Kaolack ont recours à des mécanismes de alternatives de résolutions des conflits, tels que la médiation par des imams, des dirigeants locaux ou des membres de la famille, plutôt que de rechercher à obtenir justice via des cadres formels.

« Je ne fais pas confiance à la justice sénégalaise. ...Depuis que Macky Sall a accédé à la présidence du Sénégal, seuls les opposants politiques sont arrêtés, alors même que plusieurs services [de l'administration] sont impliqués dans une affaire de détournement de fonds et ne sont nullement inquiétés ».

- Professeur, Kaolack

Ce recours aux mécanismes de alternatives de résolutions des conflits et aux lois coutumières ou traditionnelles affecte particulièrement les droits des femmes et leur accès à la justice dans la région de Kaolack. Un groupe de participants à la recherche sur le terrain a indiqué que dans les groupes ethniques des Toucouleurs ou des Sérères, les décisions du chef de famille priment sur les lois locales. Outre cet état de fait, les femmes ne jouissent pas de droits à la propriété foncière en vertu du droit coutumier et plusieurs d'entre elles ne connaissent pas leurs droits légaux.

Population et démographie

La région de Kaolack a une population de plus d'un million d'habitants, composée de multiples groupes ethniques au nombre desquels figurent les Balanta, Bambara, Fula, Fulani, Djola, Mandinka, Moor, Sérères, Wolof et autres.¹¹² Le groupe ethnique le plus important de la région de Kaolack est le Wolof.¹¹³ Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé une cohabitation pacifique entre les groupes ethniques et religieux de la région de Kaolack. Par ailleurs, la région de Kaolack abrite un certain nombre d'entreprises minières et de production de sel, et la majorité des employés de ces entreprises viennent de l'extérieur de la région.

¹¹² « Pays : Sénégal », Projet Joshua

¹¹³ « Deux enquêtes sur les relations entre les groupes ethniques en Afrique : Sénégal, République-Unie de Tanzanie », UNESCO, 1974

Les principales préoccupations exprimées par les participants à la recherche sur le terrain concernaient le chômage, la pauvreté et la mauvaise qualité des infrastructures et des services sociaux. Les participants ont fait état des niveaux élevés du chômage des jeunes et d'un manque de formation professionnelle dans la région. Plusieurs personnes interrogées ont fait remarquer que les jeunes quittent de plus en plus l'école pour travailler comme chauffeurs de motos-taxis Jakarta ou pour émigrer en Europe. Certaines personnes interrogées ont également considéré que le chômage contribue à l'insécurité dans la région, notamment les cas de délit mineur, de criminalité violente et de commerce illégal.

« Dans les villages, l'immigration des jeunes a une incidence sur l'économie. Les champs sont abandonnés ; il n'y reste que des personnes âgées qui ne sont pas assez vigoureuse pour cultiver la terre. Par conséquent, la ville et certains des villages sont dépouillés de leurs forces vives, une situation qui accentue la pauvreté. »

- Groupe de discussion des hommes, Kaolack

L'accès à l'infrastructure et les services sociaux inappropriés, notamment les soins de santé et l'éducation, ont également été évoqués par les participants comme une préoccupation. Les personnes interrogées ont signalé les mauvaises conditions sanitaires, le manque d'accès à l'électricité et à l'eau potable dans les zones rurales et les ressources insuffisantes dans les hôpitaux et les centres de santé. Certains participants ont également souligné que la prestation des services sociaux était influencée par les relations politiques. Comme l'a indiqué une personne interrogée : « Dans les villages, il prévaut une discrimination dans la distribution de

l'électricité. Bien qu'un village soit traversé par des poteaux électriques, l'électricité est installée dans une ville voisine où vit un homme politique. »

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les services de planification familiale sont disponibles mais sont souvent sous-utilisés dans la région de Kaolack. Certaines personnes interrogées ont déclaré que de nombreuses femmes et filles s'intéressent aux méthodes de planification familiale, tandis que d'autres ont relevé que leur accès aux services se heurtent à des obstacles culturels et religieux. Les participantes au groupe de discussion des femmes ont particulièrement noté que la sensibilisation à la planification familiale est réalisée dans les centres de santé et par les membres de l'initiative Badiénou Gokh. Les Badiénous Gokh sont des femmes volontaires qui sont choisies pour conseiller les femmes en état de grossesse et allaitantes dans leurs communautés afin de réduire la mortalité maternelle et néonatale.

Finalement, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la question des enfants talibés persiste dans la région de Kaolack et que les mesures de protection des enfants ne sont pas effectivement appliquées ou sont mal mises en œuvre. Plusieurs personnes interrogées ont noté que le phénomène des enfants talibés est souvent motivé par la pauvreté, dans la mesure où les parents ne disposent pas de moyens pour éduquer leurs enfants. D'autres ont noté que le problème de la protection des enfants va au-delà des enfants talibés dans les daaras, mais qu'il s'agit d'un problème plus vaste de pauvreté et d'abus subi par les enfants de la rue.

Économie et ressources

La principale activité économique dans la région de Kaolack est l'agriculture (y compris l'exploitation agricole, l'élevage et la pêche).^{114,115} La région de

¹¹⁴ « Village SOS pour enfants de Kaolack », Villages SOS pour enfants

¹¹⁵ « Développement local, institutions et changement climatique au Sénégal : Analyse de situation et

Kaolack est le premier producteur d'arachides et connue sous le nom de « bassin arachidier » dans le pays. La région abrite également plusieurs sociétés de production de sel et d'exploitation minière. Si une seule personne interrogée a fait cas de tensions avec ces entreprises, certaines personnes interrogées ont toutefois relevé que ces entreprises ne recrutent pas beaucoup de locaux, tandis que d'autres ont indiqué que ces entreprises ne donnent de pas rémunération conséquente et font peu d'investissement dans les communautés locales. Un participant a également considéré que l'extraction du sel conduit à la déforestation et la destruction de zones de culture.

Les préoccupations économiques clés soulevées par les participants à la recherche sur le terrain intégraient la volatilité des cours des denrées alimentaires et, comme nous l'avons déjà mentionné, le chômage des jeunes. Les personnes interrogées ont estimé qu'il n'existait aucun contrôle sur le prix des produits de base tels que le sucre, le riz ou les oignons, et que les cours des produits de base augmentent au cours des saisons des fêtes comme la tabaski (Eid al-Adha). Certains participants ont noté que cette volatilité des cours a un impact particulièrement négatif sur les populations démunies et vulnérables et menace leur sécurité alimentaire.

« Je ne suis pas agriculteur et je vis de mon maigre salaire. De ce fait, si les prix des denrées alimentaires ne sont pas accessibles, ma famille et moi ne survivront pas. »

- Enseignant, Kaolack

Les conflits liés à la terre constituent une préoccupation dans la région de Kaolack. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les tensions au sujet des terres surviennent à cause de l'expropriation par les dirigeants locaux, des ventes ou des concessions

recommandations opérationnelles », Banque mondiale, janvier 2010

de la même parcelle à de multiples personnes et de conflits entre éleveurs et agriculteurs. Une personne interrogée a indiqué que les agriculteurs locaux mettent quelquefois du poison dans leurs champs pour empêcher le bétail d'y entrer.

Les femmes de la région de Kaolack ont peu de possibilités de formation et d'emploi et sont plus souvent engagées dans la production agricole, le commerce et le travail domestique. Elles se heurtent également à des obstacles à l'accès à la terre et à la propriété foncière, dans la mesure où le droit coutumier attribue les droits de succession aux hommes. Les personnes interrogées ont indiqué que les femmes n'ont pas accès au financement et au crédit. Par conséquent, de nombreuses femmes s'auto-organiseraient en groupes tels que les Groupements d'intérêt économique (GIE) et les tontines pour étendre leurs activités économiques.

Finalement, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le trafic de drogue, la contrebande et la prostitution prévalent dans la région de Kaolack. Une personne interrogée a attribué ces tendances à la situation géographique de Kaolack en tant que carrefour commercial le long d'une frontière internationale. D'autres participants ont indiqué que les autorités font preuve de complaisance dans la lutte contre ces problèmes en raison de la corruption.

Sécurité

Les vols à main armée, le crime, le vol de bétail, les conflits liés à la terre et le trafic de drogue constituent les principales préoccupations en matière de sécurité dans la région de Kaolack. Les jeunes, en particulier les chauffeurs de motos-taxis Jakarta, sont souvent impliqués dans des cas de crime et de trafic de drogue, activités que les participants à la recherche sur le terrain ont attribuées aux taux élevés du chômage des jeunes et de pauvreté dans la région.

Les participants à la recherche sur le terrain ont également indiqué que les forces de sécurité dans la région sont largement inefficaces face à ces menaces sécuritaires, en raison du manque d'équipement et de formation. Un participant a fait remarquer que les postes de police ne sont pas proches des communautés qu'ils desservent, tandis qu'un autre a fait remarquer que le numéro d'urgence gratuit est rarement utilisé parce que les agents de police qui répondent aux appels demandent aux appelants de leur acheter du carburant. Plusieurs personnes interrogées ont également indiqué que la police locale et les agents aux frontières sont corrompus, ce qui sape davantage la confiance du public dans les forces de sécurité. En raison de ce manque de confiance, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les communautés locales se livrent fréquemment à la justice populaire.

Les personnes interrogées n'ont pas signalé de menace de radicalisation ou de crainte d'activité terroriste dans la région de Kaolack. Au contraire, les participants ont souligné la prévalence d'une coexistence pacifique entre les religions dans la région et le rôle des leaders religieux comme des facteurs de résilience importants pour prévenir la radicalisation.

Politique et gouvernance

Les participants à la recherche sur le terrain dans la région de Kaolack ont souligné que la corruption généralisée, le népotisme et le manque de transparence étaient les principaux problèmes prévalant dans le domaine de la politique et de la gouvernance. Les participants ont raconté des cas de corruption mineure, tels que le fait pour des citoyens de payer des frais pour le traitement de documents à la mairie et pour les populations de verser des pots-de-vin à la police afin de pouvoir se déplacer en automobile sans assurance. Certaines personnes interrogées ont également indiqué que la prestation de services dépend de la présence de politiciens locaux, les participants au groupe de discussion des femmes ont indiqué que :

« Si vous observez la région de Kaolack, elle dispose de plusieurs ministres et de députés sur la scène nationale. Toutefois, l'on n'en ressent pas l'incidence sur le développement de la région. Nous avons de réels doutes sur la transparence dans la gestion des affaires politiques de la ville de Kaolack et de la région dans son ensemble »

- Groupe de discussion des femmes, Kaolack

« certaines localités habitées par des dirigeants politiques influents disposent généralement d'infrastructures, contrairement à d'autres régions qui sont souvent négligées ».

En outre, la jeunesse demeure sous-représentée dans la prise de décisions politiques dans la région. Les jeunes seraient engagés dans le processus politique, mais ils sont souvent manipulés ou mobilisés par les politiciens avant les élections pour obtenir des voix. Si les conseils départementaux de jeunesse existent, les personnes interrogées ont toutefois noté que le pouvoir de prise de décision continue de revenir aux aînés.

De même, les personnes interrogées ont indiqué que les femmes ont un accès limité au pouvoir politique dans la région. Un participant a noté que les femmes sont souvent utilisées par les politiciens « pour avoir le pouvoir, renforcer leur électorat », mais peu de femmes occupent des postes électifs. Bien que la loi instituant la parité homme-femme existe au niveau national, elle demeure mal appliquée au niveau local.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Lors des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion, plusieurs facteurs de résilience ont été identifiés dans la région de Kaolack. Les dirigeants religieux ont été largement considérés comme exerçant une influence positive sur le règlement des conflits et la désescalade des tensions sociales. Les participants au groupe de

discussion des hommes ont également fait remarquer que les membres de la famille Niassene de la confrérie Tijaniyya sont impliqués dans des campagnes de sensibilisation. Tel qu'indiqué ci-dessus, les dirigeants locaux et les membres de leurs familles sont également impliqués de manière fréquente dans le règlement des litiges.

En outre, de nombreuses personnes interrogées ont cité les antécédents de tolérance religieuse et de coexistence interreligieuse du Sénégal comme un facteur de résilience clé, en particulier pour prévenir la radicalisation dans la région.

Les organisations de la société civile ont été perçues positivement par les participants à Kaolack, en particulier celles travaillant dans les domaines des droits de l'homme, de l'autonomisation économique, de la sécurité alimentaire et des élections. Les personnes interrogées ont cité l'exemple d'une organisation qui a coordonné une campagne de sensibilisation sur les cartes d'électeur, tandis qu'une autre a fait la promotion de la réforme foncière. Les participants au groupe de discussion des hommes ont également identifié un projet d'ENDA (Environnement et développement du tiers monde) qui offre des fournitures scolaires aux élèves.

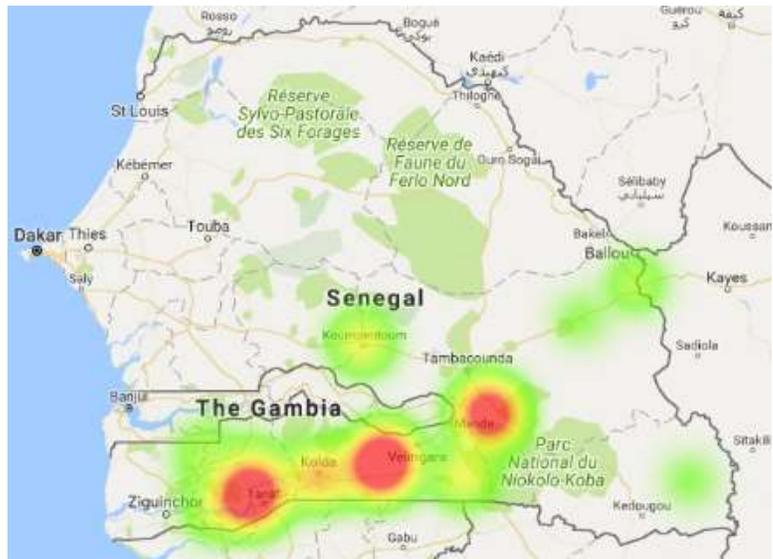
Cependant, l'efficacité de la société civile est souvent compromise par un manque de financement. En conséquence, comme l'a indiqué un participant : « la société civile est présente, mais elle n'est pas bien écoutée et ne dispose d'aucun moyen ».

Le rôle des femmes dans les échanges et le commerce est également perçu comme un facteur de résilience, dans la mesure où l'autonomisation économique des femmes leur permet de subvenir aux besoins de leur famille. Si les femmes de la région de Kaolack continuent de se heurter à des obstacles au financement, les personnes interrogées ont toutefois signalé qu'elles s'organisent elles-mêmes en groupes tels que les Groupements d'intérêt économique (GIE) et tontines pour étendre leurs activités économiques.

Finalement, les participants au groupe de discussion des hommes ont identifié la présence de l'Université El Hadji Ibrahima Niass comme un facteur de résilience dans la région de Kaolack. Les personnes interrogées ont exprimé l'espoir que la formation professionnelle fournie par l'Université permettra de renforcer la résilience en positionnant les jeunes de manière à ce qu'ils soient plus compétitifs sur le marché du travail.

Régions de Kolda, Sédhiou, Kédougou et Tambacounda

Les régions de Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda sont situées au sud et au sud-est du Sénégal. Ces quatre régions partagent des frontières avec la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Mali et la Mauritanie. Selon les estimations faites en 2017 par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal, Tambacounda est la région la plus peuplée, avec une population de 783 777 habitants, suivie de Kolda avec une population de 748 451, puis de Sédhiou avec une population de 514 016 et de Kédougou avec une population de 172 482.¹¹⁶ Ces régions abritent de multiples groupes ethniques, dont les Fulani, les Mandingo, les Wolof, les Sarakolé, les Djola, les Sérères, les Balante et les Baynounc.¹¹⁷ L'agriculture, notamment l'élevage de bétail, la pêche et la production de coton, de riz et d'arachides, représente l'activité économique majeure dans la région.¹¹⁸ Les régions de Kédougou et de Tambacounda possèdent également un important potentiel minier, notamment des réserves d'or et de phosphate.¹¹⁹



Vulnérabilités structurelles

- Perceptions de corruption et de partialité dans le système judiciaire
- Infrastructure et services sociaux limités, notamment les soins de santé et l'éducation
- Violence basée sur le genre
- Prévalence du mariage précoce
- Faible application du mécanisme de protection des enfants, en particulier en ce qui concerne le travail des enfants et les enfants talibés
- Volatilité des cours des denrées alimentaires
- Insécurité alimentaire
- Taux élevés du chômage des jeunes et possibilités d'emploi limitées
- Émigration des jeunes
- Dégradation de l'environnement et pressions liées au changement climatique
- Réseaux d'activités économiques illicites, notamment la contrebande de bois
- Concurrence pour le contrôle des terres
- Obstacles à l'accès des femmes au financement et à la terre
- Criminalité et banditisme

¹¹⁶ « Régions », Agence nationale de la statistique et de la démographie, 2018

¹¹⁷ Ibid.

¹¹⁸ Ibid.

¹¹⁹ « Service régional de la statistique et de la démographie de Kédougou : Situation économique et sociale régionale 2014 », Agence nationale de la statistique et de la démographie, 2014

	<ul style="list-style-type: none"> • Déficit de personnel, de ressources et de formation pour les forces de sécurité • Porosité des frontières • Perceptions de corruption, de partialité et du manque de transparence dans la vie politique • Sous-représentation des femmes dans la vie politique
Risque induit par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Litiges liés à la terre et aux ressources • Protestations politiques • Reprise du conflit par le MFDC
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations de la société civile, notamment les ONG, les groupes de femmes et de jeunes • Chefs locaux, traditionnels et religieux • Coexistence ethnique et religieuse • Initiatives communautaires visant à lutter contre la déforestation • Initiatives de microfinancement et de tontine

État de droit

Les participants à la recherche sur le terrain dans ces régions ont généralement exprimé une opinion positive par rapport à l'appareil judiciaire et aux systèmes des tribunaux. Toutefois, des personnes interrogées ont fait état de perceptions de corruption au sein du système judiciaire, notamment les peines d'emprisonnement de courte durée et l'intervention de responsables politiques et de chefs religieux dans les décisions judiciaires et les condamnations.

En conséquence, la population de ces régions compte principalement sur la médiation des chefs locaux ou d'autres mécanismes alternatifs de

« Dans l'ensemble, la justice est équitable, à l'exception de quelques éléments. En ce qui concerne le vol de bétail, si les gendarmes interceptent un voleur et qu'il est mis en détention, quelques jours plus tard il se retrouve dans la rue. À cause de la corruption, les voleurs sont libérés sans que justice ne soit rendue. »

- Groupe de discussion des hommes, Sédhiou

résolution des conflits au lieu du système judiciaire. Une personne interrogée a fait toutefois remarquer que ces mécanismes traditionnels sont souvent discriminatoires à l'égard des femmes et des filles, en particulier dans les cas d'héritage, dans la mesure où le droit coutumier consacre l'héritage aux hommes.

Population et démographie

Les participants des régions de Kolda, Sédhiou, Kédougou et Tambacounda ont souligné le manque d'infrastructures et de services sociaux, le travail des enfants et les questions basées sur le genre telles que les mutilations génitales féminines (MGF) et le mariage précoce comme étant les principales préoccupations dans ces régions. De multiples participants ont indiqué que les régions manquent d'établissements de santé adéquats, ce qui oblige les patients à parcourir de longues distances pour avoir accès aux soins. D'autres personnes interrogées ont noté que les zones rurales sont dotées d'infrastructures de mauvaise qualité, notamment les routes, l'électricité et les réseaux téléphoniques.

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié le travail des enfants, en particulier dans le domaine de l'exploitation minière et la mendicité, notamment par les enfants talibés, comme constituant des problèmes importants. Les participantes du groupe de discussion des femmes ont noté que plusieurs enfants talibés ne sont pas sénégalais, mais viennent plutôt de pays voisins tels que la Guinée. Si les personnes interrogées ont reconnu que le gouvernement sénégalais a pris des mesures pour éradiquer la pratique de la mendicité des enfants, les mesures de protection des enfants sont, toutefois, faiblement appliquées, et une personne interrogée a affirmé que l'on notait un manque de volonté politique pour éradiquer ce problème. Les ONG et les OSC sont également impliquées dans la fourniture de services aux enfants talibés et aux enfants travailleurs ; les participants au groupe de discussion des hommes ont identifié une ONG à Tambacounda, dénommée La Lumière, qui a créé un centre d'accueil et de réintégration des enfants travaillant dans les mines aurifères.

La pratique des mutilations génitales féminines (MGF) est toujours répandue, en particulier dans les régions de Kolda et de Sédhiou, bien que des ONG et le gouvernement sénégalais aient réalisé des activités de sensibilisation sur cette question. Les régions de Kolda, Sédhiou et Tambacounda enregistrent des taux les plus élevés de MGF chez les filles de moins de 15 ans (respectivement 45 %, 53 % et 48 %) ¹²⁰ et les participants à la recherche sur le terrain issus de Kolda ont indiqué que les familles constituaient des caravanes pour se rendre en Guinée afin d'y pratiquer cette intervention. Outre les MGF, les femmes et les filles dans ces régions seraient confrontées à des taux élevés de mariage précoce ainsi qu'à la violence conjugale et sexuelle. Le mariage précoce a contribué à des taux plus élevés d'abandon scolaire chez les filles. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que des OSC telles qu'Amnesty International et Action éducative

¹²⁰ « Sénégal : Sénégal : Enquête Continue Quatrième Phase 2016 », Enquêtes démographiques et sanitaires, 2016

“À Sédhiou, l'on note toujours une différence de prix avec la ville de Dakar que les commerçants imputent à la distance. Les prix ne sont pas accessibles, comparativement au nord du pays, et cette situation est anormale. Même les prix des légumes sont plus élevés à Sédhiou.”

- Groupe de discussion des femmes, Sédhiou

en milieu ouvert (AEMO) œuvrent à l'intégration des questions basées sur le genre dans les écoles en raison de la prévalence du viol dans la région. Les personnes interrogées dans le groupe de discussion des jeunes ont également identifié le travail de GONE Association et du Centre Ado de Kolda visant à réduire avec succès les taux de mariages précoces à Sédhiou et Kédougou, pendant qu'un participant de Sédhiou a, quant à lui, particulièrement mis l'accent sur les Cellules d'alerte à la violence (CAVE) intervenant dans la dénonciation des mariages précoces, des abus et actes de violence envers les enfants. La CAVE est intervenue tant dans le système scolaire que dans toutes les communautés pour diffuser son message.

Finalement, les régions de Kolda, Sédhiou, Tambacounda et Kédougou sont diversifiées du point de vue ethnique et religieux, et les participants à la recherche sur le terrain ont signalé des niveaux élevés de cohésion sociale. Toutefois, une personne interrogée à Kolda a fait état d'un litige en cours entre les membres des confréries Ibadou et Tidjane par rapport à la construction d'une mosquée dans le département de Velingara. L'affaire a été portée devant la justice et, à ce jour, aucun verdict n'a encore été rendu.

Économie et ressources

Les régions de Kolda, Sédhiou, Tambacounda et Kédougou sont largement tributaires de la production agricole de coton, de riz et de cajou,

ainsi que de l'exploitation forestière et minière. Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié la hausse des prix des denrées alimentaires et l'insécurité alimentaire comme étant des problèmes urgents à régler dans ces régions. En particulier à Kolda et Sédhiou, le prix des denrées alimentaires est souvent plus élevé en raison du coût du transport des produits depuis Dakar. Les tendances récentes consistant à favoriser les cultures de rente par rapport aux cultures vivrières pour accroître les profits a conduit à des pénuries de produits alimentaires et à l'insécurité alimentaire accrue. En conséquence, les régions, notamment Tambacounda, ont besoin d'importer des produits alimentaires à partir des régions voisines. En outre, les personnes interrogées ont noté l'absence de réglementation officielle visant à contrôler les prix des denrées alimentaires lors des fêtes, période où la hausse des prix réduit davantage la capacité des populations vulnérables à acheter des biens. Le chômage des jeunes est également une préoccupation, et les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que l'absence d'opportunités économiques a contribué à une tendance d'émigration des jeunes vers l'Europe. Les opportunités d'emploi formelles demeurent limitées en dehors du secteur agricole et, par conséquent, de nombreux jeunes se tournent vers la conduite de motos-taxis Jakarta ou migrent vers les zones minières pour travailler dans les mines d'or. Certaines personnes interrogées ont également souligné chez les jeunes un manque de qualifications pour exercer des emplois formels et la nécessité d'une formation professionnelle dans la région.

L'industrie aurifère dans les régions de Tambacounda et de Kédougou est devenue l'un des principaux moteurs économiques dans ces régions. Bon nombre de jeunes et enfants seraient engagés dans le secteur minier informel. Les participants au groupe de discussion des jeunes ont rapporté que le gouverneur de la région de Kédougou a récemment instauré une politique exigeant des permis pour mener des activités

informelles d'exploitation minière et d'orpaillage, ce qui a créé des tensions. Dans le groupe de discussion des femmes de Sédhiou, les personnes interrogées ont également souligné la hausse de la prostitution autour des sites miniers et des blessures et décès causés par les opérations minières artisanales. Une personne interrogée a indiqué que : « les personnes qui travaillent dans les secteurs pétrolier et minier ont souvent des problèmes de santé. Elles toussent et vomissent lorsqu'elles respirent du gaz dans les puits. Parfois, elles souffrent de problèmes respiratoires. »

La région de Kolda a également connu une importante activité d'exploitation forestière et de contrebande de bois vers la Gambie, où les bois sont ensuite exportés. Par le passé, ce problème a conduit à des tensions transfrontalières et diplomatiques entre le Sénégal et la Gambie. Les participants ont cité en exemple un cas où des gardes forestiers sénégalais en patrouille de prévention de la contrebande ont franchi la frontière gambienne ; ils ont été arrêtés et détenus jusqu'à ce que le gouvernement sénégalais intervienne en leur faveur. Une personne interrogée a noté que le palissandre, l'une des espèces de bois, la plus prisée pour la contrebande, se fait de plus en plus rare ou est en voie de disparition dans la région.

Ces régions ont également connu une dégradation croissante de l'environnement et sont vulnérables aux pressions du changement climatique, notamment les changements de régimes pluviométriques. Une personne interrogée a indiqué que la région de Kolda a connu une baisse

« À Kédougou, ce sont les femmes qui nourrissent leur famille. Les hommes disent avoir beaucoup dépensé lorsqu'ils se sont mariés. Par conséquent, les femmes doivent travailler suffisamment une fois au foyer conjugal. »

- Groupe de discussion des jeunes, Sédhiou

de précipitations qui, en raison de la dépendance de la région vis-à-vis de l'agriculture, a affecté la production agricole et compromis la sécurité alimentaire. L'exploitation forestière a également contribué à la déforestation et, à Kédougou et Tambacounda, les exploitations minières formelles et informelles utilisent du mercure pour extraire l'or, ce qui risque de contaminer les eaux souterraines et pourrait entraîner des problèmes de santé connexes. Les participants ont également signalé une salinisation croissante des terres. La réduction de la superficie des terres disponibles pour l'agriculture, qu'elle soit due à la dégradation de l'environnement ou à la volonté d'utiliser les terres à des fins plus lucratives comme l'exploitation minière, pourrait avoir des incidences négatives sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, plus particulièrement pour les populations vulnérables.

Les conflits fonciers sont préoccupants dans les régions de Kolda, Sédhiou, Tambacounda et Kédougou, en partie à cause de la pression croissante exercée sur les terres et les ressources. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que des conflits fonciers intracommunautaires se produisent souvent pour des questions d'héritage, et que des conflits surviennent aussi entre agriculteurs et éleveurs. En outre, une personne interrogée a averti que l'appropriation des rizières par des étrangers pourrait être une source de tension ou de conflit à l'avenir. Une autre personne a dit craindre que la hausse de la production de cajou aboutisse à une expropriation ou une concurrence accrue pour le contrôle des terres.

Enfin, les femmes jouent un rôle économique clé dans ces régions, agissant souvent en qualité de soutien et de chef de famille. Toutefois, étant donné que les femmes se heurtent de manière fréquente à des obstacles à l'accès au crédit et au financement, plusieurs d'entre elles se tourneraient vers les micro financements et les tontines, un système dans lequel un certain nombre de femmes cotise une somme globale,

chaque femme recevant l'entièreté de la somme selon une rotation déterminée, et ce, afin d'effectuer des investissements plus importants et à long terme. En outre, en vertu du droit coutumier, de nombreuses femmes au Sénégal ne peuvent hériter de la terre. Une personne interrogée a noté que le Réseau africain pour le développement intégral lutte pour l'accès des femmes à la terre.

Sécurité

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le paysage sécuritaire dans les régions de Kolda, Sédhiou, Tambacounda et Kédougou est généralement stable, en particulier depuis l'instauration du cessez-le-feu avec le MFDC en 2014. Toutefois, les personnes interrogées ont exprimé des préoccupations au sujet du caractère inachevé du processus de paix et de la possibilité d'une reprise du conflit avec le MFDC ; un participant a ajouté que « pendant quatre ans, nous avons noté une situation de ni guerre, ni paix ». La division du MFDC en factions et le fait que toutes les factions ne soient pas incluses dans les négociations avec le gouvernement entravent le processus de paix. Une personne interrogée a également noté que certaines factions du MFDC tirent parti de la contrebande de bois et d'autres activités illicites, ce qui pourrait faire baisser leur volonté de négocier une cessation du conflit.

Les problèmes de sécurité qui se posent actuellement dans toutes les quatre régions sont la criminalité et le banditisme armé, ainsi que les conflits fonciers. Le vol de bétail aurait baissé dans la région de Kolda en raison de la mise en œuvre d'un système d'identification et de marquage du bétail. Comme l'a expliqué une personne interrogée, « le vol de bétail est moins courant, grâce au programme lancé par le gouvernement, lequel permet de retracer le déplacement des animaux. Ce programme encourage l'enregistrement des acheteurs et l'identification des animaux au moyen d'un sceau. Il a contribué à freiner le vol et à réduire l'insécurité. C'est un

élément de résilience qui doit être reproduit dans toutes les régions. »

Bien que, les forces de sécurité soient présentes dans les régions, plusieurs personnes interrogées ont noté qu'elles manquent souvent de personnel ou d'équipement et de ressources pour apporter une riposte suffisante aux menaces sécuritaires. Dans le groupe de discussion des femmes, ces dernières ont également indiqué que les forces de sécurité n'ont pas réussi à contenir les actes de violence lors de manifestations politiques

« Les dirigeants politiques ne représente pas les populations de manière sérieuse. La plupart du temps, ils ne vivent même pas dans la région et ne comprennent pas la dynamique en cours. Rand Gold Resources Ltd, qui exploite la mine d'or de Massawa à Tinkoto (département de Kédougou), a fourni une assistance financière de 30 millions de dollars pour la construction d'un service hospitalier ; et pourtant, si vous y allez ce que vous verrez ne vaut pas ce montant. Les recettes minières ne profitent pratiquement qu'au maire et à ses proches. La seule route qui existe à Kédougou est celle construite par la CEDEAO. La corruption gangrène la gestion des affaires publiques. »

- Groupe de discussion des jeunes, Sédhiou

survenues par le passé, en donnant l'exemple du maire d'une localité et de son garde du corps qui ont été pris à partie par des opposants lors d'une réunion. La menace d'extrémisme violent a été généralement perçue comme faible par les participants, mais une personne interrogée s'est dite préoccupée par l'insuffisance de contrôle de la frontière commune avec le Mali.

Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné le rôle clé incombant aux organisations de la société civile (OSC), afin de calmer les tensions et promouvoir la paix. Une personne interrogée a cité l'exemple d'un affrontement entre les

chauffeurs de motos-taxis Jakarta et les forces de sécurité en mars 2017, qui a entraîné la destruction du poste de police et du bâtiment du Trésor local. Suite à cette violence, les OSC et les chefs religieux et traditionnels ont facilité le dialogue visant à résoudre les tensions. Par ailleurs, la Coordination des organisations sous-régionales pour la paix en Casamance (COSPAC), un groupe de plus de 150 OSC du Sénégal, de la Gambie et de la Guinée-Bissau, a joué un rôle important dans la consolidation de la paix et sert d'intermédiaire entre les différentes factions du MFDC et l'État sénégalais.

Politique et gouvernance

Malgré les antécédents de mouvements indépendantistes dans les régions de Kolda et de Sédhiou, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le paysage politique était relativement calme depuis l'accord de cessez-le-feu de 2014 avec le MFDC. Toutefois, la corruption et le manque de transparence au sein du gouvernement demeurent des défis majeurs pour ces régions. Les participants à la recherche sur le terrain ont fait état de ce que les responsables politiques ont souvent recours au copinage et aident leur propre groupe ethnique ou les membres de leur parti politique avant les autres. Selon les personnes interrogées, cet esprit partisan n'a toutefois pas conduit à la résurgence de la violence, ni au recours à des discours fondés sur l'appartenance ethnique pour obtenir des gains politiques. En général, les participants ont jugé l'esprit partisan dans la vie politique comme étant une composante intégrante du paysage politique et non nécessairement comme un fait nuisible, quoiqu'ils aient noté que l'appartenance ethnique ou l'affiliation à un parti politique influe bel et bien sur les opportunités d'emploi.

Les OSC ont également mis l'accent sur la promotion de la transparence dans la gestion des ressources naturelles, notamment en faisant un plaidoyer sur les rapports du gouvernement adressés à l'Initiative pour la transparence dans

les industries extractives (ITIE) et en créant la campagne « Publiez ce que vous payez – Sénégal ». La coalition des OSC de l'initiative « Publiez ce que vous payez » fait un plaidoyer en faveur de l'accroissement par l'industrie extractive de ses investissements dans les villes minières, afin de partager les bénéfices, et règle les litiges entre la communauté et la compagnie.¹²¹ Dans l'ensemble, le Sénégal s'est régulièrement amélioré d'année en année dans l'Indice de perception de la corruption de Transparency International (se classant au 64^{ème} rang cette année). Toutefois, des progrès restent encore à faire, en particulier au niveau local et près des frontières.¹²²

Si les femmes demeurent sous-représentées aux postes de décision politique dans les régions de Kolda, Sédhiou, Kédougou et Tambacounda, les participants à la recherche sur le terrain ont cependant noté qu'elles participent activement aux activités de plaidoyer et de sensibilisation au sein des OSC. Les femmes auraient joué un rôle particulièrement important dans les activités de consolidation de la paix et dans la mobilisation d'autres entités pour l'action. Les personnes interrogées ont fait observer que les femmes siègent aux conseils des collectivités locales dans certaines communes (notamment dans la ville de Kolda), mais plusieurs d'entre elles continuent d'être confrontées à des barrières et normes socioculturelles persistantes qui n'incitent pas à la participation à la vie politique.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les entretiens avec les informateurs clés et les groupes de discussion ont révélé plusieurs facteurs de résilience dans les régions de Kédougou, Kolda, Sédhiou et Tambacounda. L'un des plus grands facteurs de résilience dans ces régions est le travail des OSC et des ONG, celles-ci ont organisé des forums et des activités de plaidoyer sur des questions telles que la santé des femmes et la planification familiale, les MGF, le

règlement des conflits, la dégradation de l'environnement et la bonne gouvernance. Elles ont également uni leurs forces pour créer de grandes coalitions comme la Coordination des organisations sous-régionales pour la paix en Casamance (COSPAC), afin d'assurer la médiation dans le cadre des conflits transfrontaliers et de développer une culture de règlement des litiges au niveau local.

« Les populations s'entendent très bien. Il est difficile d'opérer une distinction entre les chrétiens et les musulmans et de faire une différenciation entre les groupes ethniques. Il s'agit là d'un accomplissement dont nous sommes fiers. Bien que divers groupes ethniques vivent dans cette région, ils coexistent pacifiquement. Un grand sens de la solidarité prévaut. Notre administration locale, nos chefs religieux et traditionnels, ont réussi à cultiver un sens étonnant de la solidarité et de la cohabitation entre les communautés. »

- Journaliste, Kolda

De plus, les relations entre les groupes ethniques et religieux sont généralement pacifiques, fait que les personnes interrogées ont attribué aux dirigeants communautaires, aux groupes religieux, aux OSC et aux administrations locales qui œuvrent à la solidarité entre les communautés.

Les chefs locaux et traditionnels, les chefs religieux et les OSC jouent tous un rôle important dans le règlement des conflits et la médiation avec ces groupes est souvent préférée au système judiciaire formel.

Plusieurs personnes interrogées ont également identifié des efforts communautaires visant à réduire la déforestation, notamment la création de comités de surveillance des forêts.

¹²¹ « Sénégal » publiez ce que vous payez

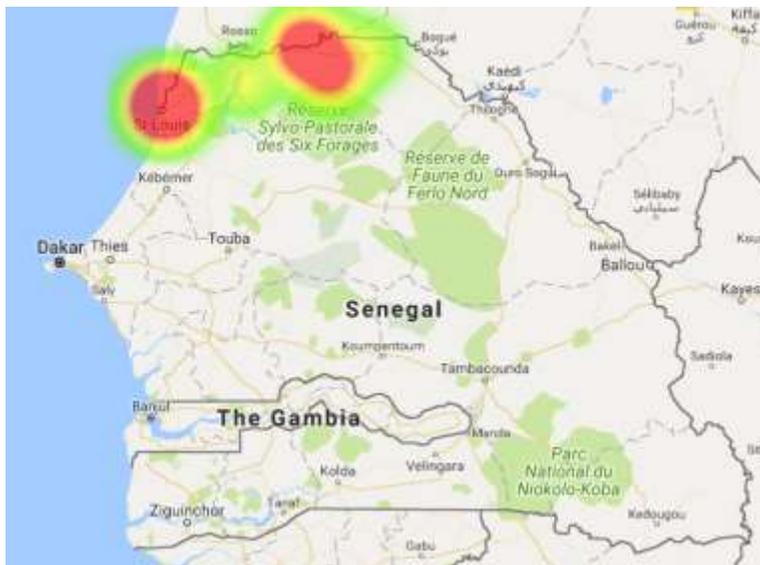
¹²² « Sénégal » Transparency International

Finalement, les efforts visant à accroître l'autonomisation économique des femmes, y compris le microfinancement, les initiatives de tontine et la réforme foncière, constituent un

facteur de résilience essentiel, en raison du rôle crucial des femmes dans l'économie. Une personne interrogée a noté que le Réseau africain pour le développement intégré (RADI) lutte pour l'accès des femmes à la terre.

Région de Saint-Louis

Région la plus septentrionale du Sénégal, Saint-Louis fait frontière avec les régions de Louga et Matam au sud et la Mauritanie au nord. La population de Saint-Louis est d'approximativement 1 009 170 habitants, selon le rapport 2017 de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal.¹²³ La région de Saint-Louis abrite principalement les groupes ethniques Fulani, Toucouleur et Wolof.¹²⁴ La région de Saint-Louis a une économie diversifiée, l'agriculture, l'élevage et la pêche qui constitue une part significative de l'économie locale. La région de Saint-Louis a l'un des secteurs touristiques les plus importants du Sénégal.¹²⁵



Vulnérabilités structurelles

- Perceptions d'ingérence de l'exécutif, de corruption et de partialité dans le système judiciaire
- Taux élevés du chômage des jeunes
- Chômage des jeunes et absence d'opportunités d'emploi
- Faible application des mesures de protection des enfants
- Volatilité des prix
- Pressions climatiques, y compris la sécheresse et les effets du changement climatique
- Perte de ressources halieutiques
- Perception d'un manque de transparence dans les secteurs minier et extractif
- Tensions transfrontalières et maritimes avec la Mauritanie
- Porosité des frontières
- Forces de sécurité en sous-effectif et dotées de ressources insuffisantes
- Mauvaise communication entre les forces de sécurité et les communautés locales
- Sous-représentation des femmes dans la vie politique
- Perceptions du clientélisme, de népotisme, de corruption et de partialité parmi les responsables politiques et gouvernementaux
- Mauvaise fourniture des services publics
- Disparités entre les zones urbaines et rurales en matière d'infrastructures et de services

¹²³ « Région : Saint-Louis », Agence nationale de la statistique et de la démographie

¹²⁴ « Dynamique démographique du Sénégal », The National Academies Press, 1995

¹²⁵ « Service régional de la statistique et de la démographie de Saint-Louis : Situation économique et sociale régionale 2014 », Agence nationale de la statistique et de la démographie, août 2015

	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de transparence dans la gestion des affaires de l'État
Risque induit par les évènements	<ul style="list-style-type: none"> • Litiges fonciers • Litiges transfrontaliers et maritimes • Affrontements entre agriculteurs et éleveurs
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Mécanismes alternatifs de résolution des conflits : « tentes à palabres », chefs religieux, chefs traditionnels et coutumiers • Confréries islamiques • Groupes de la société civile, y compris les ONG, les groupes de femmes et de jeunes • AEMO (Action éducative en milieu ouvert) et agences gouvernementales intervenant dans les services sociaux et le développement de l'infrastructure. • Programmes de microfinance et de crédit sous forme de tontine

État de droit

Les sentiments de méfiance à l'égard du système judiciaire étaient répandus lors des entretiens avec les participants de la région de Saint-Louis, principalement en raison de la perception du manque d'indépendance de la justice, qui découlait de l'ingérence de l'exécutif et de la désignation des juges par le président. Les personnes interrogées sur le terrain ont également souligné un climat d'impunité, la corruption politique et la partialité envers les riches et les personnes ayant des relations politiques compromettaient l'État de droit. Certaines personnes interrogées ont fait observer que le système judiciaire est davantage entravé par les longs délais de traitement, les frais judiciaires coûteux et la méconnaissance du processus judiciaire par la population. Toutefois, en règles générales, les personnes interrogées ont indiqué que les institutions judiciaires sont présentes dans

« Lorsqu'un conflit éclate, si vous savez que le système judiciaire vous favorisera, vous vous y rendrez. »

- Groupe de discussion des jeunes, Saint Louis, Podor, Richard Toll

la région et que l'État a récemment construit des édifices judiciaires supplémentaires.

Le faible niveau de confiance dans le système judiciaire de la région de Saint-Louis a contribué à un recours accru aux mécanismes alternatifs et traditionnel de résolution des conflits, le système judiciaire formel étant souvent considéré comme le dernier recours. Les personnes interrogées ont formellement identifié les mécanismes alternatifs de résolution des conflits tels que la « tente à palabre » à Saint-Louis, ainsi que les chefs religieux, les dirigeants locaux et les chefs, comme étant des facteurs de résilience. Une personne interrogée a toutefois fait remarquer que ces mécanismes alternatifs manquent parfois de moyens pour rendre leurs décisions exécutoires.

Population et démographie

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que Saint-Louis a connu d'importantes mouvements migratoires au cours des dernières années, à la fois l'émigration des jeunes vers l'Europe et, dans une moindre mesure, l'immigration de travailleurs étrangers en provenance de la Mauritanie, de la Guinée et d'autres pays. En outre, la présence d'entreprises étrangères a amené dans la région des ressortissants étrangers issus de pays comme

l'Inde. En ce qui concerne particulièrement les immigrants venant de Mauritanie, les personnes interrogées ont indiqué que ces groupes participent activement aux échanges et au commerce dans la région, mais que leur présence accroît également la concurrence pour les emplois disponibles.

Les personnes interrogées ont identifié le chômage des jeunes et les faibles perspectives d'emploi comme étant les facteurs clés sous-tendant la tendance à l'émigration des jeunes vers l'Europe. Si certaines personnes interrogées ont indiqué que les communautés de la diaspora sénégalaise peuvent avoir un impact positif sur la région en envoyant des fonds, d'autres ont, en revanche, noté que la tendance à l'émigration a contribué à la « fuite des cerveaux », à la perte de travailleurs valides, à un taux de fécondité plus faible et à la déstructuration des structures familiales. Certaines personnes interrogées ont noté que les organisations de la société civile mènent des campagnes contre la migration vers l'Europe, mais que ces efforts sont sapés par l'absence d'action du gouvernement contre les trafiquants d'êtres humains.

Si les jeunes de Saint-Louis manquent souvent d'opportunités économiques, les personnes interrogées sur le terrain ont indiqué que les jeunes s'engagent de plus en plus dans la politique. À titre d'exemple, selon les participants au groupe de discussion des jeunes, la jeunesse de la région jouit maintenant d'une représentation accrue dans les conseils de gestion (conseils de quartier), où ils peuvent œuvrer pour apporter des réponses aux défis auxquels la région est confrontée.

Citant leurs diverses activités génératrices de revenus et leur rôle dans la réalisation d'activités de sensibilisation, les participants ont indiqué que les femmes jouent un rôle essentiel dans le secteur socio-économique de la région de Saint-Louis. Toutefois, les femmes seraient sous-représentées aux postes de décision. En outre, le mariage

précoce et l'absence de planification familiale ont été soulignés par les personnes interrogées comme étant des problèmes auxquels les femmes sont confrontées. Bien que certaines participantes aient exprimé leur intérêt pour les méthodes de planification familiale en raison de pressions économiques, elles sont découragées par leur mari du fait des considérations religieuses. L'information sur la planification familiale est disponible dans les hôpitaux locaux, mais les ressources sont souvent sous-utilisées dans la mesure où le sujet est largement considéré comme tabou.

« Vous voyez des enfants talibés au marché pendant la nuit. Ils sont utilisés par des personnes pour se faire de l'argent. Certains enfants talibés sont dans des écoles confessionnelles mais d'autres sont des enfants de la rue. Certains enfants talibés ne vont pas du tout à l'école et la mendicité est leur seule activité. »

- Groupe de discussion des jeunes, Saint-Louis, Podor, Richard Toll

Les participants ont indiqué que la région de Saint-Louis jouit d'un accès acceptable aux services sociaux, notamment les soins de santé et l'éducation, bien que l'accès ait baissé dans les zones rurales du fait d'un manque d'infrastructures. Les personnes interrogées dans le groupe de discussion des femmes ont particulièrement relevé que le programme de soins de santé universels du Sénégal a eu une incidence positive sur la santé des enfants de moins de cinq ans.

Finalement, les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que le phénomène des enfants

talibés¹²⁶ est très perceptible dans la région de Saint-Louis ; il est souvent motivé par les pressions économiques sur les parents. Les personnes interrogées ont reconnu que l'État a pris des mesures positives visant à mettre l'accent sur la protection des enfants, mais certaines ont relevé que la mise en œuvre reste limitée ou incomplète. L'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), une initiative du ministère de la Justice, a été identifiée par un participant au groupe discussion comme étant un facteur de résilience dans ce domaine. La personne interrogée a signalé un cas dans lequel un enfant talibé d'une communauté locale a tenté de fuir un marabout violent (un enseignant d'une école coranique). L'AEMO est intervenue et a mené une enquête qui a abouti à la mise en détention du marabout en question.

Économie et ressources

L'économie de Saint-Louis est en grande partie agricole, et les principales préoccupations économiques identifiées par les participants à la recherche sur le terrain intégraient la volatilité des prix et le manque d'opportunités d'emploi. La volatilité des prix, attribuée par les participants à l'incapacité de l'État à contrôler les prix, aurait abouti à une dépendance à l'égard de produits bon marché et de qualité inférieure importés de la Mauritanie. Certaines personnes interrogées ont également indiqué que les parties nord de la région de Saint-Louis sont affectées par les itinéraires de contrebande, ce qui contribue à la dépendance à l'égard de produits de basse qualité.

Un sentiment clé exprimé par tous les participants portait sur le potentiel que les industries extractives ont de redynamiser l'économie. La découverte de gaz au large des côtes de la région était, dans l'ensemble, considérée comme un facteur potentiel de stimulation du développement futur des infrastructures et de la croissance économique.¹²⁷ Toutefois, certains participants ont

¹²⁶ Les enfants talibés sont des enfants qui étudient dans les écoles coraniques traditionnelles, appelées « daaras ». Certains sont obligés de mendier dans la rue.

prévenu que l'extraction pétrolière, minière et gazière pose des problèmes dans la région, notamment l'expropriation des terres, la dégradation de l'environnement et les tensions entre les entreprises et les communautés locales. Étant donné que la pêche est une activité génératrice de revenus essentielle dans l'économie de Saint-Louis, certaines personnes

« L'avancée de la mer constitue un problème de taille ici. Saint-Louis a une petite superficie et la mer se rapproche peu à peu, tant et si bien que nous ne savons pas où aller. Nous avons demandé au gouvernement de nous réinstaller, mais au lieu de cela, ils nous ont envoyé du riz, des oignons et des choses dont nous n'avons pas besoin. »

– Groupe de discussion des femmes, Saint-Louis, Podor, Richard Toll

interrogées se sont dites préoccupées par la possibilité que les champs gaziers au large des côtes diminuent l'approvisionnement en poissons dans les eaux sénégalaises. Finalement, l'emplacement des champs pétrolifères nouvellement découverts (sur les côtes du Sénégal et de la Mauritanie) a été souligné par certaines personnes interrogées comme une vulnérabilité susceptible de conduire à un regain de tensions entre les deux pays.

Citant leurs diverses activités génératrices de revenus et leur rôle dans le commerce, les participantes ont fait valoir que les femmes jouent un rôle essentiel dans le secteur socio-économique dans la région de Saint-Louis. Les systèmes de microfinance et de crédit-tontine ont été soulignés comme jouant un rôle important dans la promotion de l'autonomisation économique de la femme. Un système de financement du ministère de la Femme, de la Famille et de l'enfant a été

¹²⁷ « BP, Cosmos fait une grande découverte de gaz au large des côtes du Sénégal », Reuters, mai 2017

particulièrement identifié comme constituant un facteur de résilience pour les femmes.

Finalement, la région de Saint-Louis est également vulnérable aux cycles de sécheresse et aux pressions climatiques. Les participants à la recherche sur le terrain, ont en particulier, identifié les changements au niveau des précipitations, la hausse du niveau de la mer et la baisse des ressources halieutiques comme contribuant à l'insécurité alimentaire dans la région. Pour les participants à la recherche sur le terrain, les efforts du gouvernement visant à s'attaquer à ces problèmes ont largement été insuffisants et inefficaces. Il existe également des préoccupations quant au fait que les pressions accrues exercées sur les terres ou l'économie locale découlant des effets du changement climatique puissent entraîner de nouvelles migrations.

Sécurité

Les conflits fonciers, les tensions politiques, les protestations et la hausse de la consommation de la drogue ont été identifiés comme constituant les principales préoccupations en matière de sécurité dans la région de Saint-Louis. En raison de la proximité de Saint-Louis avec la frontière mauritanienne, les conflits transfrontaliers et maritimes – en particulier au sujet des droits fonciers et de pêche – ont été soulignés comme étant une menace importante. Les participantes au groupe de discussion des femmes ont indiqué que les tensions au sujet des droits de pêche s'intensifient régulièrement entre décembre et janvier de chaque année, lorsque le gouvernement mauritanien interdit la pêche pour la régénération des stocks de poissons et que les pêcheurs sénégalais pratiquent la pêche clandestine dans les eaux mauritaniennes. Comme indiqué ci-dessus, l'on craint que ces litiges maritimes ne s'intensifient avec la découverte de gisements pétrolifères en mer. Les participants à la recherche sur le terrain ont également signalé des cas de conflits entre éleveurs et agriculteurs.

« Des frictions existent entre les pêcheurs sénégalais et mauritaniens. En raison du fait que nous n'avons plus suffisamment de poissons, particulièrement les gros poissons dans les eaux sénégalaises, nos hommes sont obligés d'aller pêcher dans les eaux mauritaniennes pour avoir une bonne prise, surtout celles de grande taille. Et c'est cette situation qui cause beaucoup de tensions. »

– Groupe de discussion des femmes, Saint-Louis, Podor, Richard Toll

Les personnes interrogées n'ont pas identifié le terrorisme et la radicalisation comme une préoccupation dans la région de Saint-Louis, en grande partie grâce à la présence des confréries musulmanes. Comme l'a indiqué une personne interrogée à Saint-Louis : « Il n'y a pas de place pour les personnes qui n'ont pas d'appartenance, à cause des confréries. Tout nouveau mouvement radical serait contesté et marginalisé. » Les forces de sécurité et les unités anti-terroristes ont été identifiées comme d'autres sources de résilience dans ce domaine.

Les forces de sécurité ont été perçues comme généralement efficaces dans la sécurisation de la région, bien que des participants à la recherche sur le terrain aient noté que la police locale manque régulièrement de ressources et d'effectifs. Un jeune participant de Richard Toll a également indiqué que des tensions existent entre les forces de sécurité et les communautés locales en raison d'un manque de communication entre les deux.

Politique et gouvernance

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que l'État sénégalais est généralement présent et visible dans la région de Saint-Louis, bien que plusieurs personnes interrogées aient exprimé le sentiment que le gouvernement devrait faire davantage dans les domaines du développement des infrastructures et de la

prestation de services. Les participantes au groupe de discussion des femmes ont indiqué que la ville de Saint-Louis « est très engorgée et insalubre. Les bennes/camions chargés de l'enlèvement des déchets ne viennent pas assez souvent. Bien que chaque ménage paie 1 000 francs CFA par mois à la municipalité à cette fin, l'argent versé ne se traduit pas par un service de qualité. L'administration gouvernementale ne fait pas ce qu'elle devrait faire à cet égard. »

Les participants à la recherche sur le terrain ont souligné que les perceptions généralisées de corruption, de népotisme et de manque de transparence étaient les principales vulnérabilités dans la sphère politique. Un participant de Saint-Louis a raconté l'histoire d'un ministre du gouvernement qui aurait remercié la première dame pour son poste, en disant ceci : « si on est ministre, c'est grâce à elle ». D'autres participants ont noté un manque de transparence dans les marchés publics et une corruption mineure dont se rendent coupables les agents de l'administration.

« Au cours des dernières élections, ma belle sœur, qui est membre du parti au pouvoir, a remis à mon fils un billet de 2 000 CFA lorsqu'il lui a rendu visite. Mon fils m'a informé que sa tante lui avait remis cet argent en le tirant d'un grand sac rempli de billets de 2 000 CFA. Plus tard, nous avons appris que les responsables politiques avaient remis des billets de 2 000 aux électeurs pour soutenir le président. »

- Enseignant, Saint-Louis

Les perceptions de corruption s'étendent également aux opinions sur les élections dans la région. Plusieurs participants ont signalé des cas d'achat de voix lors des élections précédentes. D'autres ont fait remarquer que les politiciens manquent souvent de tenir leurs promesses électorales, ce qui entraîne une désillusion au sein de la population en général.

De nombreuses personnes interrogées ont fait état de ce que la représentation des femmes dans la sphère politique demeure limitée, en dépit de l'existence de lois sur la parité des sexes. Comme l'a indiqué une personne interrogée à Saint-Louis : « Les femmes dans l'arène politique sont là pour applaudir les hommes. » Les femmes seraient plus actives dans la sensibilisation et la mobilisation des électeurs que dans le rôle de prise de décisions, une situation que certains participants ont attribuée aux impératifs religieux et culturels, ainsi qu'au manque de formation.

Les acteurs non étatiques, notamment les groupes de la société civile, les chefs religieux et les mouvements sociaux, ont été identifiés comme jouant un important rôle de vigilance et comme étant impliqués dans le règlement de litiges. Certaines personnes interrogées ont toutefois indiqué que certains groupes de la société civile ont été cooptés par les intérêts des élites et font donc preuve de moins d'efficacité dans le travail visant l'amélioration de la société.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

En dépit des vulnérabilités et des risques listés ci-dessus, la région de Saint-Louis présente un certain nombre de facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui contribuent à atténuer ces risques. Les participants à la recherche sur le terrain ont particulièrement identifié le rôle des chefs religieux, des anciens, des chefs locaux et la pratique de la « tente à palabre » dans le règlement des conflits. Les confréries islamiques ont également été identifiées comme étant en mesure de jouer les médiateurs lors des tensions sociales et de prévenir la menace de radicalisation.

Les groupes de la société civile et les ONG, en particulier impliqués dans les activités de développement, ont également été considérés comme des facteurs de résilience positifs. Une personne interrogée a souligné le travail de Counterpart International, qui construit des salles

de classe dans la région. Les organismes et initiatives du gouvernement œuvrant au développement de l'infrastructure et les services sociaux ont également été considérés comme constituant des facteurs de résilience ; en particulier, les personnes interrogées ont désigné l'AEMO, le ministère de la Justice, le ministère de la Santé et de l'Action sociale, le programme de santé universel du pays et le réseau national de lutte contre le trafic.

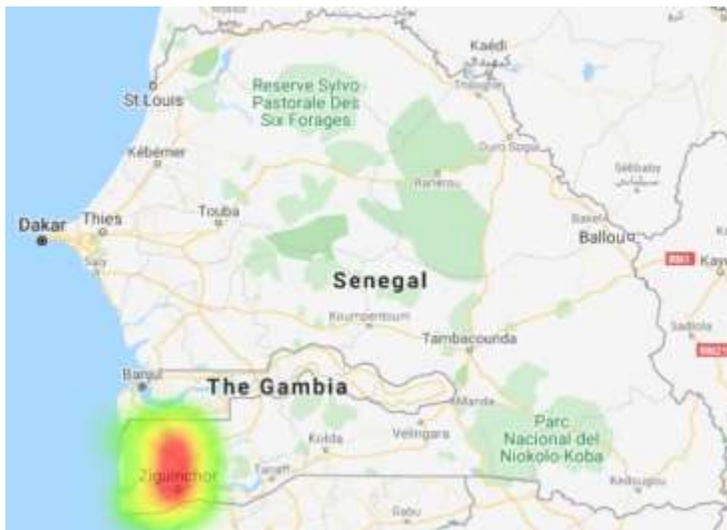
Les systèmes de microfinance et de crédit-tontine ont également été identifiés comme un facteur de

résilience économique, en particulier pour les femmes qui n'ont pas accès aux prêts bancaires ou au crédit classique. L'une des personnes interrogées a particulièrement souligné un programme de financement mis en œuvre par le ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant.

Finalement, la participation des groupes de femmes aux activités de sensibilisation sur les questions sociales et aux politiques gouvernementales ont été considérée comme constituant une source de résilience.

Région de Ziguinchor

La région de Ziguinchor est située dans la partie sud-ouest du Sénégal et fait frontière avec la région de Sédhiou à l'est, la Gambie au nord et la Guinée-Bissau au sud. La population de Ziguinchor est de 621 168 habitants selon les estimations de 2017 et est la troisième région la moins peuplée du Sénégal.¹²⁸ La principale activité économique de la région de Ziguinchor est l'agriculture (notamment la production de riz), mais la pêche constitue également une part importante de l'économie¹²⁹. Ziguinchor fait partie de la région généralement connue sous le nom de la Casamance, qui a été le siège d'un mouvement sécessionniste dirigé par le Mouvement des forces démocratiques de la Casamance (MFDC) depuis les années 1980.



Vulnérabilités structurelles

- Perceptions de corruption, de partialité et absence d'indépendance au sein du système judiciaire
- Méconnaissance du système judiciaire par les populations
- Fourniture limitée ou insuffisante d'infrastructures, de services de santé, d'éducation et de services sociaux
- Chômage des jeunes
- Exode rural et émigration illégale vers l'Europe
- Violence basée sur le genre
- Phénomène des enfants talibés et mauvaise application des mécanismes de protection des enfants
- Absence d'infrastructure de transport et de transformation
- Volatilité des cours des denrées alimentaires de base
- Impacts économiques du conflit en Casamance (y compris le déclin du tourisme et de l'agriculture, la fermeture d'entreprises)
- Activités économiques illicites, notamment le trafic de bois et de drogue
- Dégradation de l'environnement (élévation du niveau de la mer, salinisation des sols, déforestation, destruction des mangroves)
- Manque de financement et d'accès à la terre pour les femmes
- Criminalité
- Mauvaises relations entre les forces de sécurité et les populations locales

¹²⁸ « Région : Ziguinchor », Agence nationale de la statistique et de la démographie

¹²⁹ « Service régional de la statistique et de la démographie de Ziguinchor : Situation économique et sociale régionale 2014 », Agence nationale de la statistique et de la démographie, juillet 2017

	<ul style="list-style-type: none"> • Griefs historiques et perceptions de la marginalisation au niveau des communautés locales • Perceptions de corruption, partialité et absence de transparence dans la vie politique et aux élections • Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques
Risque induit par les évènements	<ul style="list-style-type: none"> • Échec de la médiation ou retrait des négociations de la faction du MFDC dirigés par Sadio • Reprise du conflit par le MFDC • Démarrage des opérations d'extraction de zircon par ASTRON • Conflits liés à la terre
Facteurs de résilience sociale et institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Leaders locaux et conseils de quartier, notamment en matière de résolution des conflits • Initiatives de développement soutenues par les communautés d'expatriés, les membres de la famille ou les communautés locales • ONG et groupes de la société civile • Projets de développement des infrastructures et de microfinancement • Cohésion religieuse et ethnique

État de droit

Si les participants à la recherche sur le terrain à Ziguinchor ont généralement indiqué que le système judiciaire était présent dans la région, les perceptions répandues de partialité, de corruption et d'absence d'indépendance judiciaire sapent la confiance dans les institutions de promotion de l'État de droit. Les personnes interrogées ont indiqué que le pouvoir judiciaire est sujet à l'ingérence du pouvoir exécutif et que les décisions judiciaires sont biaisées en faveur des riches et des partisans du parti au pouvoir. En outre, l'État de droit serait entravé par des déclarations faisant état de retards de traitement, d'arrestations arbitraires et d'une méconnaissance de la loi par les populations.

Ce manque de confiance dans le système judiciaire a contribué à des incidents de justice populaire et au recours à des mécanismes de règlement alternatifs et traditionnel des litiges. Si pour les conflits liés à la terre et les cas graves, la police ou le système judiciaire peut être saisi ; les participants ont déclaré que pour ce qui concerne les litiges (tels que les divorces ou querelles de

« Les gens volent le bétail, ils sont condamnés puis relâchés en très peu de temps. Par conséquent, la population ou les bergers battent le voleur à mort au lieu de le livrer à la justice car ils ont perdu toute confiance. »

- Chargé de cours, Ziguinchor

quartier), le règlement se fait souvent par les chefs locaux ou les conseils de quartier. Un participant issu de Kataba a indiqué que la communauté avait créé une association de soutien aux initiatives de paix et de développement pour résoudre les conflits. De même, les personnes interrogées dans le groupe de discussion des femmes ont noté que les membres de la communauté à Sindian ont créé un comité d'intervention pour résoudre tout problème découlant des tournois de football des Navétanes. Certes l'implication des chefs locaux dans le règlement des litiges a souvent été considérée comme positive, mais l'on note que le recours à des acteurs non étatiques peut être au préjudice des femmes, en particulier dans les cas de violence conjugale.

« Dans le quartier de Tilène, un homme a violé deux sœurs, entraînant une grossesse chez l'une d'entre elles. La CLVF (Commission de lutte contre la violence à l'égard des femmes) s'est battue pour obtenir sa condamnation. Toutefois, grâce à l'intervention des politiciens qui cherchent la reconnaissance des marabouts (le coupable est le fils d'un éminent marabout) il a été relâché après quelques mois de détention. »

- Groupe de discussion des femmes, Ziguinchor

La violence conjugale et sexuelle a été évoquée comme une préoccupation clé à laquelle les femmes et les filles sont confrontées dans la région de Ziguinchor ; mais les personnes interrogées ont indiqué que plusieurs de femmes n'ont pas connaissance des protections et services juridiques relatifs au viol, aux agressions et à la violence conjugale. Ce manque de connaissances, ainsi que la stigmatisation sociale persistante, ont contribué à la faiblesse constante des niveaux de dénonciation de ces questions.

Population et démographie

Une préoccupation clé des participants à la recherche sur le terrain a été l'absence d'infrastructures et de services sociaux dans la région de Ziguinchor, particulièrement en milieu rural. Les personnes interrogées ont noté que les

« Dans le cas de Bignona, les services ne sont pas accessibles. Dans ce département, les malades sont évacués vers Ziguinchor. Il n'existe pas d'hôpital capable de recevoir tous les cas de patients pour une si grande ville. L'on note un déficit d'ambulance. Nous avons du mal à sentir la présence de l'État à nos côtés, en particulier ses services. »

- Groupe de discussion des hommes, Ziguinchor

communautés rurales, et même certaines parties des zones urbaines telles que la ville de Ziguinchor, n'ont pas accès à l'eau potable, à l'électricité, aux infrastructures éducatives et aux soins de santé. Un participant venant de Karabane a indiqué que la communauté avait réhabilité de vieilles granges pour en faire des salles de classe, tandis que d'autres participants ont relevé que l'absence d'écoles rurales pousse souvent les élèves à aller étudier dans les zones urbaines, voire dans d'autres pays comme la Gambie, ce qui les rend plus vulnérables à l'exploitation. Dans le cas des services de santé, les personnes interrogées ont indiqué que les patients doivent parcourir de longues distances pour avoir accès aux soins et que les hôpitaux et les centres de santé manquent souvent d'équipement, de ressources et de personnel formé. Les participantes au groupe de discussion des femmes ont noté que la nécessité de parcourir de longues distances dissuade de nombreuses femmes en état de grossesse de se faire soigner, ce qui augmente les cas de mortalité maternelle et infantile. En l'absence d'infrastructures et de services publics dans la région, les personnes interrogées ont indiqué que les expatriés, les membres de leur famille se trouvant dans d'autres parties du pays et les communautés elles-mêmes se réunissent souvent pour collecter des fonds et construire des écoles, des puits et autres services.

Une autre préoccupation soulevée par les participants à la recherche sur le terrain était le chômage et la migration des jeunes. La décennie de conflit en Casamance a entraîné un déclin de l'agriculture et du tourisme, activités qui ont traditionnellement fourni des emplois à plusieurs jeunes, en particulier le long de la côte. L'absence d'opportunités économiques pour les jeunes aurait contribué à une forte tendance à l'exode rural et à les pousser de plus en plus à l'émigration illégale vers l'Europe.

Comme indiqué plus haut, les femmes et les filles de la région de Ziguinchor sont confrontées à des niveaux élevés de violence basée sur le genre,

notamment au viol et à la violence conjugale. Les participantes au groupe de discussion des femmes ont déclaré que les femmes sont particulièrement vulnérables aux agressions lorsqu'elles travaillent dans les champs ou lorsqu'elles se déplacent d'une communauté à l'autre. La stigmatisation culturelle au tour de ces questions demeure forte, et une personne interrogée a fait observer que les familles exigent souvent les mariages précoces pour couvrir les cas de grossesse ou d'abus. Parmi les préoccupations des femmes et filles de la région de Ziguinchor, figurent les grossesses précoces et la prostitution. Certaines personnes interrogées ont fait observer que de nombreuses prostituées à Ziguinchor ne sont pas sénégalaises, mais viennent plutôt de la Guinée-Bissau.

Enfin, les participants à la recherche sur le terrain ont fait état de la persistance du phénomène des enfants talibés dans la région de Ziguinchor, et ce, en dépit de l'existence de mesures de protection des enfants visant à lutter contre ce fléau. Les personnes interrogées ont noté qu'un grand nombre des enfants talibés de la région ne sont pas sénégalais, mais sont plutôt originaires de pays voisins tels que la Guinée-Bissau, la Guinée et la Gambie. Plusieurs organisations travaillant dans le domaine de la protection des enfants seraient actives dans la région de Ziguinchor ; les participants ont souligné le travail d'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), du Futur au présent (FAP) et d'ENDA (Environnement et développement du tiers monde).

Économie et ressources

L'économie de la région de Ziguinchor est largement tributaire de l'agriculture, notamment de la production de noix de cajou, de riz et de mangues, ainsi que de la pêche. Si la région a un potentiel économique important, elle demeure toutefois pauvre ; de plus, la productivité économique est entravée par une absence d'infrastructures de transport et de transformation, ainsi que d'installations de refroidissement et d'entreposage nécessaires au transport des

« La région de la Casamance manque d'infrastructure de transformation. Le jus Rani que l'on boit au Sénégal est fabriqué à base de mangues provenant du Maroc, alors que cette région produit d'excellentes mangues et disposent de variétés rares. Cependant, une grande partie de la production pourrait ici, faute d'infrastructure de transformation. »

- Groupe de discussion des femmes, Ziguinchor

produits agricoles et autres produits frais. L'isolement de la région par rapport au reste du Sénégal fait qu'il est difficile pour les agriculteurs et les pêcheurs d'accéder aux marchés ; en outre, les participants à la recherche sur le terrain ont exprimé leur frustration face aux retards accusés dans la construction de routes telles que la RN6 qui relierait Ziguinchor à d'autres régions. La mauvaise qualité des infrastructures de la région est également exacerbée par la capacité limitée de transport maritime et du port le long des côtes de Ziguinchor.

Une préoccupation clé soulevée par les participants à la recherche sur le terrain a été la hausse du prix des denrées alimentaires de base et la volatilité des prix. Les prix des denrées alimentaires connaîtraient une hausse au cours périodes de fêtes comme la tabaski (Eïd al-Adha). En outre, l'emplacement de la région et la mauvaise qualité des infrastructures entraînent une hausse des prix des denrées alimentaires et autres produits vendus en Casamance, dans la mesure où les commerçants payent des frais ou taxes de transport plus élevés pour acheminer les produits par le biais de la Gambie afin d'atteindre Ziguinchor. La hausse des prix a eu un impact sur la sécurité alimentaire des populations vulnérables, en particulier en milieu rural. Comme l'indiquaient les participantes au groupe de discussion des femmes : « les populations n'ont plus de légumes dans leur régime alimentaire

puisqu'elles vendent tous leurs légumes et fruits pour acheter de l'huile et du riz ».

En outre, les décennies de conflit en Casamance ont eu une incidence négative sur l'économie de Ziguinchor. Le déclin du tourisme et la fermeture des hôtels au Cap Skirring ont contribué à la hausse du chômage chez les jeunes, qui travaillaient traditionnellement comme guides touristiques. Le conflit a également entraîné la fermeture d'usines de transformation de fruits de mer et d'autres entreprises qui fournissaient des emplois à de nombreuses femmes dans la région. La production agricole a également été entravée par la présence de mines, les agriculteurs ne pouvant plus accéder à leurs champs.

L'insécurité en Casamance et l'absence de contrôles dans les zones rurales ont également contribué à l'accroissement de la contrebande et des activités économiques illicites dans la région de Ziguinchor, particulièrement le long des frontières gambienne et bissau-guinéenne. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé des cas d'exploitation forestière illégale et de trafic de bois, de trafic de drogue (dans la mesure où Ziguinchor sert d'itinéraire de transport en direction et en provenance de la Guinée-Bissau) et de production de cannabis. Une personne interrogée a indiqué que le bois sénégalais est souvent introduit de manière clandestine en Gambie avant d'être exporté, notant que bien que la Gambie dispose de peu de forêts, ce pays a été déclarée quatrième exportateur de palissandre vers la Chine.¹³⁰ Les personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain ont également noté que cette économie illicite est stimulée par des taux élevés de pauvreté et de chômage des jeunes, ainsi que par la corruption des gardes forestiers et des forces de sécurité qui tirent parti du commerce illégal. Plusieurs factions du MFDC sont également impliquées dans l'exploitation forestière illégale et la culture du cannabis, bien que l'aile dirigée par

Sadio ait interdit ces activités. L'implication des groupes rebelles à ces activités a soulevé des inquiétudes autour de la possibilité que le MFDC finance une reprise du conflit, ou que la création d'une « économie de guerre » diminue la volonté politique de négocier ou de mettre fin au conflit.

Tel que noté ci-dessus, l'absence d'opportunités d'emploi pour les jeunes est une préoccupation dans la région de Ziguinchor et a contribué à l'implication des jeunes dans le trafic de drogue ainsi qu'aux tendances à l'exode rural et à l'émigration illégale vers l'Europe. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué qu'il existe peu d'emplois dans le secteur privé et que les jeunes manquent de formation professionnelle appropriée. Comme l'a indiqué une des personnes interrogées : « Les jeunes sont tous impliqués dans la conduite de motos Jakarta alors que certains d'entre eux sont même titulaires d'un diplôme d'études approfondies (DEA) ».

Les conflits liés à la terre et aux ressources constituent également une question principale dans la région de Ziguinchor. Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé des cas d'accaparement et d'expropriation de terres par le MFDC ou les autorités locales, ainsi que de conflits intercommunautaires et transfrontaliers concernant la délimitation des frontières. Plusieurs personnes interrogées ont cité l'exemple d'un conflit transfrontalier entre la ville sénégalaise de Touba Tranquille et le village gambien de Dar Salam au sujet de la propriété des terres agricoles. Les participants au groupe discussion des femmes ont également noté une hausse des affrontements violents en raison de l'exploitation forestière illégale alors que les propriétaires fonciers essaient de protéger leurs terres.

Une préoccupation majeure liée aux ressources soulevée par les participants à la recherche sur le terrain a été l'établissement d'une opération

¹³⁰ « Analyse du commerce axé sur la demande des essences de bois de Hongmu : Impacts de la non-viabilité et de l'illégalité sur les régions sources », Convention sur le commerce

international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), 2016

d'extraction de zircon et de sables minéralisés par la société australienne Astron dans la ville de Niafarang. Les personnes interrogées ont fait état de l'opposition des communautés locales à l'opération qui, selon elles, entraînera des déplacements de populations, la dégradation de l'environnement et la destruction de la barre de sable qui sert actuellement de digue naturelle pour empêcher la mer d'inonder les rizières et les maisons. Les groupes locaux ont également critiqué les plans de remise en état et les prestations sociales d'Astron en les jugeant insuffisants. L'opération a provoqué des tensions et des protestations, notamment des manifestations à Niafarang, Ziguinchor et entre les populations de la diaspora en Espagne, en France et au Canada¹³¹. Des préoccupations ont également été soulevées au sujet de la possibilité que l'extraction de zircon déclenche un conflit plus vaste, puisque le MFDC a récemment publié une déclaration condamnant le projet¹³². Le démarrage des opérations du projet d'Astron est actuellement prévu pour octobre 2017.

« Les populations de Niafarang vivent de l'exploitation du riz, et des mangroves où elles font pousser des moules. Les propriétaires fonciers veulent garder leurs terres. »

- Groupe de discussion des femmes, Ziguinchor

Outre les pressions foncières et les tensions liées à l'exploitation minière, les participants à la recherche sur le terrain ont souligné un certain nombre de questions environnementales qui menacent les moyens de subsistance dans la région de Ziguinchor. Les personnes interrogées ont signalé l'élévation du niveau de la mer et la salinisation croissante des terres dans les régions côtières (qui affecte les eaux souterraines et l'agriculture) ainsi que la déforestation et la

¹³¹ « Actions contre le Zircon en images...Paris, Ziguinchor, Catalogne, Québec », Casamance, septembre 2017

destruction des mangroves. Plusieurs femmes élèvent des huîtres dans les mangroves, et les participantes au groupe de discussion des femmes ont indiqué ceci : « à cause de la disparition de la mangrove, il n'y a plus d'huîtres et on cultive moins de riz en raison de la salinisation. » Une personne interrogée issue de Karabane a également signalé une diminution des stocks halieutiques. Cependant, comme source de résilience, un dirigeant de la société civile originaire de Kataba a souligné le travail des militants écologistes dans la lutte contre la déforestation. Les communautés ont créé des comités transfrontaliers et des comités de surveillance des forêts pour combattre la déforestation, et des groupes locaux ont créé un festival des forêts avec les communautés tant sénégalaises que gambiennes pour assurer la sensibilisation et promouvoir l'utilisation de formes alternatives de charbon de bois (créé à partir de feuilles et de déchets).

Enfin, les personnes interrogées ont indiqué que les femmes jouent un rôle économique primordial dans la région de Ziguinchor, notamment dans la production agricole, en tant que vendeuses et travailleuses dans les usines industrielles et dans la gestion des ménages. Toutefois, les participants ont noté que les femmes ont un accès difficile au financement et à la terre, dans la mesure où l'accès à la terre est souvent régi par les traditions et le droit coutumier. Afin d'améliorer l'accès des femmes au financement, une personne interrogée a souligné le rôle joué par les initiatives de microcrédit, notamment la Coopérative autonome pour le renforcement des initiatives économiques par la microfinance (CAURIE-MF) et l'Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC).

Sécurité

Les participants à la recherche sur le terrain ont signalé que la sécurité globale dans la région de Ziguinchor s'est améliorée depuis la déclaration du

¹³² « Les rebelles sénégalais lancent un avertissement au sujet de la mine de sables minéraux d'Astron », Farge, E., Reuters, septembre 2017

cessez-le-feu avec le MFDC en 2014. Toutefois, les personnes interrogées ont indiqué que cette relative accalmie demeure précaire et qu'il existe un certain nombre de questions qui pourraient entraîner une reprise du conflit. Si une faction du MFDC (conduite par Salif Sadio) a participé aux pourparlers sous la médiation de la Communauté Sant'Egidio depuis 2012, les autres factions du MFDC sont exclues des négociations, chose que plusieurs participants considèrent comme une menace à la sécurité. En outre, les participants ont indiqué que les principaux déclencheurs du conflit en Casamance, notamment la demande d'indépendance de la Casamance et des griefs historiques au sujet des perceptions de la marginalisation, sont soit traités de manière inappropriée, soit exclus du programme des négociations. Une personne interrogée a également noté que la faction du MFDC de Sadio était historiquement soutenue par l'ancien président gambien Yahya Jammeh, et que le déploiement des troupes de la CEDEAO et le départ de Jammeh pourraient potentiellement pousser Sadio à se retirer des négociations. Dans l'ensemble, les personnes interrogées ont appelé à une approche plus inclusive des négociations de paix en cours afin d'empêcher le retour au conflit.

Comme indiqué ci-dessus, des tensions ont récemment éclaté dans la région de Ziguinchor au sujet des opérations proposées d'extraction de zircon par Astron. Les personnes interrogées se

« Je pense que parler de paix signifierait qu'il existe des accords entre des parties en conflit, toutefois le seul accord existant est un cessez-le feu. Il ne s'agit donc d'une situation de ni paix ni guerre que j'appellerais une situation armée. Il n'y a pas de guerre mais les militaires aussi bien que les rebelles demeurent armés. »

- Chargé de cours, Ziguinchor

¹³³ « Les rebelles sénégalais lancent un avertissement sur la mine de sable minéral d'Astron », Farge, E., Reuters, septembre 2017

sont dites préoccupés par le fait que ce projet ne puisse déclencher la violence dans la région, les factions du MFDC ont récemment publié une déclaration commune contre ces opérations, la qualifiant de « déclaration de guerre. »¹³³ Une personne interrogée a fait remarquer que le déploiement de troupes gouvernementales visant à protéger les sites miniers pourrait être considéré comme une autre provocation.

Outre la menace d'une reprise du conflit par le MFDC, les participants ont souligné que le banditisme armé (en particulier dans les zones frontalières), le crime, le vol de bétail, le viol et le trafic de drogue et d'armes légères comme étant des préoccupations clés en matière de sécurité dans la région de Ziguinchor. Les personnes interrogées ont noté que les incidents de vol de bétail sont particulièrement répandus le long de la frontière entre le Sénégal et la Guinée-Bissau, et que les communautés se sont organisées afin de se protéger contre ce problème. Les participants au groupe de discussion des femmes ont déclaré que les bandits armés, les toxicomanes et les combattants du MFDC sont impliqués dans des cas de viol et que les chauffeurs de motos Jakarta sont impliqués dans la facilitation de la prostitution et l'exécution d'enlèvements.

Bien que les forces de sécurité soient présentes dans de nombreuses parties de la région (principalement dans les zones urbaines), les participants à la recherche sur le terrain ont caractérisé la relation entre les forces de sécurité et les populations locales comme étant généralement mauvaise. Plusieurs personnes interrogées ont fait valoir l'idée que les forces de sécurité sont sur place pour protéger le gouvernement ou les propriétés minières plutôt que les populations locales. D'autres ont indiqué que les forces de sécurité réagissent aux manifestations, souvent menées par des étudiants, avec une force disproportionnée. Les

participantes au groupe de discussion des femmes ont indiqué que les forces de sécurité : « appellent des renforts de Dakar avec des avions militaires ou en provenance de la brigade de Bignona » en réponse aux manifestations. Ces femmes ont également noté que les forces de sécurité et la police sont impliquées dans les cas de grossesse des jeunes filles dans la région. Les abus des forces de sécurité et les tensions avec les populations locales contribuent à attiser les griefs historiques à l'encontre de l'État sénégalais dans la région de la Casamance.

Enfin, les personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain n'ont pas identifié la radicalisation religieuse comme étant une préoccupation dans la région de Ziguinchor, citant un contexte culturel et religieux commun et la nature pacifique de l'Islam soufi.

Politique et gouvernance

Les personnes interrogées à Ziguinchor ont fait état de perceptions généralisées de corruption, de partialité et d'absence de transparence dans le système politique. Les participants ont cité des cas de corruption mineure parmi les administrateurs locaux et les forces de sécurité – tels que des pots-de-vin le long des routes et dans le cadre du traitement des documents – ainsi que des cas présumés d'achat de voix ou de mise en œuvre de projets avec des fonds publics pour influencer les votes avant les élections. Les participants au groupe de discussion des hommes ont également critiqué le manque de transparence dans l'allocation du budget de l'État, en indiquant que « entre le budget déclaré et les réalisations [liées à ces fonds] l'on note toujours un déphasage ». Plusieurs participants ont également indiqué que les liens personnels et politiques avec le parti au pouvoir peuvent avoir une incidence sur les opportunités d'emploi et influencer l'issue des affaires dont sont saisis les tribunaux.

Ces expériences négatives exacerbent les griefs existants à Ziguinchor qui découlent de l'isolement

historique et continu et de la perception de marginalisation de la région de la Casamance. Une personne interrogée a fait état d'un sentiment de déconnexion entre les administrateurs du nord du pays et les fonctionnaires locaux, alors que les participants au groupe de discussion des jeunes ont indiqué que : « la politique est l'affaire des populations du nord. Cette région ne compte pas sur la scène politique. » Plusieurs participants ont également exprimé leur frustration face au manque d'investissements publics dans les infrastructures visant à relier la Casamance au reste du pays.

Les personnes interrogées ont également indiqué que les femmes et les jeunes demeurent sous-représentés dans la prise de décisions politiques, bien que plusieurs d'entre elles aient noté que la loi nationale sur la parité entre les sexes est en train d'accroître la participation des femmes. Une personne interrogée a qualifié la loi sur la parité de « levier qui surmonte la culture », dans la mesure où de nombreuses femmes sont confrontées aux normes sociales, à de faible niveau d'instruction et à des obstacles culturels à la participation politique. Les participants ont cité plusieurs exemples de représentation croissante des femmes, notamment l'implication dans le processus de paix en Casamance par le biais de la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance et l'acceptation croissante de l'implication des femmes des dirigeants dans la gestion des affaires politiques. En outre, une personne interrogée a noté que dans certaines régions (telles que la Basse Casamance, où l'animisme ou la religion indigène est plus généralement pratiquée), les femmes peuvent également assumer des rôles de leaders religieux. Les jeunes s'engageraient dans la politique en tant que partisans de partis politiques (et ont quelquefois été impliqués dans les violences politiques lors des récentes élections locales), mais ils ne sont pas représentés dans le processus décisionnel formel.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Au cours des entretiens avec les informateurs clés et les groupes de discussion, les participants à la recherche sur le terrain ont identifié plusieurs facteurs de résilience sociale et institutionnelle dans la région de Ziguinchor. Les projets menés par les ONG et autres organisations locales, nationales et internationales de la société civile ont constitué une source principale de résilience. Les personnes interrogées ont identifié, des projets dans les domaines des droits des femmes, de la santé, de la sécurité alimentaire, des questions environnementales, de la médiation et de le règlement des conflits, ainsi que de la protection des enfants, réalisés par divers groupes, notamment la Plateforme des femmes pour la paix en Casamance, le Centre pour le dialogue humanitaire, SOS Casamance, ENDA (Environnement et développement du tiers monde), Ditoukarabane, Construire la Paix (COPI), Action éducative en milieu ouvert (AEMO) et Futur au présent (FAP). En outre, plusieurs personnes interrogées ont discuté du rôle positif des initiatives communautaires et transfrontalières organisées au niveau local, en particulier dans les domaines de la protection de l'environnement et du règlement des conflits. Un participant de Kataba a fait état de ce que les communautés ont créé les initiatives de l'Association de soutien à la paix et au développement pour résoudre les conflits intercommunautaires. Un dirigeant de la société civile a également noté la création de comités transfrontaliers et d'un festival des forêts qui sont organisés conjointement avec les

communautés gambiennes, dans le but de lutter contre la déforestation.

Les programmes de développement de l'infrastructure et de développement économique ont également été identifiés comme étant des facteurs de résilience positifs. Une personne interrogée a cité un projet d'infrastructure (Programme d'urgence de modernisation des axes et territoires frontaliers – PUMA) dont tirent parti les villes frontalières et la région de Casamance dans son ensemble. Une autre personne interrogée a salué le rôle des initiatives de microfinance telles que la Coopérative autonome pour le renforcement des initiatives économiques par la microfinance (CAURIE-MF) et l'association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC) en vue d'aider les femmes à accéder au financement.

Dans le domaine de la sécurité en particulier, les participants à la recherche sur le terrain ont cité le contexte culturel commun de la région, la coexistence interreligieuse et la nature pacifique de l'islam soufi comme autant de sources de résilience afin de prévenir la radicalisation ou les conflits. Une personne interrogée a noté que les liens culturels, linguistiques et religieux communs avec les pays voisins comme la Gambie et la Guinée-Bissau peuvent également contribuer à réduire le risque de conflits transfrontaliers à grande échelle.

Enfin, tel qu'indiqué plus haut, les conseils de quartier et les dirigeants locaux jouent un rôle important dans le règlement des conflits. Les mariages mixtes entre groupes ethniques ont été cités comme un facteur de résilience qui a contribué à la cohésion et à la paix.

Conclusion et recommandations

Le Sénégal dispose d'une topographie diversifiée de forêts, de déserts, de lacs et de côtes. Comparé à ses voisins, c'est également un pays paisible et bien développé qui contribue à l'essor de l'industrie du tourisme. Les résultats de la recherche laissent penser qu'il est résilient d'un point de vue structurel, comparativement à ses voisins, en particulier concernant les piliers Politique/gouvernance et Sécurité.

Toutefois, certaines vulnérabilités subsistent au niveau infranational, notamment le mouvement séparatiste de longue date présent dans la région de la Casamance, ainsi que certaines tensions transfrontalières et certains réseaux de contrebande, notamment la contrebande de bois. Afin de s'attaquer aux causes profondes de ces vulnérabilités, le gouvernement sénégalais a investi dans le développement des régions administratives qui constituent la Casamance (à savoir, Ziguinchor, Sédhiou et Kolda), mais le transfert du pouvoir en Gambie en 2017 présente certaines incertitudes quant à la façon dont les négociations pourraient se poursuivre, vu le soutien du président Yahya Jammeh au MFDC. En outre, la possibilité d'un débordement de la violence extrémiste en provenance des pays voisins suscite des inquiétudes, même si, jusqu'à présent, elle n'a pas posé un défi de taille. À titre d'exemple, contrairement au Burkina Faso et à la Côte d'Ivoire, le Sénégal n'a pas connu d'attentats terroristes meurtriers émanant du Mali. Le problème des enfants talibés qui vivent dans les daaras et qui sont contraints par leurs enseignants à mendier est une préoccupation qui pose des risques sociaux ou de sécurité au bout du compte¹³⁴. Avec une croissance démographique de 2,9 %, le Sénégal connaîtra une pression démographique accrue qu'il faudra gérer.

Le Sénégal est relativement pauvre en termes de PIB par habitant comparativement aux pays plus riches de la CEDEAO que sont le Nigéria, le Ghana et Cabo-Verde, mais les récentes découvertes de pétrole pourraient assez rapidement changer ce profil au cours des prochaines années. La façon dont le Sénégal gère ce boom pétrolier déterminera sa trajectoire en termes de diversification, d'inégalité et de tensions communautaires éventuelles qui pourraient être provoquées par la concurrence pour les ressources si elle n'est pas bien gérée.

Le dialogue et la consultation avec les communautés seront essentiels pour s'attaquer aux risques et vulnérabilités décrits en détail dans le présent rapport. Heureusement, le Sénégal a des antécédents de coexistence ethnique et religieuse de longue date. La société civile, les dirigeants communautaires et chefs religieux jouent un rôle important dans la création de plateformes de collaboration et de règlement de problèmes. Ces plateformes devraient être facilitées et exploitées par le gouvernement et le secteur privé pour un développement tenant compte des conflits et pour éviter des conséquences non-désirées à l'avenir.

Il sera également important de poursuivre le renforcement du système politique. Les conclusions laissent penser que le Sénégal est assez robuste en termes de légitimité et de représentativité perçues de son leadership politique, bien qu'il existe quelques cas de violence électorale, notamment lors des élections législatives de 2017. Nonobstant ces cas, la force du système politique sénégalais sera une importante source de résilience dans les années à venir.

¹³⁴ « Je continue de voir les enfants talibés mendier », Human Rights Watch, juillet 2017

État de droit

- Encourager et étendre l'utilisation des mécanismes alternatifs de règlement des conflits et de médiation.
- Assurer la sensibilisation sur les crimes de violence basée sur le genre (VBG) au sein du système de justice traditionnelle
- Soutenir les programmes visant à sensibiliser et soutenir les victimes de violence basée sur le genre
- Renforcer et améliorer l'accès des populations vulnérables à la justice
- Renforcer la transparence et la redevabilité au sein du système judiciaire
- Renforcer l'indépendance du système judiciaire

Population et démographie

- Soutenir les programmes tenant compte des sensibilités culturelles dans la lutte contre les problèmes des mutilations génitales féminines et de l'excision (MGF/E) ainsi que de la planification familiale
- Soutenir les initiatives de formation professionnelle et de création d'emplois afin d'engager la population de jeunes.
- Encourager l'évaluation des programmes d'enseignement pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins du pays
- Renforcer la coordination entre les ministères et les acteurs chargés de la protection des enfants
- Renforcer les initiatives actuelles de lutte contre le phénomène des enfants talibés et le plan national de lutte contre la traite des êtres humains
- Renforcer la mise en œuvre des instruments de protection des enfants
- Moderniser les daaras d'éducation islamique et les intégrer à l'enseignement général.

Économie et ressources

- Soutenir et élargir les programmes de microfinancement et de formation, en particulier à l'appui des initiatives menées par les femmes et les jeunes.
- Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)
- Renforcer la mise en œuvre de politiques respectueuses de l'environnement pour faire face au changement climatique
- Élaborer des programmes visant à diversifier l'économie
- S'assurer que les grandes entreprises minières se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière d'affaires et de droits de l'homme, avec des mécanismes en place permettant aux communautés touchées d'obtenir réparation
- Promouvoir la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé, afin d'encourager l'investissement

Sécurité

- Soutenir des programmes bilatéraux et multilatéraux d'assistance à la formation, afin de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des forces de sécurité
- Encourager les partenariats entre les OSC et les forces de sécurité ainsi que les communautés locales, afin de renforcer la sécurité
- Travailler en collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux pour faire face aux grandes tendances régionales de l'insécurité et de l'extrémisme violent.
- Créer des plateformes de dialogue transfrontalier entre les communautés sénégalaises et mauritaniennes pour faire face aux tensions sous-jacentes dues à la transhumance, à la pêche et

potentiellement aux gisements de gaz nouvellement découverts.

Politique et gouvernance

- Assurer la surveillance des élections prochaines, afin de promouvoir la transparence
- Promouvoir les initiatives visant à renforcer la bonne gouvernance et la transparence
- Promouvoir la mise en œuvre et l'application de la loi instituant la parité homme-femme
- Soutenir les programmes de formation et d'implication des femmes dans la prise de décisions politiques

Annexe A : Échantillon de données

Phase	Dimension	Source	Métrique	Échantillon
Phase 1 : Étude documentaire	Résilience	Analyse des réseaux des parties prenantes (SNA)	Enquête	23 acteurs de la paix/sécurité
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ECOWARN	Rapports de situation	940 rapports
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales est/sont protégé(s) contre toute ingérence politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales élabore(nt) des rapports accessibles en temps opportun au public avant et après toute élection nationale.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Processus électoral et pluralisme	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Participation politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Fonctionnement du gouvernement	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)	Taux moyen de participation aux élections législatives	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Transparency International	Perception de la corruption	15 (toutes les données des États membres de la

				CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de transformation Bertelsmann (BTI)	Intégration politique et sociale	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Freedom House	Droits politiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Proportion de sièges occupés par des femmes au parlement national	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice Mo Ibrahim	Sécurité des personnes	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ONU, CEDEAO, UA	Opérations de paix	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ACLED	Pertes en vies humaines dues aux conflits par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	UPPSALA	Présence/Conflit avec des groupes armés non étatiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique – Amnesty	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique – État	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique – Human Rights Watch	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile	15 (toutes les données des États membres de la

			(différence entre 2015 et 2014) par habitant	CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les juges des juridictions nationales donnent les motifs sous-tendant leurs décisions/jugements.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre de hauts responsables politiques et/ou de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit font l'objet d'enquête menée par un organe indépendant.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organe ou les organes qui enquête(nt) sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s).	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de dénoncer les cas d'inconduite des agents de police ou d'usage abusif de la force est efficace	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Rapport de la Banque mondiale sur les droits de l'homme et le droit	Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi exige-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi impose-t-elle la non-discrimination liée au genre en matière de recrutement ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Le licenciement des travailleuses enceintes est-il interdit ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Coefficient de Gini	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gini WYD	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Part du revenu détenue par les 10 % les plus riches	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gravité du déficit nutritionnel (kilocalories par personne et par jour)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	PIB par habitant, PPA (en dollars internationaux courants)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 24 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux (brut) de scolarisation dans le primaire et le secondaire, indice de parité entre les sexes (IPS)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux d'emploi par rapport à la population de femmes âgées de 15 à 24 ans (%) (estimation de l'OIT modélisée)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Âge médian	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Croissance démographique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge des filles (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances vivantes)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Espérance de vie à la naissance des femmes (en années)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale - Les femmes, l'entreprise et le droit	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en couple avant l'âge de 18 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ECOWARN	Rapports d'incident	849 (après réduction des doublons et de la pertinence)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ACLED	Incidents	613
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Groupes de discussion	Répartis selon les hommes, les femmes et les jeunes	21
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Entretiens avec les informateurs clés	Éminentes personnalités et experts locaux, y compris les responsables gouvernementaux	37

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs ont été définis en fonction de leur pertinence et de leur mesurabilité. Des sources de données ont ensuite été identifiées auprès d'institutions reconnues telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que d'universités, d'instituts de recherche et de groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe en **Annexe A**. Au cours de la sélection et du test de l'indice, on a évalué la disponibilité des données, afin de garantir une distribution égale des notes.

Procédé : Calcul des notes

L'indice est noté suivant une échelle allant de 1 à 10, la note 1 représentant le niveau le plus élevé de vulnérabilité et la note 10 le niveau le plus faible de vulnérabilité. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré dans les notes des indicateurs et des piliers.

1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données avec des courbes et des distributions très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données afin qu'elles puissent faire l'objet d'une comparaison idoine. Si l'on ne situe pas les données dans le contexte du groupe plus large de chiffres, leur signification peut être biaisée. Par conséquent, le processus de détermination de la moyenne et de calcul de l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis l'utilisation de ces éléments pour estimer une distribution normale, peuvent être exploités pour produire cette interprétation. La formule gaussienne de normalisation est décrite ci-dessous.

Si μ est la moyenne

σ^2 est la variance

x est la variable indépendante

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi} \sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la grandeur calculée pour indiquer l'amplitude de l'écart pour un groupe de chiffres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour déterminer la manière dont les variables sont normalement distribuées de façon approximative. Dans le contexte de cet outil, il aidera à comprendre le niveau auquel se situent les pays les uns par rapport aux autres au sein de la distribution des groupes d'un ensemble particulier de données.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données sont indisponibles pour certains pays, mais pas pour d'autres), les points de données par pays sont laissés vides. Cela permet de faire en sorte qu'on n'attribue pas une note artificielle aux pays lorsqu'il n'existe pas de données.

2. Mise à l'échelle

Pour créer un indice où les pays sont notés dans un champ défini, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle afin de pouvoir intégrer les notes. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, la note 10 représentant le plus faible niveau de vulnérabilité. La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de distribution allant de [min, max] à [MIN, MAX], en fonction de la nouvelle échelle des valeurs pour les marges supérieures et inférieures de la distribution.

$$X = MIN + \frac{(MAX - MIN)}{(max - min)} \times (x - min)$$

3. Agrégation

Chaque indicateur peut être composé d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer le seul indicateur, les ensembles de données ont tous été mis à l'échelle en fonction des notes préliminaires de l'indice (allant de 1 à 10), tel qu'indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces notes a ensuite été calculée pour obtenir une note finale pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en mettant à l'échelle les notes des indicateurs.

Annexe C : Références additionnelles

Barma, N.H., Huybens, E. & Viñuela, L. 'Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts', World Bank Group, September 2014 <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0269-0>

'Johns Hopkins School of Advanced International Studies 'Casamance: Understanding Conflict 2016', 2016 https://www.sais-jhu.edu/sites/default/files/2016%20Casamance%20Report%2028%20March_0.pdf

Kodila-Tedika, O., Simplicite, A. 'State fragility, rent seeking and lobbying: evidence from African data', International Journal of Social Economics, 2016, Vol. 43: numéro 10 <http://www.emeraldinsight.com/doi/abs/10.1108/IJSE-11-2014-0234>

Loison, S. and Bignebat, C. 'Patterns and Determinants of Household Income Diversification in Rural Senegal and Kenya', Journal of Poverty Alleviation and International Development, 2017, Vol. 8: numéro 1 [http://portal.research.lu.se/portal/en/publications/patterns-and-determinants-of-household-income-diversification-in-rural-senegal-and-kenya\(3c2faba8-d277-4934-af80-e956fae1acbc\).html](http://portal.research.lu.se/portal/en/publications/patterns-and-determinants-of-household-income-diversification-in-rural-senegal-and-kenya(3c2faba8-d277-4934-af80-e956fae1acbc).html)

«NZAID 'Conflict-Risk Assessment Guideline' 2008 <http://www.gaportal.org/resources/detail/nzaid-conflict-risk-assessment-guideline>

'OECD ' States of Fragility 2016: Understanding Violence', 2016 http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1

'Theobald, A. "Successful or Failed Rebellion? The Casamance Conflict from a Framing Perspective", Journal of Civil Wars, 2015, Vol. 15: numéro 2 <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13698249.2015.1070452?src=recsys&journalCode=fciv20>

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture « Resilience Analysis in Senegal 2011 ». <http://www.fao.org/resilience/resources/resources-detail/en/c/889319/>

'USAID 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF)', 2008 <https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

USAID 'Senegal Sub-Regional Conflict Assessment', 2009 https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1866/Senegal%20Sub-Regional%20Conflict%20Assessment_Final%2012-30-09.pdf

Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States ', Harvard Kennedy School, August 2014 <https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

Annexe D : Matrice des vulnérabilités, risques, facteurs de résilience et recommandations par pilier de la sécurité humaine

	VULNÉRABILITES	RISQUES	RÉSILIANCES	RECOMMANDATIONS
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Allégations de corruption et d'impunité dans le système judiciaire ➤ Méconnaissance des instruments juridiques existants ➤ Allégation d'absence d'indépendance du système judiciaire ➤ Obstacles culturels à l'accès des femmes à la justice ➤ Lenteur dans le traitement des affaires judiciaires 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protestations violentes contre le système judiciaire ➤ Politisation des affaires fortement médiatisées ➤ Crimes de violence basée sur le genre sous-déclarés 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mécanismes alternatifs de résolution des conflits ➤ Chefs religieux, traditionnels et coutumiers ➤ « Maisons de Justice » fournissant des conseils juridiques gratuits ➤ Existence du Médiateur de la République ➤ Office national de lutte contre la fraude et la corruption (OFNAC/CENTIF) 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Encourager et étendre l'utilisation des mécanismes alternatifs de résolution des conflits et de médiation. ➤ Assurer la sensibilisation sur les crimes de violence basée sur le genre (VBG) au sein des systèmes de justice traditionnelle ➤ Soutenir les programmes visant à sensibiliser et soutenir les victimes de VBG ➤ Renforcer et améliorer l'accès à la justice ➤ Renforcer la transparence et la redevabilité au sein du système judiciaire ➤ Renforcer l'indépendance du système judiciaire
Population & Démographie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Chômage, en particulier chez les jeunes ➤ Faible taux de la planification familiale ➤ Disparités entre les zones rurales et urbaines en termes de services sociaux et d'infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Hausse de la criminalité ➤ Malnutrition et insécurité alimentaire ➤ Tensions liées aux ressources naturelles ➤ Érosion côtière ➤ Inondations et sécheresse 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cohésion entre les groupes ethniques et religieux ➤ Contribution des immigrants et de la diaspora à l'économie locale (envois de fonds) ➤ Existence d'un filet de sécurité sociale et de 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les programmes tenant compte des sensibilités culturelles dans la lutte contre les mutilations génitales féminines et à l'excision (MGF) et à la

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Émigration illégale de jeunes vers l'Europe ➤ Immigration au Sénégal en provenance des pays voisins ➤ Phénomène des enfants talibés et faible application des mesures de protection des enfants ➤ Dégradation de l'environnement ; ➤ Concurrence pour le contrôle des terres ➤ Changement climatique ; 		<p>mesures de sécurité sociale telles que la gratuité des soins de santé pour les personnes âgées et les nourrissons</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Rôles des « Badienou Gokh » dans le soutien aux femmes en état de grossesse ➤ Campagne visant à réduire les MGF et le mariage précoce 	<p>planification familiale.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les initiatives de formation professionnelle et de création d'emplois afin d'engager la population de jeunes. ➤ Évaluer les programmes d'enseignement pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins du pays ➤ Renforcer la coordination entre les ministères et les acteurs chargés de la protection des enfants ➤ Renforcer les initiatives actuelles de lutte contre le phénomène des enfants talibés et le plan national de lutte contre la traite des êtres humains ➤ Renforcer la mise en œuvre des instruments de protection des enfants ➤ Moderniser les « daaras » d'éducation islamique et les intégrer à l'enseignement général
Économie & Ressources	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insécurité alimentaire ➤ Volatilité des prix, notamment celui du carburant et des denrées alimentaires de base ; ➤ Pauvreté 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démarrage des opérations d'extraction de zircon par Astron ➤ Trafic de drogue ➤ Exploitation forestière illégale ➤ Intensification de la concurrence 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mise en place du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) ➤ Poursuite de la construction de routes de desserte pour 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir et élargir les programmes de microfinancement et de formation, en particulier à l'appui des initiatives menées par les femmes et les jeunes.

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Chômage des jeunes ➤ Opportunités limitées de formation professionnelle ➤ Disparités entre les zones rurales et urbaines ➤ Activités économiques illicites ➤ Dégradation de l'environnement (ressources foncières et hydriques/salinisation des terres et des aquifères) ➤ Obstacles à l'accès des femmes au crédit et à la terre ➤ Surpêche et pêche illégale ➤ Perception de manque de transparence dans les secteurs minier et extractif ➤ Impacts économiques du conflit en Casamance (y compris le déclin du tourisme et de l'agriculture, la fermeture d'entreprises) ➤ Infrastructures de transport limitées 	<ul style="list-style-type: none"> pour le contrôle des terres ➤ Baisse des ressources halieutiques ➤ Accaparement des terres ➤ Blanchiment de capitaux 	<ul style="list-style-type: none"> faciliter l'accès aux marchés ➤ Mise en œuvre de l'ITIE ➤ Présence du Bureau régional du GIABA pour la lutte contre le crime organisé et le financement du terrorisme 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) ➤ Renforcer la mise en œuvre de politiques respectueuses de l'environnement pour faire face au changement climatique ➤ Élaborer des programmes visant à diversifier l'économie ➤ S'assurer que les grandes entreprises minières se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière d'affaires et de droits de l'homme, avec des mécanismes en place permettant aux communautés touchées d'obtenir réparation. ➤ Promouvoir la collaboration entre le gouvernement et le secteur privé, afin d'encourager l'investissement
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Forces de sécurité en sous-effectif et dotées de ressources insuffisantes ➤ Perception de corruption au sein des forces de sécurité ➤ Réseaux de trafic de drogue, de contrebande et de prostitution ➤ Porosité des frontières 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conflits liés à la terre et aux ressources ➤ Criminalité, y compris le banditisme armé ➤ Vol de bétail ➤ Tensions transfrontalières et maritimes entre les communautés de pêcheurs 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Professionnalisme des forces de sécurité et de défense ➤ Police de proximité ➤ Police communautaire ➤ Existence d'une idéologie religieuse non-violente (confrérie de mouride et de tidianiyya) ➤ Héritage des pays d'Afrique de 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les programmes bilatéraux et multilatéraux d'assistance à la formation afin de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des forces de sécurité. ➤ Encourager les partenariats entre les OSC, les

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Griefs historiques et perceptions de marginalisation au sein des communautés locales de la région de Casamance ➤ Rébellion dans la région de la Casamance 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Contrebande d'armes légères et de petit calibre ➤ Terrorisme et radicalisation ➤ Culture de drogue (marijuana) et trafic de drogue 	<p>l'Ouest qui n'ont pas connu de coup d'État militaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Participation des forces de sécurité et de défense aux opérations de maintien de la paix dans les pays voisins ➤ Existence de plateformes de femmes intervenant en Casamance ➤ Programmes de reconstruction par l'intermédiaire d'organismes gouvernementaux et de parties prenantes internationales 	<p>forces de sécurité et les communautés locales afin d'améliorer la sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Travailler en collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux pour faire face aux grandes tendances régionales de l'insécurité et de l'extrémisme violent. ➤ Créer des plateformes de dialogue transfrontalier entre les communautés sénégalaises et mauritaniennes pour faire face aux tensions sous-jacentes dues à la transhumance, à la pêche et potentiellement aux gisements de gaz nouvellement découverts.
Politique & Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Perception de manque de transparence dans les secteurs minier et extractif ➤ Perceptions de corruption au sein du système politique ➤ Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Protestations politiques ➤ Violence électorale ➤ Politisation des chefs religieux 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Groupes dynamiques de la société civile, notamment les ONG, les groupes de femmes et de jeunes ➤ Existence de la loi de 2010 instituant la parité homme-femme qui fait que le pays est le plus avancé en termes de genre dans la région. ➤ Dynamisme des médias ➤ Leaders religieux très influents dans le maintien 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer la surveillance des prochaines élections afin de promouvoir la transparence ➤ Promouvoir les initiatives visant à renforcer la bonne gouvernance et la transparence ➤ Promouvoir la mise en œuvre et l'application de la loi instituant la parité homme-femme. ➤ Soutenir les programmes de formation et d'implication des

			<p>de la cohésion sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Dialogue/tolérance interreligieux/interreligieuse de longue date ➤ Disponibilité de lois progressistes en matière de genre, intégrant l'égalité en matière d'autorité parentale 	femmes dans la prise de décisions politiques
--	--	--	--	--